

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12908 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 30 JUILLET 1986

Sur le rif

Les dessous du Rif

Le Rif, cette zone aride et désolée du nord-est du Maroc, est le théâtre d'une lutte acharnée entre les forces royalistes et les rebelles. Les combats se poursuivent sans relâche, entraînant de nombreuses victimes civiles. Les rebelles, soutenus par l'Algérie, tentent de consolider leur contrôle sur la région, tandis que le régime royaliste cherche à reprendre le terrain perdu.

La situation humanitaire est désastreuse. Les populations civiles sont délogées de leurs villages et se réfugient dans les villes voisines. Les infrastructures sont détruites, et les services de base manquent cruellement. Les combats ont également entraîné la destruction de nombreux villages, laissant des milliers de personnes sans abri.

Le conflit rifain continue de faire rage, avec des escalades régulières de violence. Les négociations de paix restent à l'état d'impasse, et les deux camps s'accrochent à leurs positions respectives.

L'affaire Chaliar

L'affaire Chaliar, ce scandale financier qui a ébranlé la confiance du public, est maintenant au cœur des débats politiques. Les enquêteurs ont découvert des manipulations de comptes et des détournements de fonds considérables. Les responsables ont été mis en examen, et la justice s'efforce de rétablir la vérité sur ces faits.

Le scandale a entraîné une crise de confiance envers les institutions financières. Les citoyens se demandent comment de telles fraudes ont pu se produire. Les autorités ont promis de renforcer les contrôles et de mettre en place des mesures préventives pour éviter de tels incidents à l'avenir.

La justice a lancé une vaste enquête pour identifier tous les impliqués dans l'affaire Chaliar. Des dizaines de personnes ont été interrogées, et de nouvelles preuves émergent. On s'attend à ce que le procès soit prochainement ouvert, afin de rendre justice aux victimes et à la société.

M. Gorbatchev et le Pacifique

L'offensive de paix tous azimuts lancée par M. Gorbatchev depuis un peu plus d'un an a trouvé son prolongement asiatique avec le discours que le dirigeant soviétique a prononcé le lundi 28 juillet à Vladivostok. Tourné vers cette région Asie-Pacifique qui constitue la grande fenêtre maritime de l'URSS, le maître du Kremlin a eu un mot relativement agréable pour chacun des pays de la zone, y compris pour les deux autres grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine. Mais les promesses qu'il a faites aux uns et aux autres ne sont pas de même valeur.

Vis-à-vis des États-Unis, on retiendra surtout le ton prudent avec lequel M. Gorbatchev a commenté la récente réponse de M. Reagan à ses propositions de désarmement. Le détail de cette réponse n'est pas connu, mais il est clair qu'elle marque, pour la première fois depuis trois ans, une reprise du dialogue sur le fond des questions qui divisent les deux superpuissances : celle-ci s'achève vers un sommet de « substance » cette fois, et non plus d'atmosphère, vers la fin de cette année, et rien n'est fait de part et d'autre qui compromette cette perspective.

À l'égard de la Chine, le petit geste consistant pour M. Gorbatchev à proposer de l'Afghanistan est en fait de peu d'importance. Ni l'URSS ni les États-Unis ne font de ce problème une condition de la normalisation de leurs relations. Simplement, le retrait de quelques milliers d'hommes peut contribuer à une meilleure atmosphère, dans la mesure où il annonce à tout le moins, en principe, un refus de l'escalade par une augmentation du contingent soviétique et un relèvement du niveau des opérations militaires dans ce pays.

Les gestes consentis à l'égard de la Chine sont plus importants, car ils visent à satisfaire l'une des conditions posées par Pékin à la normalisation de ses relations politiques avec Moscou : la réduction du dispositif militaire soviétique à la frontière entre les deux pays. Depuis la grande brèche des années 60, l'URSS avait massé plus d'un million d'hommes en Extrême-Orient, dont un fort contingent en Mongolie intérieure et « extrême », États-Unis soviétiques des années 20 et ramené dans le camp de Moscou dès les premiers signes de brèche entre les deux capitales communistes. Ce contingent pourrait être réduit en « grande partie », annonce maintenant M. Gorbatchev, et parallèlement une baisse réciproque des forces terrestres dans la région pourrait être négociée avec la Chine.

L'annui est que les deux autres demandes de Pékin ne font pas l'objet d'un traitement aussi compréhensif, alors qu'elles sont plus importantes encore pour la Chine. Pékin ne devrait pas trouver plus de charme que les autres capitales au retrait de six régiments d'Afghanistan, et encore moins à ce que M. Gorbatchev s'en mesure d'offrir sur le Cambodge, c'est-à-dire rien du tout. Pour le dernier problème est à régler entre Pénon-Penh et son redoutable voisin vietnamien, et même l'ONU n'a pas à s'en mêler. Cela dit, la Chine devrait tout de même s'empêcher de la geste soviétique sur la Mongolie et y voir un nouvel encouragement à poursuivre avec l'URSS un rapprochement qui a déjà pris, sur les plans économique, technique et culturel, toutes les apparences d'une normalisation.

(Lire nos informations page 3.)

12 milliards de dollars en dix-huit mois

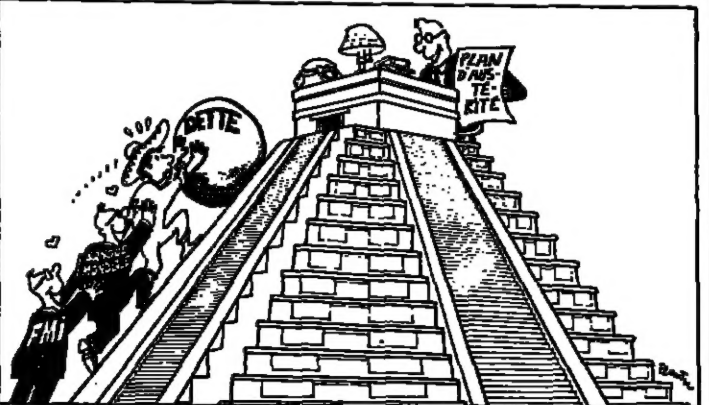
Nouveau plan de sauvetage pour l'économie mexicaine

La Banque mondiale doit entériner, ce mardi 29 juillet, un prêt de 698 millions de dollars pour le Mexique. Dans un deuxième temps, 700 millions seront alloués à ce pays, à nouveau en proie à une grave crise financière, alors que sa dette extérieure frôle les 100 milliards de dollars. Il s'agit d'une première concrétisation du plan de sauvetage de 12 milliards mis au point avec le Fonds monétaire international et destiné à encourager les banques créancières, dont l'apport devrait être de 6 milliards de dollars.

La Banque mondiale va apporter la première pierre au nouveau plan de sauvetage financier conçu pour le Mexique et dont les grandes lignes ont déjà reçu l'aval du FMI. Le montant - 698 millions de dollars - des trois prêts que le conseil d'administration de la BIRD devait accepter, leur caractère - 500 millions de dollars seront consacrés au financement de la libéralisation du commerce extérieur mexicain - illustrent la volonté des organisations multilatérales d'aider Mexico à relever le défi : conjurer croissance et chute des cours pétroliers dans un pays dont près de 70 % des recettes à l'exportation dépendent de l'or noir.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 21.)



Acier, finances et trilinguisme

Le Luxembourg, petit pays, grande famille

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

Début juillet, Jup Weber, un des deux députés écologistes du Parlement luxembourgeois, s'est présenté devant l'Elysée pour remettre à François Mitterrand une pétition contre la mise en service de la centrale nucléaire de Cattenom, située à moins de 15 kilomètres du grand-duché. Vingt-deux mille Luxembourgeois avaient signé cette pétition.

Un record pour un pays de seulement trois cent soixante-dix mille habitants peu enclins à ce genre de manifestation. « Une manière comme une autre de signifier au grand voisin français que nous existons », expliquait un des signataires. A l'entendre parler que de RTL - la « périphérique », - de l'ARBED - le géant

de l'acier, - du Kirchberg - un des sièges des institutions européennes, - des cent vingt banques et des six mille holdings, on avait en effet fini par oublier qu'il existait aussi des Luxembourgeois. Il y avait bien eu Charly Gaul, un des plus célèbres habitants du grand-duché. Mais le vainqueur du Tour de France 1958 vit aujourd'hui retiré de tout, solitaire, comme il l'était au temps de sa gloire sur les routes de montagne du Tour. Certes, on célèbre en ce moment le centenaire de la naissance de Robert Schuman, le 29 juin 1886 à Clausen, un des faubourgs de la capitale.

Mais le « père de l'Europe », s'il fit ses études secondaires à l'Athénée de Luxembourg, était français, bien que certains - et non des moindres - de ses adversaires politiques n'aient pas hésité

L'affaire du Carrefour du développement

Le PS a remboursé l'imprimeur de M. Nucci

Le groupe parlementaire socialiste a remboursé les affiches électorales de M. Christian Nucci. C'est l'ancien ministre de la coopération lui-même qui a dû faire, le mardi 29 juillet, cet « aveu », après la publication par le « Dauphiné libéré » de deux factures adressées par l'imprimeur de Beaurepaire, inculpé la semaine dernière, M. Daniel Ronjat, à l'association de M. Yves Chaliar La promotion française pour règlement de journaux et de cinq mille affiches électorales.

« Lorsque nous avons recherché des fonds pour ma campagne, La Promotion française m'a proposé d'y participer », a expliqué M. Nucci à l'AFP. La Promotion française étant une association privée vivant de fonds privés, j'ai accepté. En juin, lorsque j'ai appris, lors de l'enquête sur Carrefour du développement, que cette association recevait des fonds publics, j'ai immédiatement demandé au groupe socialiste de l'Assemblée nationale de m'aider, et Gilbert Bonnemaison, trésorier du groupe, a alors fait un chèque de 100 000 F à l'imprimeur qui avait, lui-même, remboursé, à ma demande, La Promotion française.

L'imprimeur a été sollicité par M. Nucci pour rembourser La Promotion française le 21 juin, et des informations faisant état de cette opération nous étaient parvenues avant le 14 juillet (le Monde daté 13-14 juillet). Le remboursement a donc été effectué quelque deux mois après le

début de l'affaire et à un moment où l'ancien ministre était déjà sur la sellette.

Dans l'entourage de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, on minimisait mardi l'intervention du trésorier, M. Bonnemaison : « Quand un député doit encore quelques dizaines de milliers de francs à son imprimeur, il arrive qu'il vienne trouver le trésorier du groupe pour lui demander une avance. C'est une pratique courante. »

Dans le cas présent, on se refusait à préciser s'il s'agissait d'un don ou d'une avance. On ignorait également si les députés avaient été appelés à se « cotiser » ou même mis au courant de ce remboursement. M. Lionel Jospin avait encore affirmé samedi que le PS n'était « en rien concerné » par l'affaire du Carrefour du développement.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 9.)

CHRONIQUE DES ANNÉES

La guerre atomique n'aura pas lieu

Après la voiture piégée du quartier chrétien, une explosion a fait dix-sept morts et plus d'une centaine de blessés dans le secteur musulman.

Privatisation

Le débat sur la motion de censure a permis aux barristes de critiquer le gouvernement.

Le sommet de l'OUA

Les Etats africains adoptent une charte des droits de l'homme.

Le Pérou an 1

Le bilan de la première année du gouvernement Garcia est partiellement positif.

M. Strauss contre M. Waldheim

Polémique entre le premier Bavaiois et le président autrichien à propos de l'énergie nucléaire.

Avignon

Jean Babilée, le danseur baroudeur.

Le sommaire complet se trouve page 24

L'Europe et la réglementation des exportations

Quels médicaments pour le tiers-monde ?

L'Europe des Douze va-t-elle enfin décider les réglementations nécessaires pour mettre fin au scandale des exportations de médicaments vers les pays en développement ?

C'est en tout cas le souhait du Parlement européen qui, à la quasi-unanimité, a adopté le 12 juin dernier le rapport d'un député irlandais, M^{me} Mary Banotti, préconisant en particulier des règles sévères pour les exportations vers le tiers-monde de produits pharmaceutiques de la CEE et non autorisés sur le marché communautaire.

L'Europe de l'Ouest - qui est à la fois le principal producteur et le principal consommateur de médicaments dans le monde - exporte dans le tiers-monde des stocks de médicaments qui n'ont pu être écoulés sur son propre marché. Ainsi, n'est-il pas rare de retrouver, et sans la moindre mise en garde dans certains magasins d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie, des médicaments dont la

prescription est sévèrement réglementée, voire totalement interdite en Europe. Cette pratique n'a pu se développer qu'avec la complicité passive des Douze, mis à part, peut-être, la France dont le code de santé publique réglemente plus sévèrement les exportations de produits pharmaceutiques. Mais la plupart des autres pays européens ne possèdent pas de dispositif législatif contraignant.

Le tiers-monde reste aujourd'hui largement - pour ne pas dire totalement - dépendant des pays industriels, en ce qui concerne ses besoins en médicaments.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a établi une liste de deux cents produits pharmaceutiques dits essentiels aux populations des pays en développement. Les principaux sont des vaccins, des antiparasitaires et des antibiotiques. Des produits qui, s'ils étaient correctement distribués, permettraient de gommer en partie des inégalités sanitaires

criantes qu'on ne cesse, par ailleurs, de dénoncer.

Pour ces médicaments l'effort des pays industrialisés n'est qu'en partie réalisé. Ainsi, selon l'OMS, il y a dix ans 5 % seulement des jeunes enfants habitant des pays en développement étaient totalement protégés au moyen des vaccins contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche et la poliomyélite. En 1986, 40 % des enfants sont totalement immunisés contre ces maladies avant leur premier anniversaire.

Malgré ces chiffres encourageants, la situation sanitaire du tiers-monde est encore précaire. Et le sera d'autant plus que s'ajouteront à ces médicaments nécessaires les rejets pharmaceutiques des pays occidentaux. C'est cette ambiguïté de l'aide sanitaire que devraient lever les dispositions contenues dans le rapport de M^{me} Banotti. A la commission et au conseil des ministres des Douze d'en décider, à présent.

(Lire - le Monde Médecine - page 17.)

LA BIBLIOTHEQUE DES VOIX



Marie-France Pisier
lit
Le bal du gouverneur
des femmes

1985

Débats

DES UNIVERSITÉS PLUS AUTONOMES

Le projet de réforme universitaire de M. Alain Devaquet a été adopté par le conseil des ministres du 11 juillet.

M. Adrien Gouteyron, sénateur de la Haute-Loire, y voit un texte équilibré et novateur. M. Jean-Jacques Payan, ancien directeur général de l'enseignement supérieur, craint pour sa part que les surenchères politiques n'occultent le débat de fond sur l'avenir de l'Université.

Réforme sans crise

La voie choisie par le ministre est ouverte. Elle évite la balkanisation.

COMMENT sortir l'Université du marécage où elle se trouve enlisée ? Les SOS les plus angoissés ont rythmé l'attente de la réforme saluée.

A la fin de l'année 1985, près d'un tiers des universités n'avaient pas révisé leurs statuts et, parmi celles qui l'avaient fait, beaucoup n'avaient pas organisé les élections. M. Alain Devaquet, ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, vient de présenter un nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur. Clair, réaliste, pragmatique autant qu'ambitieux, ce projet tire judicieusement les leçons des erreurs des socialistes lors de l'élaboration et de la discussion du projet de loi Savary, mais aussi des propositions et suggestions contenues dans l'adresse de l'Académie des sciences (1), les propositions du Collège de France (2), les travaux du Sénat — notamment la proposition de loi sur l'enseignement supérieur que j'ai co-signée avec mes collègues Paul Séramy, Michel Durafour et Michel Mironat (3).

De tout cela, le nouveau ministre a usé. Son projet redonne les missions de l'Université, renforce l'autonomie des établissements universitaires, définit le rôle et les responsabilités de l'Etat. Ce texte, novateur et équilibré, a des chances de durer car il cherche, sans bouleversement, à accélérer les évolutions de notre Université.

par ADRIEN GOUTEYRON (*)

Les diplômes nationaux seront maintenus, mais les universités auront la possibilité de créer des diplômes spécifiques ayant éventuellement vocation à devenir, à leur tour, des diplômes nationaux. Une instance d'évaluation des diplômes aurait donc, ici aussi, un rôle essentiel à jouer. Tout en évitant la balkanisation universitaire, le projet ouvre la possibilité d'une autonomie réelle au sein des universités, aux unités internes de médecine, d'odontologie ou de pharmacie. Chaque université définit librement les critères d'admission des étudiants mais tout titulaire du baccalauréat aura la garantie d'être accueilli.

Enfin, en ce qui concerne les conseils, seuls subsisteront un conseil d'administration et un conseil scientifique, ce dernier regroupant le conseil scientifique et le conseil des études de la loi Savary. Au sein de ces instances, les enseignants disposeront d'une nette majorité et, parmi ceux-ci, les professeurs retrouveront la prééminence qui découle naturellement de leur compétence ; c'est d'ailleurs parmi eux que le président de l'université sera obligatoirement choisi.

Dans ce dispositif, rien ne paraît exclure qu'à titre expérimental, et (*) Sénateur RPR de la Haute-Loire, vice-président de la commission des affaires culturelles du Sénat, rapporteur du projet de loi sur les études médicales en 1982.

peut-être exemplaire, une université privée — appelée « Paris » ou autrement — soit créée, à condition toutefois, pour que l'exemple vaille, que ses promoteurs n'attendent pas de l'Etat, dont ils veulent se dégarer, l'essentiel du financement. Sans prétendre résoudre tous les problèmes de l'Université par des modifications de structure, le projet de loi à l'étude permettrait de mettre un terme à une situation des plus confuses.

La non-publication d'un nombre important de décrets d'application de la loi Savary du 26 janvier 1984 et la résistance opposée à l'application de ce texte par la communauté universitaire rendent indispensable, c'est évident, le vote d'une nouvelle loi. A ceux qui s'opposent à la réforme, à ceux qui, au contraire, la trouvent timide, je dis : examinez le projet de loi ! En contestez-vous les objectifs ? Si ce n'est pas le cas, regardez les faits : la situation des universités, nos traditions, l'état d'esprit de la majorité des universitaires. Et reconnaissez que la voie choisie est la seule qui soit vraiment ouverte.

(1) Adresse de l'Académie des sciences à M. le ministre de l'éducation nationale sur la loi d'orientation des enseignements supérieurs, Comité secret du 4 octobre 1982.

(2) Propositions pour l'enseignement de l'avenir.

(3) Proposition de loi sur l'enseignement supérieur, Sénat, n° 62 (1985-1986) et rapport de la commission des affaires culturelles, par M. Paul Séramy, n° 174 (1985-1986).

La revanche des nostalgiques

Les parlementaires devront enrichir le texte gouvernemental, trop conservateur.

par JEAN-JACQUES PAYAN (*)

Le conseil des ministres du 11 juillet a clos la phase préparatoire du projet de loi sur l'enseignement supérieur. Au fil des versions successives de ce projet, les équilibres se sont modifiés au profit des nostalgiques de l'Université de naguère et au détriment du courant qui entend élargir le champ de l'autonomie universitaire, en favorisant l'émergence progressive d'une logique d'entreprise, où la concurrence et la transparence feraient office de régulateurs.

Le texte déposé au Parlement montre que les groupes de pression, pressés d'en découdre, ont fini par faire prévaloir à Matignon leur point de vue sur celui du ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur. Tous ceux qui souhaitent restreindre le débat universitaire aux clivages partisans seront déçus.

Au nombre des aspects positifs du projet de loi, je rangerai volontiers l'assouplissement du régime des droits d'inscription et les facilités nouvelles pour le recrutement de contractuels. L'augmentation de ceux-ci, dans le droit fil de la politique menée depuis quatre ans, suscitera tôt ou tard un débat salutaire sur le financement des établissements d'enseignement supérieur et rendra les étudiants plus attentifs à l'articulation entre le contenu de l'enseignement et le marché de l'emploi. La possibilité de modifier ces droits élargirait incontestablement l'autonomie universitaire. Mais le texte adopté par le conseil des ministres est si vague que les uns y voient la liberté totale donnée aux établissements d'enseignement supérieur de fixer leurs droits d'inscription alors que d'autres craignent la perpétuation de taux uniformes pour l'ensemble du pays.

La discrétion qui préside au réajustement du recrutement de personnels contractuels ne leurera guère les organisations qui ont fait de l'extension indéfinie de la fonction publique d'Etat leur leitmotiv ; elle gêne en revanche l'occasion favorable de faire évoluer en profondeur la situation au moment où beaucoup estiment, à l'épreuve des faits, que les rigidités du statut de

fonctionnaire sont incompatibles avec la diversité universitaire. La liste des dispositions qui vont à l'encontre de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur est malheureusement longue. Ni sur le financement des universités, ni sur l'équilibre des pouvoirs en leur sein et leur ouverture sur l'extérieur, ni sur la sélection, ni sur le caractère national des diplômes, le projet de loi ne nous rapproche sensiblement des formules qui ont fait leurs preuves au-delà de nos frontières. Bien souvent, au contraire, il s'en éloigne.

C'est vrai, notamment, de l'organisation des établissements. La multiplication de ceux-ci affaiblit chacun d'eux face au pouvoir central, leur balkanisation diminue l'autorité de leurs responsables et amoindrit leur capacité à incarner leur institution. La restriction du choix des présidents d'université aux professeurs de l'établissement — alors qu'un élargissement à des personnalités extérieures au sein d'un conseil d'administration — incite au repliement. La place chichement mesurée faite aux membres extérieurs dans les conseils va dans le même sens. On risque enfin de regretter le retour aux établissements publics gigognes, source de conflits internes.

Un pensum législatif

Le projet de loi ne fait guère progresser non plus le problème de la sélection, en dépit des apparences, bien que les initiatives prises à la fin de la législature précédente aient préparé les esprits à une approche plus directe. La question des diplômes nationaux oppose ceux qui craignent la concurrence à ceux qui la souhaitent. Elle donne lieu, dans le projet soumis au Parlement, à des compromis où chacun est censé trouver son compte. On donne ici satisfaction à ceux qui prônent la compé-

tion en prévoyant que tous les diplômés porteront le nom de l'établissement qui les a décernés, et en introduisant une procédure d'accréditation. On concède, en revanche, aux nostalgiques de l'Université de naguère, le rétablissement du doctorat d'Etat.

Saisi du pensum législatif imposé à M. Devaquet, le Parlement se trouve donc en position de recours : c'est lui qui peut rendre au débat l'élan nécessaire, pour qu'évoluent des mentalités marquées par deux siècles de jacobinisme universitaire et éviter qu'il ne s'enlise une fois encore dans les ambiguïtés et les surenchères. Les circonstances diffèrentes interdisent d'opposer sommairement les deux derniers prédécesseurs de M. René Monory, mais force est cependant de constater que les positions qu'ils ont prises sur la plupart des points évoqués ici, divergent. Faute d'avoir su expliquer en temps utile ces évolutions, le groupe dominant de l'opposition pourrait être tenté d'occulter ces discordances, en se réfugiant dans l'obstruction et en multipliant les amendements de forme.

L'importance de l'enjeu commande aux parlementaires de l'opposition d'accepter le débat de fond et de l'enrichir d'amendements constructifs pour mettre la majorité en face de ses responsabilités. En faisant la sourde oreille et en adoptant une attitude monolithique, celle-ci placerait la nouvelle loi sous le signe de la revanche et du sectarisme et laisserait passer l'occasion d'une réforme largement acceptée. Le seul espoir serait alors que la gauche reprenne à son compte, le moment venu, comme elle a déjà su le faire pour la décentralisation, l'idée d'une autonomie universitaire progressive, respectueuse de la diversité des situations et des rythmes. Il ne lui reste plus pour y être prête qu'à admettre, par souci de cohérence, que la concurrence, régulateur accepté pour la recherche, convient d'autant mieux pour la formation que le pays entend préparer un nombre croissant de jeunes à relever les défis de la compétition mondiale.

« ÉCRITS SUR L'ALGÉRIE », d'Augustin Berque

Tel fils tel père

Chacun son livre de l'été. Le mien est tombé sans pub et sans crier gare, sous sa couverture couleur orange de la Mitidja. Un nom trait d'union : Berque. Et deux prénoms : celui du célèbre orientaliste, Jacques, préfacé Augustin, son père, inconnu au bataillon.

Il y a une quinzaine d'années, à la recherche de la grotte du vocable Tell algérien, à Fréjus, où Ibn Khaldoun, au quatorzième siècle, passe pour avoir écrit certaines de ses meilleures pages, nous tombâmes sur la dernière Européenne du lieu. Elle nous parla de « M. Berque père », qu'enfant elle avait connu dans ce village oublié d'Oranie intérieure. Augustin (1884-1946) y avait en effet été administrateur colonial.

Mais non point colonialiste. Il croyait certes en l'Algérie française mais débarrassée de ses inégalités, avec Arabes et Berbères accédant à « la pleine citoyenneté française dans le maintien de leur statut coranique », tandis que s'amorçait « la réconciliation de l'islam avec le progrès ».

La vie active d'Augustin Berque, ce fut le temps de l'espoir où « les colons tempéraient leur avidité », et les « cédés leurs rapines », on put croire un moment que tout était possible ; quand il fut nommé directeur des affaires musulmanes à Alger, au moment de la seconde guerre mondiale, probablement était-il déjà trop tard.

Ces temps d'illusion et de déillusion, l'administrateur en

consigna le suc et le fiel. Et dans une langue ample et savoureuse qui, avec l'esprit libéral, explique certainement en partie la haute et originale carrière de Jacques et permettent de renverser l'adage : tel fils tel père.

La « seigneurie arabe »

Présentés par le premier, donc, les *Écrits sur l'Algérie* du second apportent des matériaux inédits de choix sur l'Algérie des années 30, que ce soit sur « la seigneurie arabe », les oulémas, les intellectuels musulmans (les inconnus) ou les « arts indigènes » (les méconnus), sans négliger le lancinant débat d' alors sur l'avenir politique des « départements français d'Afrique du Nord » et celui, éternel, sur la légitimité. Les réflexions d'Augustin sur la fin du califat de l'islam, décidées par Atatürk en 1924, et qui privait ainsi l'islam orthodoxe de « papa », sont restées d'actualité.

Face, enfin, aux célébres « villes sans passé » de l'Est d'Albert Camus, Augustin Berque a contourné le regard pied-noir pour nous restituer l'empreinte arabe de Mascara, Oran et Constantine. « C'est un défilé de l'esprit Tiémouci », note-t-il dans la pudique cité des confins algéro-marocains. C'en est un également de découvrir ces pages inattendues sur l'Algérie d'hier.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
* Edisud (La Calade, 13090 Aix-en-Provence), 300 p., 145 F.

Mémoire courte et « télé d'Etat »

Dans le *Monde* du 16 juillet, page 7, un beau placard sur toute une page. Trois lignes à peine d'inscription, en caractères très gras : « En 1968, ils défiaient contre la « télé d'Etat ». En 1986, ils défient pour ! ». Et une appréciation, devant un citoyen (moyen ?) qui, sans doute, manifeste : « La marche à pied, ça conserve ».

Puis, dans le bas, une attaque contre ce que le général de Gaulle avait appelé les comités « Théodule ». Et, enfin, en caractères très forts, la signature « RPR », avec, à la suite, le bonnet phrygien et la croix de Lorraine, comme si ce parti avait le monopole du patriotisme !

En fait, « la mémoire qui flanche », c'est le RPR qui pourrait la revendiquer. Il n'y a pas contradiction dans l'esprit du citoyen qui défie ! En 1968, c'était l'Etat UDR dans toute sa splendeur, à l'ombre d'un homme digne de respect, mais qu'on n'hésita pas à contourner un an après, le général de Gaulle. En 1968, la « télé d'Etat » était entre les mains de l'UDR et ce ne fut pas une des moindres causes des événements.

En 1986, que le RPR le veuille ou pas, la « télé d'Etat », avec la Haute Autorité et la création de chaînes et de radios privées, répartit un peu mieux les informations de tous bords. Mais il fallait avoir l'air, l'UDF aidant, de faire du « libéral », du « neuf », sinon du raisonnable ! D'où la « privatisation », en fait entreprise de bénéfices, qui ne crée aucune « richesse » nouvelle au sens économique du terme, sinon pour cette entreprise !

ÉTIENNE EY,
Lassy-les-Moulineaux.

Dérisoire

Au cours du débat télévisé Fabius-Chirac, l'actuel premier ministre déclarait que l'une des raisons pour la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, qu'il préconisait, était que cet impôt ne rapportait rien ou presque (4 milliards de francs).

Le 16 juillet, lors de son intervention télévisée, M. Chirac déclarait très solennel, que son gouvernement allait consacrer une « somme importante », 4 milliards et demi sur dix

La cause irlandaise

« Tous trois, entièrement voués à la cause irlandaise, étaient membres de l'IRSP... », écrit Erich Ichniyan (*Le Monde* du 11 juillet).

Qu'est-ce qui est donc « la » cause irlandaise ? N'est-elle pas celle des Irlandais ? L'IRSP n'est pas « le Parti socialiste de la République d'Irlande ». Ce n'est qu'un d'entre eux, c'est l'un [de ceux] que les Irlandais ne soutiennent pas, et c'est les autres qui ont des sièges parlementaires.

M. Sean Mac Bride n'était pas en l'occurrence « un activiste républicain au temps de la « guerre civile » ». Il l'était en temps de paix après la guerre civile. Il favorisait la violence jusqu'en 1937, date de la Constitution (tous les territoires irlandais s'en sont réclamés, surtout le Nord).

STUART O'SEANOIR,
Bally-Atho-Cliath
(Irlande).

Jeu politique

Faites vos jeux, attention rien ne va plus !

Quand Chirac joue « GAGNE », Mitterrand joue « MANQUE » (sur les dénationalisations), le zéro sort. Quand tous les deux misent sur le même numéro (lutte contre le chômage des jeunes), tout le monde gagne.

Le jeu politique reste-t-il un jeu de hasard avec les nouvelles règles du jeu... de la cohabitation ?

DOMINIQUE BOURLOT,
Lyon.

Un cadavre de trop.



« La drogue des acquis sociaux »

L'article « La drogue des acquis sociaux », de M. Philippe Robert, dans le *Monde* du 11 juillet, est très intéressant pour le militant socialiste que je suis. M. Robert est professeur à Paris-V.

Je suis moi-même instituteur dans un quartier populaire de Lille. Peut-être est-ce parce que nous ne cotisons pas les mêmes mondes que notre philosophie diffère ?

M. Robert critique l'octroi des « acquis sociaux » à la fraude laborieuse de la population française. Il énumère les mesures prises grâce à

la gauche, lorsqu'elle était au pouvoir, et conteste leur bien-fondé arguant leurs effets néfastes sur l'économie (...).

Selon notre professeur, la mise en application de ces réformes a produit des conséquences négatives. Les entreprises vont manquer encore plus de compétitivité, les travailleurs verront leur niveau de vie baisser tandis qu'on leur demandera de plus en plus d'en faire le moins possible.

Car toute la différence est là entre une idéologie de gauche et une idéologie de droite. M. Robert aime l'effort. Il veut l'imposer à tous, et particulièrement à ceux qui, comme les ouvriers, créent des richesses.

La droite veut que l'homme se plie aux exigences de l'économie alors que la gauche veut structurer l'économie pour que l'individu ne soit pas son esclave.

Le mot « effort » revient d'ailleurs plusieurs fois dans la bouche du professeur. Ce mot exerce une fascination chez les hommes de droite, alors qu'il ne revêt aucune réalité concrète. Les trente-neuf heures, le relèvement du minimum vieillesse et la semaine de congé supplémentaire n'ont pas empêché les usines de tourner. Les administrations ne sont-elles pas modelées suivant l'évolution de la société depuis cinquante ans ? Les horaires d'ouverture, les services proposés n'ont-ils pas été revus ? Pourquoi faudrait-il que le monde du travail ne bénéficie pas d'avantages propres, qui ne sont, somme toute, que des acquis inéluctables correspondant au progrès des conditions de l'homme au travail (...).

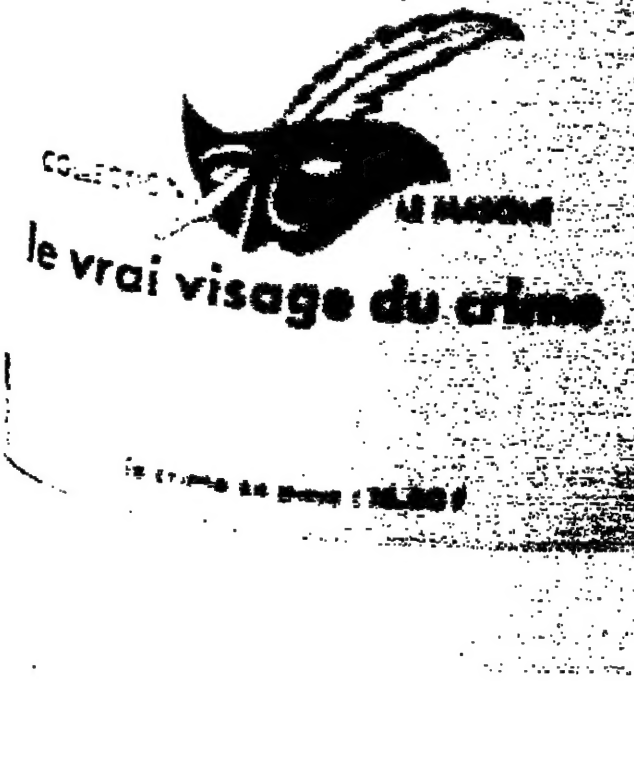
GAUTIER LEROY,
Lille.

Une blonde incendiaire.



ملّة امّنه الاصل

La police est sur les dents...
... l'assassin sûr de lui.



Etranger

Le Monde • Mercredi 30 juillet 1986 3

Après le discours de M. Gorbatchev à Vladivostok

Le Pakistan a officiellement qualifié de « bienvenue » l'annonce faite lundi par M. Mikhaïl Gorbatchev du prochain retrait d'Afghanistan de six régiments soviétiques tout en exprimant l'espoir que cette mesure constitue « un pas vers le retrait total » des forces soviétiques.

Un porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères, qui manifestait un optimisme prudent, a estimé que l'opération pourrait concerner quelque huit mille soldats soviétiques sur les cent vingt mille stationnés en Afghanistan. Les estimations des experts occidentaux à Moscou font état, elles, de six mille militaires. Le porte-parole a toutefois souligné que la communauté internationale appuie les efforts de l'ONU pour une solution politique au problème afghan. « Islamabad fera tout son possible, à la reprise

des négociations [pakistano-afghanes] de Genève, le 31 juillet, pour la recherche d'une solution politique débouchant sur le retrait complet de toutes les forces soviétiques à bref délai », a-t-il ajouté.

Lors de son récent passage à Washington, le premier ministre pakistanais, M. Mohammed Khan Junejo, avait indiqué que Moscou proposait un calendrier de retrait en quatre ans de ses troupes d'Afghanistan alors qu'Islamabad souhaitait un délai maximum de quatre mois, si un accord politique est conclu sur la question afghane.

En revanche, les résistants afghans au Pakistan, notamment ceux établis à Peshawar, ont catégoriquement rejeté les propos de M. Gorbatchev, destinés selon eux à « tromper l'opinion publique internationale ». Un chef de la guérilla, M. Muhammad Yunus Khalis, a affirmé que les moudjahidines « ne se laisseront pas bluffer et poursuivront la guerre sainte contre les Soviétiques et leurs pantins ». Un ex-diplomate afghan a minimisé la portée de la décision soviétique en faisant valoir que le régime de défense antiaérienne, dont le retrait est annoncé, n'est d'aucune utilité contre la guérilla.

A Paris, M. Omayoun Tandar, responsable pour la France du Jamiat-i-Islami, l'une des sept composantes de la résistance afghane, a qualifié lundi de « coup d'un perdant » l'annonce du numéro un soviétique. M. Tandar a rappelé qu'une semblable annonce concernant un prochain retrait de soldats soviétiques d'Afghanistan

avait déjà été faite par M. Valéry Giscard d'Estaing après sa rencontre à Varsovie avec l'ancien secrétaire général Leonid Brejnev, peu avant le sommet des pays industrialisés à Venise, en 1980.

La Chine, pour sa part, « étudie » l'annonce faite par M. Gorbatchev de retraits de troupes ainsi que les ouvertures esquissées en direction de Pékin et de la région Asie-Pacifique, a déclaré ce mardi 29 juillet le gouvernement chinois. Le *Quotidien du peuple* publie en première page les principales déclarations faites par M. Gorbatchev. Il en relève, en deux lignes de commentaire, que ce dernier n'a ni quantifié l'éventuel retrait de troupes soviétiques de Mongolie ni précisé sa date. — (AFP.)

« L'URSS est prête à créer un climat de bon voisinage avec la Chine »

Parlant à Vladivostok le lundi 28 juillet, M. Gorbatchev a notamment déclaré sur les rapports de l'URSS avec Pékin : « Ces dernières années, nos relations se sont notablement améliorées. Je tiens à le confirmer : l'Union soviétique est prête à examiner avec la Chine, à tout moment et à tous niveaux et de la façon la plus sérieuse, des mesures supplémentaires visant à créer un climat de bon voisinage. Nous espérons que la frontière qui nous sépare (on aimerait dire qui nous unit) deviendra dans un proche avenir une zone de paix et d'amitié (...). Nos priorités et celles de la Chine sont similaires : accélérer le développement social et économique. Pourquoi ne pouvons-nous pas nous appuyer l'un l'autre, coopérer pour l'accomplissement de nos plans dans les domaines qui procurent des avantages mutuels évidents ? »

M. Gorbatchev a ensuite précisé qu'un accord est en voie d'élabora-

tion pour l'utilisation du fleuve Amour et que « la frontière officielle pourrait passer par la voie navigable », que Moscou « prépare une réponse positive » à une demande d'assistance chinoise pour la construction d'une voie ferrée de la région autonome Oïgoure, dans le Sinkiang chinois, vers le Kazakhstan soviétique, enfin que l'URSS est prête à former des cosmonautes chinois.

Japon : « des changements vers le mieux »

A propos du Japon, avec lequel « des changements vers le mieux se profilent », le chef du PC soviétique a proposé d'examiner « la question de la mise en place d'entreprises mixtes dans des régions adjacentes ou proches de l'URSS et du Japon. Pourquoi ne pas mettre en place une coopération à long terme dans l'exploration et la mise en valeur

globale des ressources de l'océan, dans des programmes d'exploration et d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques ? »

Pas de nouveaux SS-20 en Asie

Après avoir rappelé que l'URSS propose de « liquider, et non pas de transférer ailleurs », les missiles soviétiques SS-20 qui seraient éliminés de sa zone européenne et que leur nombre en Asie ne serait pas accru, le chef du PC soviétique a précisé : « L'Union soviétique attache une grande importance à une réduction radicale des forces armées et des armements conventionnels en Asie, jusqu'aux limites raisonnables d'une quantité suffisante. Nous nous rendons compte qu'il faut résoudre ce problème par étapes, en commençant par une région quelconque, par exemple l'Extrême-Orient. Dans ce contexte, l'URSS est prête à discuter avec la République populaire de Chine de pas concrets orientés vers une baisse proportionnée du niveau des forces terrestres. »

Par ailleurs, « la question du retrait d'une grande partie des troupes soviétiques de Mongolie est examinée conjointement avec la direction mongole ».

Vladivostok ouvert aux étrangers ?

D'autre part, dans le cadre de « mesures de confiance » à mettre au point dans le domaine des liaisons maritimes, « on pourrait, à poursuivi M. Gorbatchev, résoudre avec le temps le problème de l'ouverture de Vladivostok aux étrangers. Si la situation sur le Pacifique devient effectivement meilleure, Vladivostok pourrait devenir un grand centre international, foyer de commerce et de culture, une ville de festivals, de rencontres sportives, de congrès, de symposiums scientifiques. Nous voudrions voir en elle une fenêtre largement ouverte sur l'Orient ».

A propos de l'Afghanistan, M. Gorbatchev a dit : « Ayant étudié en détail la situation actuelle et après des consultations avec le gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan, la direction soviétique a pris la décision que l'annonce officielle de l'annonce aujourd'hui : six régiments — un régiment de blindés, deux régiments de troupes motorisées et trois régiments de DCA avec leurs équipements et armements — seront retirés de l'Afghanistan avant la fin de 1986. Ces unités reviendront dans les régions de leur stationnement permanent en Union soviétique.

L'URSS n'abandonnera pas l'Afghanistan dans le malheur

« (...) En décidant de réaliser un pas aussi sérieux, dont nous avons préalablement informé les Etats intéressés, y compris le Pakistan, l'Union soviétique désire rapprocher le règlement politique, lui donner une nouvelle impulsion. Elle espère également que ceux qui organisent et effectuent une intervention armée contre l'Afghanistan comprendront correctement notre pas unilatéral et l'apprécieront comme il le mérite. La cessation de l'ingérence extérieure dans les affaires de ce pays doit servir de réponse. »

« Un certain progrès a été réalisé ces derniers temps aux négociations afghano-pakistanaïses menées par l'intermédiaire du représentant du Secrétaire général de l'ONU. Des qu'un règlement politique sera définitivement élaboré, le retour de toutes les troupes soviétiques de l'Afghanistan pourra être rapproché. Les dates de leur retour par étapes ont été concertées avec la direction afghane. »

« Mais tous ceux qui encouragent et financent la guerre non déclarée contre l'Afghanistan, et du terri-

toire de qui elle est menée, doivent le savoir : si l'intervention continue, l'Union soviétique n'abandonnera pas son voisin dans le malheur. Notre solidarité internationale avec le peuple afghan nous commande les intérêts de la sécurité de l'Union soviétique l'exigent absolument. »

« Nous soutenons la ligne de la direction actuelle afghane orientée vers l'établissement de la base sociale de la révolution nationale démocratique d'avril jusqu'à la fondation d'un gouvernement avec la participation des forces politiques qui se sont trouvées au-delà des limites du pays. Mais qui sont prêts à participer sincèrement au processus national de construction d'un Afghanistan nouveau. »

La réponse de M. Reagan mérite réflexion

Auparavant M. Gorbatchev avait commenté le message reçu du président Reagan en réponse aux récentes propositions soviétiques sur le désarmement. Cette réponse, a-t-il dit, « donne matière à réflexion. Nous avons commencé à l'étudier. Soyons responsables et attentifs. Ce qui importe surtout pour nous, c'est de savoir à quel point les propositions formulées dans la lettre répondent au principe de la sécurité égale. Permettent-elles ou non d'aboutir à des solutions communes efficaces dans le domaine de l'arrêt de la course aux armements et de la prévention de son extension à l'espace. Nous agissons ultérieurement en conséquence. En ce qui concerne une nouvelle rencontre soviéto-américaine au sommet, je puis le répéter : nous sommes pour une telle rencontre ». Toutefois, M. Gorbatchev estime qu'elle doit avoir pour objet de « normaliser les relations soviéto-américaines, d'assouplir le climat international, d'accélérer les négociations sur la réduction des armements ».

WASHINGTON
correspondance

Le retrait de six mille soldats soviétiques d'Afghanistan a été froidement accueilli par le département d'Etat, on estime, en effet, qu'il s'agit d'une « rotation régulière des troupes soviétiques » et souligne que le Kémalat ne vaient arriver à un règlement, il devrait annoncer un « calendrier » des retraits de ses troupes, menant à leur évacuation complète. Mais la question sera débattue aussi bien à Genève cette semaine que lors d'entretiens bilatéraux entre le département d'Etat et le Pentagone, un compromis temporaire.

M. Weinberger, ministre de la défense, et son adjoint, M. Perle, continuent de s'opposer à toute concession sur l'IDS. Même si les Soviétiques diminuaient leur arsenal offensif, tout ce qui pourrait réduire l'IDS serait une « mauvaise affaire », déclarait M. Weinberger la semaine dernière. Le responsable du Pentagone est d'autant plus ferme que le programme IDS de 26 milliards de dollars est de plus en

Qu'est-ce qu'un « régiment » soviétique ?

Six mille hommes ou davantage ? Les estimations varient sur l'importance du geste consenti par M. Gorbatchev à propos de l'Afghanistan, dans la mesure où le numéro un soviétique n'a pas précisé quel est l'effectif d'un régiment dans ses forces armées. Selon l'Institut des études stratégiques de Londres, qui a tenté un décompte dans son état des forces pour l'année 1984-1985, un régiment blindé soviétique compte 95 chars et 1 300 hommes, un régiment d'infanterie mécanisée 40 chars et 2 300 hommes. Le total serait donc, puisque le retrait porte sur deux régiments de la seconde catégorie et un de la première, de 5 900 hommes et de 175 chars.

S'ajoutent à cela trois régiments des forces antiaériennes, dont on peut d'ailleurs se demander s'ils sont bien utiles en Afghanistan, la résistance ne disposant pas, qu'on sache, d'une aviation de combat. L'effectif de ces régiments n'est pas connu avec précision : 550 hommes chacun selon certaines sources occidentales, un peu plus selon d'autres. Le total général se situerait donc entre 7 500 et 8 500 hommes environ.

Le « petit télégraphiste » de 1980

Un chiffre symbolique de toute façon au regard des 120 000 hommes (118 000, précise-t-on à Washington) que compte le contingent soviétique en Afghanistan, auquel il faudrait d'ailleurs ajouter un certain nombre d'unités stationnées dans les régions limitrophes de la Chine, en URSS. Symbolique aussi en ce sens que c'est la première fois que Moscou fait état publiquement d'un tel retrait. En juin 1980, Brejnev avait gardé pour la seule Valéry Giscard d'Estaing la confidence d'un « geste » analogue, mais selon toute vraisem-

blance non chiffré. Le président français, qui touchait à la retraite, pensait de son entourage controversé du mois précédent avec le dirigeant soviétique à Varsovie, avait rapporté la chose à ses collègues réunis à Venise pour un sommet des pays industrialisés. Il avait cru pouvoir parler non seulement d'un « retrait significatif », mais du début de l'extinction d'un « calendrier de retrait », ajoutant même deux jours plus tard que cela « rendrait extrêmement difficile et lourd de conséquences un retour en arrière ».

Malheureusement, les effectifs soviétiques en Afghanistan n'avaient pas tardé à augmenter, passant de 95 000 au début de l'intervention aux 120 000 d'aujourd'hui. L'épisode avait permis à son opposant d'alors, M. Mitterrand, de brocarder le « petit télégraphiste » qui se faisait l'émissaire du Grand.

L'annonce d'un projet de retrait d'une « grande partie » des troupes soviétiques stationnées en Mongolie pourrait être plus crédible dans la mesure où ces troupes ne sont engagées dans aucun combat et servent surtout à contenir une Chine visiblement bien disposée aujourd'hui. C'est en janvier 1968, lors d'une visite que fit Léonide Brejnev à Oulan-Bator et à un moment de grande tension soviéto-chinoise, que la présence de ces troupes avait été décidée. Selon l'Institut stratégique de Londres, ce contingent compte aujourd'hui deux divisions blindées et trois divisions d'infanterie mécanisée, pour un total qui devrait être de 75 000 hommes si ces unités étaient à effectif complet. Ces cinq divisions se composent en tout six avant-gardes aux quatre qui sont stationnées en Hongrie et équivalent à peu près au « groupe centre » des troupes soviétiques, celui qui occupe la Tchecoslovaquie depuis 1968.

M. T.

Prudente expectative à Washington

plus contesté au Congrès, préoccupé de faire des économies. D'autre part, un nombre croissant de parlementaires s'interrogent sur la nature de l'IDS. S'agit-il d'un « bouclier de la paix (...) libérant le monde de la menace d'une guerre nucléaire », impliquant une réduction et même l'élimination des armes offensives, comme le déclarait le président Reagan, ou simplement, comme on le dit plus cyniquement au Pentagone, d'un moyen d'augmenter les capacités défensives parallèlement au renforcement des armes offensives ?

Le *Wall Street Journal*, déplorant la querelle au sein de l'administration, regrette l'absence d'une personnalité bien informée et d'une stature suffisante pour arbitrer les conflits et répondre aux initiatives soviétiques. Le journal note que face à M. Dobrynine, ancien ambassadeur à Washington, connaissant très bien les milieux officiels américains, et aux nouveaux ambassadeurs soviétiques en poste à Bonn (M. Kvitsinsky) et à Londres (M. Zamiatine), l'équipe de la Maison Blanche, essentiellement MM. Poindexter, conseiller national pour la sécurité, et Don Regan, chef d'état-major mais sans compétences sur les affaires étrangères, ne « fait pas le poids ».

« Le Conseil national de sécurité ne joue pas le rôle qu'il tenait dans le passé », a déclaré, pour sa part, le général Scowcroft, ancien conseiller du président Ford. Quant à M. Eagleburger, ancien secrétaire d'Etat adjoint, travaillant aujourd'hui pour M. Kissinger, il a déclaré : « Les querelles bureaucratiques ont empêché jusqu'à présent d'obtenir un consensus sur notre position, sur ce que nous voulons accomplir et comment y arriver... Chaque jour qui passe pousse les Soviétiques à attendre un nouveau président. »

Cependant, tout en refusant de révéler le contenu des entretiens

soviéto-américains menés au cours des trois derniers jours au département d'Etat, les milieux officiels laissent entendre que de substantiels progrès ont été accomplis, ouvrant la voie à une rencontre entre les ministres des affaires étrangères MM. Shultz et Chevardnadze à la mi-septembre. Le ministre soviétique viendrait à Washington quelques jours avant l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies pour préparer le « second sommet », dont on pense maintenant qu'il aura lieu en décembre, après les élections de novembre au Congrès.

Officiellement, M. Bessmertnik, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, accompagné par le nouvel ambassadeur Dubinine, s'est entretenu, vendredi, des problèmes régionaux avec les services du département d'Etat, puis a discuté, samedi, de questions bilatérales avec M. Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint, avant de rencontrer, dimanche, M. Shultz pour une conversation d'une heure. Apparemment, les entretiens ont été jugés satisfaisants, reflétant, dit-on, le désir partagé des deux gouvernements de se débarrasser des obstacles sur la route du sommet.

Les services du département d'Etat font état, en effet, d'un certain nombre d'entretiens parallèles, confirmant le souci de « débayer le terrain ». Ainsi, à Moscou, on discute de problèmes consulaires et de la non-prolifération des armes nucléaires. Les négociations de Stockholm sur les mesures visant à « créer la confiance », la discussion à Genève sur l'interdiction des armes chimiques, sans oublier les entretiens de Genève au sein de la commission consultative spéciale sur l'application du traité SALT 2 ainsi que sur le problème des essais souterrains, tout cela constitue autant de démarches considérées ici comme très positives.

HENRI PIERRE.

CHARLES EXBRAYAT

cultiver l'humour,
c'est son jardin



le vrai visage du crime

le crime se paie : 16,80 f

Amériques

PÉROU : malgré la violence et la pauvreté

La première année de M. Alan Garcia a été partiellement positive

LIMA
de notre correspondante

Est-il possible de dresser le bilan de la première année du régime social-démocrate présidé par Alan Garcia en instaurant entre parenthèses l'état de guerre interne, le problème numéro un du Pérou, brutalement réactualisé après le massacre, le 19 juin, de la majorité des guerilleros prisonniers dans la capitale ? L'écrasement de la mutinerie a été une nouvelle preuve du regain de violence entre les miliciens du Sendero lumineux et les forces armées, et un indice supplémentaire de la militarisation croissante du pays.

Pourtant, abstraction faite de ces « excès », on peut estimer que des progrès ont été accomplis, même si le chemin parcouru semble dérisoire compte tenu des immenses besoins et de l'effort colossal par les promesses de la campagne électorale. Ce bilan, partiellement positif, explique pourquoi le chef de l'Etat n'a effectué que de petites retouches à son cabinet ministériel après la démission collective de routine, la semaine dernière.

Le chef du gouvernement et ministre de l'économie, Luis Alva Castro, a été confirmé dans ses fonctions. Il a réussi à freiner l'hyperinflation, à résister aux pressions du Fonds monétaire international et à prêter assistance aux désertés des bidonvilles et des communautés paysannes andines, en réduisant le pourcentage des exportations consacré au remboursement de la dette et les dépenses d'armement.

La pauvreté est mieux « administrée ». Le SMIG a été relevé de 95 %, mais les salaires de la « bureaucratie dorée » ont enregistré une hausse de 300 % à 400 %. Le taux annuel d'inflation, ramené de 180 % à 70 %, limite la perte de pouvoir d'achat des salariés. L'octroi de prêts sans intérêt aux habitants de la région andine et aux communautés paysannes, la création d'une centaine de milliers d'emplois temporaires à Lima ont permis une légère amélioration des conditions de vie des laissés-pour-compte.

Discours agressif et pragmatisme

Cette politique d'assistance, ce réformisme sans grandes réformes a coûté cher : le Pérou a perdu 200 millions de dollars de réserves en deux mois (actuellement 1,2 milliard de dollars). La balance commerciale est déficitaire car la chute des prix des principaux produits d'exportation — pétrole, cuivre, plomb, zinc — a coïncidé avec l'augmentation des importations de denrées alimentaires. La relance de la production est lente. Le contrôle des prix est impossible à maintenir. C'est dire que les perspectives économiques pour 1987 sont plutôt sombres.

Au cours de cette première année de régime social-démocrate, la rhétorique révolutionnaire du président Garcia est largement restée lettre morte. Notamment en ce qui concerne la dette, les relations avec les transnationales et les monopoles, ainsi que la défense des droits de

l'homme. Un divorce flagrant existe entre un discours agressif et des décisions pragmatiques.

Pour la dette, la thèse du « dix pour cent » ne s'est appliquée que sur la dette publique à long terme. Le Pérou a finalement remboursé près de 600 millions de dollars pour moins de 3 milliards d'exportations. Le gouvernement a assumé sa position face au Fonds monétaire international après les fracassantes menaces de rupture lancées à Lima. Les contrats pétroliers ont été résiliés le 29 août. Quatre mois plus tard, le gouvernement a passé avec la principale compagnie, l'Occidental Petroleum, un nouveau contrat qui, avec la chute des prix, n'a guère été favorable au pays.

La défense des droits de l'homme est le thème le plus épineux, même si l'on ne tient pas compte du récent massacre dans les prisons. Au cours du congrès des paysans d'Ayacucho, un dirigeant déclarait : « Les dirigeants réclament un président comme Alan Garcia. Nous, nous voulons un président comme Alfonsín, qui jette en prison des responsables de massacres. Ainsi, Camion, et « Linco », nom de guerre des chefs de l'infanterie de marine de Huancayo, ont disparu ou « déserté » la veille de l'ouverture de leur procès. Certains ont tout de même été condamnés, comme les policiers responsables d'une tuerie en 1983, à des peines de quinze à vingt-cinq ans de prison.

En politique extérieure, le régime a fait preuve de plus de cohérence. Le discours anti-impérialiste, non-aligné et tiers-mondiste du chef de l'Etat a eu des prolongements concrets, comme la formation du Groupe d'appui de Contadora pour chercher des solutions pacifiques aux conflits en Amérique centrale, le soutien diplomatique au Nicaragua, l'ouverture vers Cuba. Proclamant le désarmement régional, le Pérou a aussi montré l'exemple en renonçant à l'achat de quatre-vingt-six Mirage 2000 commandés à la firme Dassault.

Un an après, les dirigeants péruviens reconnaissent que la situation actuelle est loin d'être « un lit de roses ». Paradoxalement, au lieu de chercher un appui auprès des organisations populaires et syndicales, ils se replient sur eux-mêmes ou se tournent vers les militaires, garants en dernière instance du « principe d'autorité ». Les espaces démocratiques sont de plus en plus étroits. L'état d'urgence et la suspension des garanties constitutionnelles touchent aujourd'hui un Pérou sur deux. Pour l'historien Pablo Macera, il est à craindre que le régime démocratique succombe au duel entre le Sendero lumineux et l'armée.

NICOLE BONNET.

● Attentats en série. — Le Sendero lumineux a fêté à sa manière le premier anniversaire de l'élection du président Alan Garcia : une vingtaine de bombes ont explosé, le lundi 28 juillet, à Lima, blessant légèrement trois personnes et plongeant la moitié de la capitale dans l'obscurité. Des attentats similaires ont eu lieu dans des villes situées au nord et au sud-est de Lima. — (AFP.)

HAÏTI

Mesures de sécurité avant la fête des « macoutes »

Port-au-Prince (AFP). — D'importantes mesures de sécurité ont été prises, lundi, à Port-au-Prince et dans les principales villes d'Haïti, où les forces armées étaient en état d'alerte en prévision du 29 juillet, date de la fête des « tortons macoutes » célébrée sous le régime d'État de Jean-Claude Duvalier. Des patrouilles militaires sillonnent les rues, et les blindés légers ont fait leur apparition. A Cap-Haïtien, deuxième ville d'Haïti, sur la côte nord de l'île, une cinquantaine de personnes ont été arrêtées, d'autres ont été assignées à résidence pour la journée. Ce climat d'insécurité est renforcé par la multiplication d'incendies d'origine criminelle qui se sont produits ces jours derniers dans le pays.

● NICARAGUA : trois coopérants tués dans une embuscade. — Un Français naturalisé nicaraguayen, Joël Fox, l'Allemand de l'Ouest Bernhard Kobernstein et le Suisse Ivan Labras, ainsi que deux Nicaraguayens, Willem Blonden et Mario Acevedo, ont été tués ce mardi 29 juillet dans une embuscade tendue par des rebelles antisandinistes de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), à 200 km au Nord de Managua. — (AFP, AP.)

Europe

RFA : M. Strauss et l'« impertinence » de M. Waldheim

Le nucléaire ouest-allemand irrite les Autrichiens

BONN
de notre correspondant

Après les relations franco-allemandes, les relations germano-autrichiennes, traditionnellement très étroites, ont aussi subi l'épreuve du nucléaire. Il y a quinze jours, le gouvernement fédéral, pressé par une opinion publique encore traumatisée par la catastrophe de Tchernobyl, avait envoyé son ministre de

milieu de milliers de manifestants pacifiques, et les forces de l'ordre.

Des écologistes autrichiens, inquiets de voir surgir cette installation à moins de 150 kilomètres de leur frontière alors que leur pays a renoncé à l'énergie atomique, sacrifiant du même coup son unique centrale toute neuve, sont régulièrement venus soutenir leurs amis ouest-allemands. Mais, à la mi-juin, ils furent refoulés à la frontière sur

et qu'il faisait suivre la lettre à Bonn, seule adresse pour toutes réclamations. Enfin, il ne manquait pas de souligner que, sans l'électricité produite en Bavière, l'Autriche aurait eu bien du mal à se chauffer pendant le dernier hiver, très rigoureux.

A peine rendue publique, la lettre souleva une tempête de protestations, la presse autrichienne dénonçant violemment le « diktat nucléaire » allemand. Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement bavarois devait encore envenimer la querelle.

Le vice-chancelier autrichien, M. Norbert Steger, ayant annoncé son intention de rendre, non loin de Wackersdorf, à un festival antinucléaire où toutes les stars du rock allemand se produiraient, Munich « se renseigna » auprès du ministre des affaires étrangères à Bonn pour savoir quelle attitude adopter. Bonn affirma avoir déconseillé « fermement » de refuser l'entrée de la RFA au vice-chancelier. La Bavière prétend n'avoir jamais envisagé une telle extrémité. Il n'en reste pas moins que M. Steger, froissé, a annulé sa participation au festival de Burglengenfeld, qui a réuni sans le moindre incident cent mille écologistes.

La tension avait donc nettement monté quand le chef de la diplomatie allemande et son collègue autrichien, M. Peter Jankowitsch, se sont retrouvés dans la ville de Mozart. Sur le fond, M. Genscher n'a rien cédé : Bonn ne s'accordera pas de « délai de réflexion supplémentaire » au sujet de Wackersdorf. Ce projet s'inscrit dans un plan énergétique global du gouvernement. En revanche, sur la forme, il a convenu que le « ton » adopté par M. Strauss devait changer.

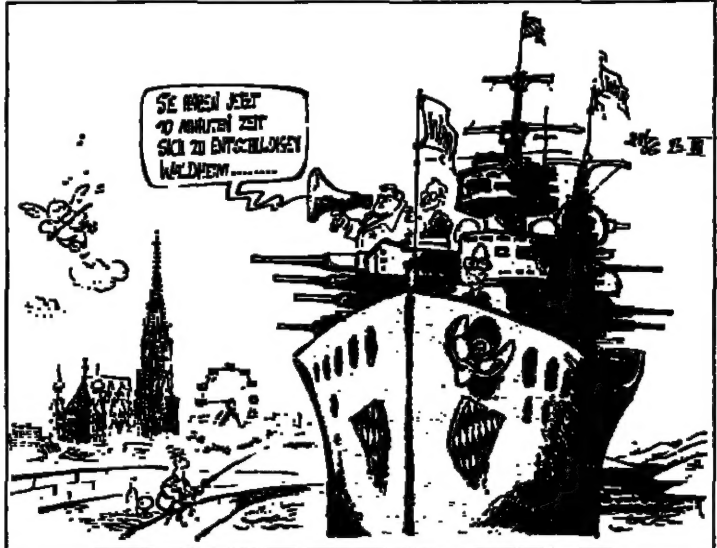
Le chancelier Kohl, en vacances en Autriche comme tous les ans — son porte-parole a assuré qu'il ne s'était pas vu refuser l'entrée du pays, — devrait également rencontrer dans les prochains jours le nouveau chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, pour apaiser définitivement ce différend. Quand à M. Strauss, il avait cette année choisi de ne pas se rendre à Salzbourg, où des manifestants l'attendaient déjà pour le huer. Il assista le week-end dernier à l'ouverture d'un autre grand festival, celui de Bayreuth. (Interim.)

URSS

Le premier ministre turc effectue une visite de quatre jours à Moscou

Moscou (AFP). — « Un événement majeur dans les relations soviéto-turques », c'est en ces termes que le premier ministre soviétique, M. Nikolai Ryjkov, a qualifié, le lundi 28 juillet, la visite de quatre jours dans la capitale soviétique du chef du gouvernement turc, M. Turgut Ozal. Dans un toast prononcé dans la soirée, après une première série d'entretiens, M. Ryjkov a déclaré que « les deux parties n'avaient pas seulement le désir d'accroître leur coopération mais aussi des idées concrètes à ce sujet », le premier ministre a ensuite évoqué la nécessité de « désamorcer les dangereuses tensions » qui existent dans la région de la frontière commune à l'URSS et à la Turquie.

Mais, a-t-il ajouté, « appartenant à deux alliances politico-militaires différentes, nos pays doivent aborder la résolution de toute question affectant leurs intérêts extérieurs, sous particulièrement en matière de sécurité, avec prudence et responsabilité ». M. Ryjkov a aussi rappelé les propositions soviétiques visant à faire de la Méditerranée une « zone pacifique » et à apporter une solution au problème de Chypre. Pour sa part, M. Ozal a appelé de ses vœux de « meilleures relations bilatérales sur la base des principes de respect de l'indépendance, d'intégrité territoriale, de souveraineté nationale, d'égalité et de non-ingérence dans les affaires intérieures ». Le chef du gouvernement turc a d'autre part rappelé la position de son pays sur Chypre.



« Vous avez dix minutes pour présenter des excuses, Waldheim... » (Dessin de Tageszeitung de Munich)

l'environnement. M. Walter Wallmann, à Paris tenter — en vain — d'obtenir des dirigeants français des assurances sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom, en Lorraine (Le Monde du 15 juillet).

Le week-end dernier, c'est le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher que le gouvernement fédéral a dû dépecher à Salzbourg, en marge du Festival, pour tenter d'apaiser les dissensions provoquées par une autre installation nucléaire, allemande cette fois : l'usine de retraitement de combustible irradié en chantier à Wackersdorf, en Bavière.

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

ordre du ministère de l'intérieur de Bavière, soucieux d'éviter des troubles. Ce premier incident entre voisins bavarois et autrichiens avait été minimisé à Bonn.

Il n'a pas été possible d'en faire de même la semaine dernière quand M. Franz-Josef Strauss, le ministre-président de Bavière, a envoyé au nouveau président autrichien, M. Kurt Waldheim, une lettre fort peu courtoise, réponse tardive à une missive que lui avait adressée le candidat Waldheim au sujet de l'usine de retraitement.

A ce dernier, qui lui demandait d'user de son influence auprès du gouvernement fédéral pour qu'il « reconsidère » le projet de Wackersdorf, M. Strauss rétorquait que, « si reconsidérer signifiait abandonner », il classerait les exigences autrichiennes « presque au rang d'une impertinence ». Il ajoutait que, si l'intervention de M. Waldheim avait été dictée par des considérations électorales, le chapitre était clos.

ESPAGNE : l'inauguration de la nouvelle législature

Le roi Juan Carlos a prononcé un vibrant hommage à la démocratie

MADRID
de notre correspondant

« Chaque Espagnol est convaincu de son profond de lui-même que nous avons dépassé les extrémismes et que s'est ouverte une ère d'entente nationale après les affrontements séculaires qui ont cristallisé la dramatique dualité historique des deux Espagnes. »

C'est un vibrant hymne à la démocratie retrouvée et un appel à l'entente nationale par-delà les divergences entre partis politiques qui a lancé le roi Juan Carlos en inaugurant solennellement, le lundi 28 juillet, devant les deux Chambres réunies, la nouvelle législature, la quatrième depuis les premières élections libres de 1977.

Le souverain a souligné que, si les programmes des partis étaient « logiquement différents », tous devaient toutefois « converger dans une même direction : celle du service à la nation et aux citoyens ». Il a demandé à cet égard, que « les lois émanent et naissent du dialogue, de la compréhension mutuelle et de l'échange de critères réalistes » entre les diverses forces politiques qui composent le Parlement. Il a également souligné que l'un des aspects les plus importants de la « modernité » était aujourd'hui, pour les Espagnols, « celui de s'entendre socialement ».

Rappelant que la Constitution représentait « le projet de vie en commun qui sous-tend la volonté démocratique des Espagnols », le roi a

cratie des Espagnols », Juan Carlos a invité le Parlement à « avancer vers la pleine réalisation de la Constitution pour atteindre dans les faits ses objectifs de justice, de prospérité et de liberté, sans que ces concepts se voient réduits à des mots qui se convertissent en lieux communs ».

Dans ce but, il faut avant tout, selon le souverain, « en économie, stimuler la technologie avec les nouveaux modèles qu'elle offre le progrès du point de vue social, améliorer la distribution des ressources au profit de toute la société et, pour ce qui est de la culture et de l'éducation, établir les mécanismes afin que personne ne se voie marginalisé dans ce qui constitue la dimension la plus importante de l'être humain ».

Le roi a par ailleurs exprimé sa satisfaction de voir l'Espagne rejoindre les rangs des pays de la Communauté européenne, « dont le modèle est celui du respect des droits de l'homme, de l'entente basée sur le pluralisme, de l'indépendance de la justice et de la liberté d'information ».

Le monarque n'a abordé concrètement que l'un des problèmes de l'actualité espagnole, le plus grave il est vrai : celui de la violence. Il a exprimé à ce propos sa « condamnation la plus énergique du terrorisme » et lancé un « appel solennel » à tous les Espagnols pour « venir à bout de ce fléau qui porte atteinte de manière criminelle à la liberté et à la démocratie ».

Th. M.

CEPES
médecine pharmacie
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.08.19
stage pré-entré septembre - soutien annuel - classe prépa.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27
Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Verdet
Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; États-Unis, 120 c. ; France, 1,700 F ; Grèce, 170 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 6.400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 205 F CFA ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,20 \$; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par mandats)
L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F
IL — SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif en demande.
Changements d'adresse définitifs en province : un abonné doit adresser à l'éditeur son adresse deux semaines avant son départ, joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

pre oubliée

Le premier ministre turc effectue une visite de quatre jours à Moscou

Le roi Juan Carlos a prononcé un vibrant hommage à la démocratie

Le nucléaire ouest-allemand irrite les Autrichiens

Le week-end dernier, c'est le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher que le gouvernement fédéral a dû dépecher à Salzbourg, en marge du Festival, pour tenter d'apaiser les dissensions provoquées par une autre installation nucléaire, allemande cette fois : l'usine de retraitement de combustible irradié en chantier à Wackersdorf, en Bavière.

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le week-end dernier, c'est le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher que le gouvernement fédéral a dû dépecher à Salzbourg, en marge du Festival, pour tenter d'apaiser les dissensions provoquées par une autre installation nucléaire, allemande cette fois : l'usine de retraitement de combustible irradié en chantier à Wackersdorf, en Bavière.

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Le site de cette usine d'une capacité de retraitement de 350 tonnes par an, qui doit entrer en service en 1993, est devenu au cours des derniers mois le point de ralliement des antinucléaires de RFA. Plusieurs fois, les rassemblements ont dégénéré en batailles rangées entre quelques centaines de casseurs, noyés au

Europe

POINT DE VUE

Chypre oubliée

par Jean Catsiadis
secrétaire général
de l'Association des amis
de la République de Chypre.

DEPUIS douze ans, la partie nord de la République de Chypre, soit près de 40 % du territoire de ce pays, est soumise de la part de l'armée turque à une occupation qui s'est progressivement transformée en une véritable colonisation : expulsion des habitants chypriotes grecs, implantation de populations venues d'Anatolie, pillage systématique des églises et destruction d'une civilisation huit fois millénaire.

Les multiples résolutions de l'ONU et du Conseil de l'Europe enjoignant à la Turquie, depuis 1974, de retirer ses troupes du territoire chypriote sont restées lettre morte. Les interminables négociations, au cours de la dernière décennie, entre les deux communautés chypriotes, ou plutôt à vrai dire entre la République de Chypre et le représentant local du gouvernement turc, ont été indubitablement vouées à l'échec. Seul pays du Marché commun à appuyer en 1974 la juste cause du peuple chypriote dans son combat pour sa survie, la France par la suite a cru devoir se rapprocher de la Turquie, qui, non seulement depuis douze ans n'a pas restitué un pouce de territoire au gouvernement chypriote, mais a

encore imposé depuis 1980 à son propre peuple un régime de dictature ou de semi-dictature. La visite en mai dernier à Ankara du ministre de la défense, M. Giraud, quelques jours après la réception à Paris du chef de l'Etat grec au cours de laquelle M. Chirac a évoqué, non sans surprise, son rôle, « le passé glorieux de la Turquie » donne la mesure de la réorientation de la politique chypriote de la France. Du moins peut-on espérer du réchauffement des relations franco-turques l'indemnisation, toujours attendue, de nos compatriotes Français de Chypre, dont les biens ont été détruits lors de l'invasion de l'été 1974.

La question chypriote, comme il est convenu d'appeler la tragédie du peuple de Chypre, pose à l'Europe une question d'ordre politique autant que moral. Peut-on accepter qu'un pays de cinquante millions d'habitants, doté d'une armée puissante et qui frappe à la porte du Marché commun, colonise dans l'indifférence générale un petit Etat souverain connu pour son pacifisme ? Au nom de quelle morale l'Europe peut-elle condamner la guerre menée par les Soviétiques en Afghanistan alors qu'elle demeure incapable, dans sa propre zone géographique ou d'influence, d'assurer, comme à Chypre, le respect du droit international ? N'oublions pas Chypre !

ITALIE : après un glissement de terrain
La protection civile en question

ROME
de notre correspondant

Huit morts : l'effondrement d'une colline survenue le jeudi 26 juillet à Senise, dans la Basilicate, à l'extrême sud de l'Italie, a été beaucoup moins meurtrier que la coulée de boue qui, un an plus tôt, presque jour pour jour, avait enseveli deux cent soixante-neuf personnes à Tesero, dans le nord du pays.

Mais cet accident repose, comme presque chaque fois, une question : que faire pour protéger des hommes spontanément très peu portés à la défense de leur patrimoine naturel contre les violences d'une terre à la géologie très instable ? Car la tragédie de Tesero était annoncée. La zone avait été l'an dernier déclarée « à haut risque géologique ». Il avait même été « conseillé » de ne pas y construire. Mais aucune mesure administrative concrète n'avait été prise.

Selon une enquête remontant à 1977, 60 000 kilomètres carrés environ de péninsule (20 % du territoire) sont « sujets à des bouleversements d'origine hydrologique de gravité moyenne ou très sérieuse ». La Basilicate est précisément une des régions les plus touchées par cette menace. Au total, huit millions d'Italiens seraient soumis au risque de cette « route russe écologique ». Ne pas débiter, reboiser, surveiller, consolider — et enfin interdire la construction dans les zones dangereuses : telles seraient les tâches d'un gouvernement, mais la

rotation des équipes au pouvoir s'effectue ici à un rythme tel que chaque ministre préfère laisser son nom à une œuvre bien visible en béton ou en brique si possible, plutôt que de s'épuiser à une tâche ingrate comme la conservation ou la réhabilitation du territoire.

Le dernier acte du gouvernement de M. Craxi à la veille de sa démission fin juin a été d'obtenir du Parlement la création d'un ministère de l'écologie. C'est cet organisme qui devrait être chargé d'élaborer une première carte géologique complète de l'Italie.

Dans un éditorial exceptionnellement sévère, l'*Observatore romano* (journal du Vatican) du dimanche 27 juillet écrit : « Après chaque tragédie, viennent les polémiques, les enquêtes, les appels. Et puis, le silence. » De fait, l'émotion nationale, souvent traduite en gestes de solidarité, est grande après chaque catastrophe ; puis la résignation d'une majorité de citoyens face à la paralysie de l'Etat reprend le dessus. La catastrophe, l'an dernier, de Tesero avait été provoquée par l'absence de surveillance d'un petit barrage en terre désaffecté. La commission d'enquête a parlé à ce sujet de « crime d'ingénierie ». Les victimes du 19 juillet 1985 ne seront peut-être pas mortes pour rien : l'effondrement de Senise a rappelé aux autorités qu'à proximité de la localité se trouve le plus grand barrage en terre de toute l'Italie. Une surveillance accrue de l'ouvrage a été ordonnée.

JEAN-PIERRE CLERC.

Plus vite, moins cher !

VENTE A PRIX EXCEPTIONNELS

FINS DE SÉRIES 1986

- 3. 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze).
- 2. 205 XAD (beige antilope).
- 3. 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 Profil (brun, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 GT (gris futura, brun, gris winchester).
- 3. 305 GR (gris winchester).

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

LUXEMBOURG

Petit pays et grande famille

(Suite de la première page)

Les lois sont « françaises », les journaux « allemands ». Les films anglo-saxons sont doublés en allemand, mais c'est en luxembourgeois, leur seule langue commune, qu'une Flamande et un Portugais se sont récemment mariés. La grande majorité des Luxembourgeois sont ainsi parfaitement trilingues (ce qui est loin d'être le cas en Belgique, notamment chez les francophones du pays, dont très peu parlent le néerlandais). Dans le grand-duché, les écoliers s'expriment en luxembourgeois chez eux et durant les récréations, en allemand pendant les cours des premières années de scolarité et enfin en français.

C'est peut-être parce que nous parlons leurs langues que nos voisins ont quelquefois tendance à nous nier », dit un homme politique. En ce moment, les récriminations s'adressent surtout aux Français. Tous les Luxembourgeois parlent encore du « camouflet » qui a été infligé à la CCILT (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), à propos de la cinquième chaîne. Tous reprochent aussi au gouvernement français la « légèreté » avec laquelle il aurait pris en considération la convention passée entre les deux pays au sujet de la centrale nucléaire de Cattenom.

Signe des temps : de moins en moins d'étudiants vont faire leurs études à Paris. « Depuis mai 1985, nous ne pouvons pas faire l'université française vit un happening permanent », confie un étudiant. L'Allemagne en revanche a la cote.

La langue elle-même, déjà proche de l'allemand, s'en rapproche chaque jour davantage.

« Ne fais pas ton Belge »

La question, dans ces conditions, s'imposait : tous les Luxembourgeois ont donc dû se réjouir de la victoire de l'Allemagne sur la France lors des demi-finales du Mondial ? La réponse, une fois encore, surprend l'étranger naïf : « Pas du tout ; nous avons certes regardé le match sur les chaînes allemandes, mais nous aurions malgré tout préféré que les Français gagnent, ou plutôt... que les Allemands ne gagnent pas... Et beaucoup d'entre nous ont applaudi les Argentins quand ils ont battu les Belges ».

« Ne fais pas ton Belge », en luxembourgeois, ne signifie-t-il pas : « Ne fais pas ton hypocrite » ? En 1981, les Luxembourgeois ont été très irrités : les Belges, en effet, avaient dévalué leur monnaie — pourtant directement liée au franc luxembourgeois — sans les prévenir.

Depuis, le ménage s'est ressoudé — il faut bien vivre ! — et chaque année — à la saison des coupes —, tout Belge qui se respecte va au grand-duché toucher les intérêts de l'argent qu'il a placé dans une banque à l'insu du fisc de son pays. Les syndicats belges estiment à 160 milliards de francs belges (environ 24 milliards de francs français) les sommes déposées par leurs compatriotes.

Si les tendances actuelles se poursuivent, nous n'aurons bientôt plus à nous demander si nous sommes belges, allemands ou français puisque nous serons tous... portugais. Cette réflexion d'un avocat illustre ce qui est en passe de devenir le problème numéro un du grand-duché : la démographie. Déjà aujourd'hui — un record ! — près de tiers des trois cent soixante-dix mille Luxembourgeois sont d'origine étrangère.

En 1981, date du dernier recensement, ceux-ci représentaient 40 % des enfants de moins de dix ans. Principaux pays d'émigration : l'Italie jusque dans les années 60 puis le Portugal. « Il n'y a pas de racisme

chez nous, pas encore », explique Serge Kollweiler, président de l'association de soutien aux travailleurs immigrés, mais nous commençons à voir se profiler un phénomène de développement séparé : les Portugais peuvent déjà vivre complètement en vase clos, faire leurs courses dans

maison ou de « son » terrain. Dans les habitations « sociales », deux garages par famille sont souvent prévus. Volonté d'un peuple de prendre sa revanche sur des temps plus durs. Car le Luxembourg n'a pas toujours été riche. Le département des forêts », le grand-duché sous

nées de grève durant toute son histoire : la première en 1941, pour protester contre l'occupation nazie. La Prusse en avait parlé — et la seconde en 1981, pour réagir contre la politique d'austérité. Autre chance du pays : au moment où la sidérurgie commençait à battre de l'aile, le premier choc pétrolier faisait affluer les pétrodollars dans les banques du grand-duché.

Bilan des bilans des cent dix-neuf banques : 2 500 milliards de francs luxembourgeois (environ 380 milliards de francs français) en 1978, 7 600 milliards (environ 1 140 milliards de francs français) en 1985. Avec les six mille holdings — souvent représentés par une seule secrétaire —, les banques emploient 6 % de la population active, du grand-duché et contribuent pour 15 % aux recettes de l'Etat. Le danger existe toutefois de voir, dans les prochaines années, le Luxembourg concurrencé par d'autres places financières. La « City » de Londres ne sera-t-elle pas totalement « dégrèmenée » en octobre prochain ?

« Il faudra nous adapter à cette nouvelle concurrence, répond un banquier, mais ne surestimons pas le danger. Nous avons une solide réputation, et chaque jour qui passe accroît nos liens avec nos clients ».

Cette présence des banques et des holdings est acceptée par tous. « Pourquoi nous reprocherait-on ce que l'on ne reproche pas à la Suisse ? », interroge l'ancien premier ministre Pierre Werner. La consolidation de la place financière du grand-duché est ainsi au programme de tous les partis, aussi bien chrétien-social et socialiste — au pouvoir depuis 1984 — que libéral dans l'opposition. Autre point d'unité : le grand-duc. Des communistes aux chrétiens sociaux, tous admettent sa présence. Il y avait bien eu un « putsch » en 1946, deux cents personnes ayant voulu proclamer la République. Depuis le famille grand-ducale est reconnue par tous les Luxembourgeois comme le symbole de la continuité de leur pays.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

MONDES EN DEVENIR

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Sous la direction
d'Edmond JOUVE

Le tiers monde et ses luttes
13,5 x 20 cm - 232 p. - 110 F

Editions
BERGER-LEVRAULT

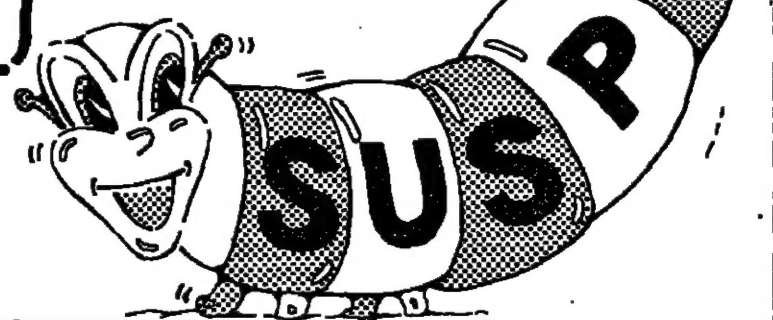
OU BIEN
MANGER
POUR 100 F
SUR TOUTES
LES CÔTES
DE FRANCE
dans
GAULT-MILLAU
MAGAZINE
d'août
en vente chez
tous les
marchands de
journaux.

UN SEUL BILLET
POUR LA SEMAINE.
DU SUSPENSE
TOUS LES JOURS.

La tranche du "Suspense", c'est une fois par mois la chance de devenir millionnaire 7 jours de suite et de gagner le dernier jour un gros lot de 6 000 000 Francs et ceci avec un seul billet. Prix : 92 Francs pour un billet entier. 10 Francs pour un dixième. Tirage du 4 au 10 août.

EN VENTE
JUSQU'AU
4 AOÛT

loterie nationale



Politique

Le vote sur les conditions des opérations de privatisation à l'Assemblée nationale

M. Mitterrand censuré par la majorité, M. Chirac critiqué par l'UDF...

La motion de censure, déposée par les socialistes, n'a recueilli, à l'Assemblée nationale, le lundi 28 juillet, que 245 voix, c'est-à-dire les seuls suffrages socialistes et communistes, mais la totalité d'entre eux à l'exception de celui de M. Elie Hoarau (app. PC, la Réunion) qui n'a pas pris part au vote. Il lui en aurait fallu 234 pour être adoptée. Ainsi, non seulement le gouvernement de M. Chirac n'est pas renversé, mais le projet de loi sur les modalités d'application des privatisations est considéré comme adopté par les députés en première lecture.

Les sénateurs doivent s'en saisir à leur tour le mercredi 30 juillet. Considérant qu'elle n'a pas à débattre d'un texte dont elle a confié la responsabilité au gouvernement par le vote de la loi d'habilitation, la majorité sénatoriale s'apprête à voter dès

l'ouverture des débats une motion préalable. Si celle-ci équivaut au rejet du projet, elle n'empêche pas la poursuite de la procédure. Ainsi, dès le lendemain, le premier ministre devrait convoquer une commission mixte paritaire, entre députés et sénateurs. Au cours de celle-ci, quelques modifications au projet gouvernemental pourraient être apportées; M. Pierre Messmer l'a en tout cas souhaité. Alors il ne restera plus aux deux Chambres du Parlement qu'à voter définitivement le texte, normalement dès le jeudi 31 juillet, sans que cela nécessite de longs travaux puisque, à un tel stade de la procédure la Constitution ne permet la discussion que des seuls amendements acceptés par le gouvernement.

Il ne restera plus, à ce moment-là, que l'obstacle du Conseil constitutionnel, si celui-ci est saisi. Toutefois, le groupe socialiste

du Palais-Bourbon ne paraît pas convaincu de l'utilité d'une telle démarche. Le projet sera ensuite soumis à la signature du président de la République, qui, cette fois, ne pourra pas la refuser, sauf à demander une nouvelle délibération au Parlement.

Quatre semaines au maximum se seront écoulées depuis le refus de M. François Mitterrand de signer le texte de l'ordonnance initiale. Pour pouvoir aller très vite, le gouvernement et sa majorité ont utilisé les mécanismes constitutionnels et réglementaires leur permettant de refuser tous les débats approfondis au Parlement sur la façon dont vont être vendus au secteur privé soixante-cinq des principaux groupes financiers et industriels qui jusqu'à maintenant appartenaient à l'Etat.

La discussion point par point des modalités de la privatisation aurait donc pu être fructueuse. Elle n'a pas eu lieu, parce que la majorité a préféré privilégier la réplique au président de la République. MM. Messmer et d'Aubert ont sur ce registre fait assaut de phrases assassines, d'accusations définitives, de critiques acerbes, alors que M. Chirac gardait la modération de ton qu'il s'est imposée depuis le début de cette affaire.

Le président de la République a « livré et télécommandé de l'Elysée un combat d'arrière-garde », a affirmé le porte-parole de l'UDF, qui a ajouté que M. Mitterrand s'était livré à « une manœuvre politique censée grossir son capital dans les sondages » et avait une « attitude affligeante ». Comme le chef de l'Etat a laissé vendre à l'étranger, avant le 16 mars, des filiales d'entreprises publiques, son comportement depuis le 14 juillet constitue aux yeux de M. d'Aubert « une formidable manifestation de mauvaise foi ». Le député de la Mayenne parla même du « potentiel de nuisance » du président de la République, ce qui amena quelques députés socialistes emmenés par MM. Pierre Mauroy et Roland Dumas à quitter l'hémicycle.

Le président du groupe RPR contesta, lui, « le droit de veto » que s'est arrogé « pour la première fois dans l'histoire de la République le chef de l'Etat ». M. Messmer a opposé « le président appuyé par ses

seuls amis socialistes minoritaires au Parlement et dans le pays » et « le gouvernement auquel la majorité élue le 16 mars n'a cessé de manifester sa confiance ». Pour M. Messmer « le veto du chef de l'Etat s'adresse donc aux députés et aux sénateurs de la majorité ». Le refus de voter la censure revient à « condamner » ce veto. Et comme le président va être obligé de signer « sous forme de loi le même texte qu'il a refusé de signer sous forme d'ordonnance », le prestige présidentiel en sera atteint. Le responsable RPR a même fait semblant de se demander s'il n'y aurait pas « coup d'Etat permanent » au cas où il y aurait répétition de ce veto présidentiel.

S'il y a un conflit politique, c'est au « peuple souverain » de le trancher, a affirmé M. Messmer qui a suggéré à M. Mitterrand plusieurs façons de le permettre : démissionner, dissoudre l'Assemblée, recourir au référendum. « Hors de ces mécanismes (...) il n'existe que des faux semblants, des trucs comme celui auquel le président vient d'avoir recours », a-t-il indiqué.

M. Chirac a prévenu : « J'ai besoin de la confiance sans réserve de la majorité ». Sur le principe des privatisations il l'a sans réserve. Sur les modalités de celles-ci, c'est loin d'être évident. Mais dans son conflit avec M. Mitterrand le soutien de la majorité est total : à ce sujet, MM. Messmer et d'Aubert, à l'évidence, ont dit tout haut ce que le premier ministre pense tout bas.

THEYRE BRÉHER.



Comme M. Chomat, M. Strauss-Kahn a également fait remarquer que la procédure d'évaluation des titres boursiers qui pourraient être remis par les acheteurs des entreprises vendues organisait « la spoliation de l'Etat par lui-même ». C'est un argument que n'a pas retenu M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Mais pour le reste ses propres interrogations, voire ses critiques, rejoignent celles de la gauche.

Soulignant « l'importance toute relative des barrières juridiques que l'on peut ériger et la pour empêcher telle ou telle prise de contrôle », l'orateur de l'UDF a souligné que l'on puisse « s'appuyer sur un capitalisme national solide et diversifié sans pour autant se priver de l'atout de participations financières croisées avec des partenaires étrangers notamment européens ». Cela implique, d'après lui, que l'on permette la constitution de « blocs de contrôle » ce qui lui paraît difficile avec le plafond de 5 % du capital envisagé par le texte gouvernemental. De même, il estime que la barre des 15 % de capitaux étrangers et le principe de « l'action spécifique », s'ils « semblent de nature à satisfaire le Conseil constitutionnel, nous expose à la censure de la Communauté européenne ». Ce principe-là mériterait « donc d'être affiné ». Au gouvernement, M. d'Aubert a aussi demandé « sans succès » de connaître « la doctrine d'utilisation de l'action spécifique », dont il craint qu'elle ne soit « interventionniste ». En revanche, il a fait remarquer que le dispositif prévu ne permet pas de conserver le contrôle français des « filiales stratégiques » et souligné que « les protections juridiques sont moins efficaces que la puissance économique », partageant sur ce point les appréhensions du chef de l'Etat. Tout cela l'inquiète. Au passage, M. d'Aubert critique aussi les conditions de nomination des PDG des entreprises privatisables qu'il qualifie de « petits trains des faveurs, des compensations et des dosages ».

Aussi quand il dit regretter « à titre personnel », l'utilisation « abusive de l'article 49-3, qui a supprimé la traditionnelle et forte utilisation de la loi », il précise que c'est parce qu'une vraie discussion aurait

« Les licenciements chez Renault ne s'imposent absolument pas »

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle avait fait remarquer récemment qu'il y avait un déséquilibre au détriment de l'opposition dans les temps d'antenne consacrés aux partis politiques par les chaînes publiques de télévision. C'est pour contribuer à compenser ce retard, comme l'a laissé entendre Yves Mourouzi, que M. Georges Marchais a été longuement interviewé, lundi 28 mars, sur TF 1, lors du journal de 13 heures.

Pendant la trentaine de minutes qu'a duré sa prestation télévisée, le secrétaire général du PCF a abordé tous les sujets d'actualité. Sur les incendies de forêts, il a déclaré : « C'est le propre du régime capitaliste que de prétendre faire des économies au détriment des populations et de la nation elle-même. A propos de la catastrophe de Tchernobyl, M. Marchais a indiqué que les Soviétiques avaient mis en évidence les responsabilités à tous les échelons. Enfin, il a protesté contre l'expulsion, par le gouvernement français, de militants basques vers l'Espagne.

Après avoir salué la décision de M. Gorbatchev de retirer quelques régiments soviétiques d'Afghanistan (lire page 24), M. Marchais s'en est pris, avec ironie, à M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme. Esquissant d'ignorer son nom, il a dit que ce « soi-disant défenseur des droits de l'homme » lui a « fait un peu de peine », car il manque, selon M. Marchais, « d'envergure sur un problème qui se pose non seulement au plan international mais en France ». « Moi, quand je défends les droits de l'homme, a souligné le

secrétaire général, je les défends en France, en Union soviétique, en Amérique latine... Lui, il est venu simplement dire que la France allait verser 200 millions aux organisations françaises qui apportent du secours aux Afghans. Qu'est-ce que c'est ces Afghans qui sont au Pakistan ? a poursuivi M. Marchais. Beaucoup de fidaïers, tout le monde le sait. Il a conclu ce chapitre en disant : « J'ai trouvé absolument lamentable que M. Malhuret n'ait pas dit un mot du licenciement de militants syndicaux chez Renault ».

Abordant la question de la réduction d'effectifs programmée à Billancourt, contre laquelle la CGT appelle à une manifestation sur place, mercredi 30 juillet, M. Marchais a souligné que le PDG de la Régie, M. Georges Besse, « a été mis en place par le gouvernement socialiste pour mener la politique qu'il mène maintenant ». M. Besse « donne tellement satisfaction que Jacques Chirac n'a pas éprouvé le besoin de la changer », a-t-il ajouté. Pour M. Marchais, « les licenciements chez Renault ne s'imposent absolument pas ». Il s'est prononcé pour la production d'une « voiture bas de gamme, absolument indélébile en France » qui remplacerait la R4. « Je ne suis pas d'accord pour qu'on produise des R4 en Yougoslavie et en Espagne, alors que, dans le même temps, on met des travailleurs français au chômage. C'est une politique inadmissible », a précisé M. Marchais.

Enfin, le responsable du PCF a abordé la question des contestataires du parti (lire ci-contre) et a confirmé que des assemblées-débats seraient organisées à la rentrée « avec tous les communistes, quels qu'ils soient, mais surtout avec les non-communistes », a-t-il conclu.

L'aveu... « rectifié »

Ses amis, comme ses adversaires reconnaissent à M. Georges Marchais, un certain sens de l'intuition politique, qualité utile, surtout quand l'analyse pêche par défaut. Depuis le lundi 28 juillet, ces mêmes juges peuvent créditer le secrétaire général du PCF d'une qualité supplémentaire : la spontanéité. Celle-ci a l'imense mérite, on conçoit le pensait profonde et la naïveté, de faciliter la bonne compréhension, tant pour les observateurs que pour l'opinion publique. Mais il arrive que la spontanéité se révèle meurtrière pour celui qui la pratique.

Alors qu'il se livrait sur TF 1, à l'invitation de Yves Mourouzi, à une conversation aimable, contrastant en tous points avec son « Taisez-vous El Kabach ! » qui fut l'une de ses heures de gloire, M. Marchais a laissé parler son cœur. Question du journal : « A la Fête de l'Humanité, pour-il y avoir un stand avec tous ceux qui voudraient signer pour un congrès extraordinaire ? » Sourire du secrétaire général du PCF. Réponse ravie : « Je n'ai pas de goût suicidaire. Pour être bien compris, M. Marchais se répète deux fois.

Plus d'un militant communiste a dû être interloqué. Ainsi donc « une petite minorité de camarades » dont les thèses sont rejetées par 92 % des communistes ? Pourrait-on mettre en péril le secrétaire général et remporter une bataille politique à l'intérieur du parti... Quel aveu !

Réalisant sa bêtise, M. Marchais ne s'est pas démonté. Pour redresser son propos, il a aussitôt exprimé l'idée inverse, dans la foule : « Non, ce ne serait pas suicidaire » car ces « contestataires n'auraient pas beaucoup de signatures ». Et, plus grave : « Il y aurait des risques pour eux. Si cette précision a plus de sens qu'une simple interjection, cela signifie que les contestataires qui ne comprennent pas les arguments oraux des dirigeants, pourraient peut-être comprendre plus facilement des arguments plus convaincants ! Et les droits de l'homme, alors ?

O. B.

Durcissement

La censure a bien été votée. Non à l'encontre du gouvernement, comme le souhaitent les socialistes, mais contre le président de la République, comme le voulait la majorité. Le soutien que les députés RPR et UDF ont apporté à M. Chirac a surtout valeur de désaveu pour M. Mitterrand. Censure sans portée juridique, mais non sans conséquences politiques.

La confrontation de deux législatives — celle du 10 mai 1981 et celle du 16 mars 1988 — est apparue plus nettement que jamais. Si le chef du gouvernement, dans ses discours, continue d'affirmer la « cohabitation » possible, sa majorité parlementaire fait clairement entendre à son « cohabitant » que faute de sa démission, il devait se soumettre. Les députés RPR et UDF ont déjà tourné le dos à la « coexistence douce » au profit de la « guerre civile froide ». Devant ce durcissement de sa base parlementaire, le premier ministre peut se poser en conciliateur entre les deux législatives, mais en conciliateur qui a besoin de l'appui sans faille de celle dont il est issu pour s'imposer face à celle qui ne le soutient pas.

Car cet appui n'est plus sans réserve. En faisant de M. d'Aubert, proche de M. Raymond Barre, son porte-parole dans ce débat de censure, l'UDF a permis à la « différence » barriste de s'exprimer après les notes discordantes jouées la semaine dernière par les giscardiens.

Depuis la campagne électorale, on savait que le député de Lyon n'avait pas la même conception des privatisations que le maire de Paris. M. d'Aubert l'a rappelé avec force au point que, sur la possibilité de s'opposer à l'arrivée de capitaux étrangers, il ne fait pas plus confiance que M. Mitterrand au barrage juridique. Mais il est vrai, à la différence de l'hôte de l'Elysée, qu'il ne regrette guère cette perméabilité.

Le président de la République, s'il n'a pas réussi à s'opposer aux dénationalisations, aura en tout cas favorisé la mise au grand jour de ces divergences de la majorité.

L'argument de M. Chirac sur la nécessité d'aller vite pour justifier les procédures expéditives qu'il a choisies n'apparaît plus que comme un prétexte. Il lui fallait éviter un débat détaillé qui aurait trop souligné ces divisions de sa majorité.

Sur l'essentiel, l'union de celle-ci est acquise. Sur les modalités de mise en œuvre de son programme, elle est loin d'être totale. Or, plus le temps passe, moins le gouvernement aura à régler des questions de principe, et plus il aura à débattre de modalités d'application...

Th. B.

Protections juridiques et puissance économique

Dans l'application de ce principe il y a pourtant beaucoup de choses à dire. Les rapides échanges de lundi l'ont montré. Certes, il y a des contestations des modalités qui reviennent à mettre en cause les privatisations elles-mêmes. Au PC, bien entendu : « Quelles qu'en soient les modalités, la braderie des grandes entreprises nationales au capital privé français ou étranger ne permettra pas de préserver ni l'intérêt national ni l'indépendance économique de notre pays », a affirmé M. Paul Chomat (PC, Loire) qui s'est aussi étonné que « la plupart des grandes sociétés qui assureraient il y a peu encore ne pas disposer d'argent pour relancer l'économie, préserver le pouvoir d'achat des salariés et créer des emplois étaient au grand jour leurs fortunes accumulées » pour s'acheter une société privatisée.

La critique est opposée mais tout aussi fondamentale, au Front national : « Il n'est pas sérieux de prétendre s'attaquer résolument au poids excessif de l'Etat en privatisant une ou deux entreprises par an », a souligné M. François Bachelot (FN, Seine-Saint-Denis). Bien que « cette désattribution soit partielle », l'extrême droite n'a pas voulu s'y opposer cependant en votant la censure, mais cela « ne doit pas apparaître comme un quelconque soutien au gouvernement ».

L'opposition des socialistes est tout aussi irréductible, mais ils expriment aussi des critiques sur les modalités retenues par le gouvernement. M. Dominique Strauss-Kahn (PS, Haute-Savoie) a ainsi fait remarquer qu'elles « ne protégeaient pas de la mainmise étrangère ». D'abord parce que la barre de 15 % mise à la présence de capitaux non français n'empêche pas un « rachat sur le marché secondaire », ensuite parce qu'elle ne concerne pas les

● PRÉCISION. — M. Jacques Farran, député UDF des Pyrénées-Orientales, avait, comme les socialistes, déposé un amendement au projet de loi sur le logement, permettant aux personnes handicapées de continuer à bénéficier des avantages de la loi de 1948. Quant à M. Georges Meunier (UDF, Paris), qui avait déposé un amendement supprimant la période transitoire pour la libération des loyers des baux souscrits sous l'empire de la loi Quilès, il nous demande de préciser qu'il était simplement hostile à un allongement de cette période.

VACANCES : LES LIVRES POUR LES ENFANTS.

Une large sélection des meilleurs ouvrages parus récemment.

Le Monde
L'ÉDUCATION

NUMERO DE JUILLET-AOÛT EN VENTE PARTOUT

Politique

Un entretien avec M. Yvon Briant (CNIP)

« Le RPR et l'UDF ont pris le risque grave de se couper d'une partie de l'électorat de droite »

Nouvel animateur, au côté de M. Philippe Malaud, du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) dont il est devenu le secrétaire général adjoint, chargé des affaires politiques, M. Yvon Briant, député du Val-d'Oise, a été exclu du groupe parlementaire du Front national pour avoir refusé de se soumettre à l'état-major.

« Votre objectif est d'attirer à partir du CNIP un courant conservateur et libéral opposé à la fois à la coalition RPR-UDF et à la démarche du FN. Sur quels terrains le CNIP peut-il faire entendre sa différence ? »

« Des sondages récents montrent que plus de 40 % des électeurs de l'actuel majorité refusent de se reconnaître dans l'UDF ou le RPR, qu'ils cherchent un courant proche mais différent, à la fois plus conservateur et plus libéral en économie. »

« C'est cette voie que nous voulons continuer de suivre, en dehors des « partis attrape-tout », à l'abri de la langue de bois et des excès de toute nature. Nous le voulons parce que, au CNIP, nous sommes historiquement les héritiers de la tradition libérale et nationale. La permanence de cette volonté libérale est facile à démontrer à travers ces cinquante dernières années de socialisme multiforme : les deux véritables tentatives de rupture avec le socialisme en 1952, puis en 1958, ont été menées par Antoine Pinay. La fidélité du CNIP à la doctrine libérale en économie ne s'est jamais démentie. »

« Nous avons aussi toujours défendu la priorité nationale, même au prix d'importants revers politiques. Ainsi, la fidélité du CNIP à l'Algérie française, puis son attachement à la défense des rapatriés ont contribué à un affaiblissement durable de sa représentation. »

« Attaché aujourd'hui à faire prévaloir le principe de la préférence nationale qui légitime les nécessaires différences des droits politiques et sociaux entre citoyens et étrangers, le CNIP reste naturellement défenseur de la tradition d'accueil de notre pays. »

« Cette légitimité doit s'exprimer sans complexité. Face, tout d'abord, à la coalition RPR-UDF, dont on ne peut tout de même oublier qu'elle gouvernait la France depuis vingt-trois ans avant l'arrivée des socialistes, lesquels ne peuvent être tenus pour responsables de maux qui pèsent sur notre pays depuis plusieurs décennies. Face aussi au Front national ; l'analyse des raisons véritables qui ont conduit ses dirigeants à l'exclusion du groupe parlementaire est édifiante quant à leur perception de la légitimité du CNIP. On ne se garde pas de le faire. »

« Et sur les terrains du rôle de l'Etat, de l'économie et de l'entreprise, de la famille ou de la culture, le CNIP doit, en effet, faire entendre sa différence. »

« Vous voulez récupérer les électeurs qui, selon vous, ne manquent pas d'être déçus par la politique du gouvernement Chirac. Sur quels points cette politique vous déçoit-elle le plus ? »

« Le CNIP a vocation, c'est vrai, à rassembler les électeurs qui pourraient être déçus par les résultats de l'expérience en cours. La « double rupture », promise avant les élections par la coalition RPR-UDF, a déjà du plomb dans l'aile. C'est pourtant une véritable rupture avec le socialisme, sous toutes ses formes, qu'il faudrait entreprendre ; je ne perçois pas véritablement cette volonté. »

« Le vrai danger qui menace la non-opération de cette orientation décisive n'est pourtant pas dans

l'absence de soutien populaire. Il réside, au contraire, au « sommet », car une partie des élites dirigeantes ne suit qu'avec retard l'évolution de l'opinion. D'autant que, souvent, ceux-là ont fait du socialisme leur fonds de commerce professionnel, et ne sont donc pas disposés à l'abandonner sans résistance. »

« La cohabitation ne facilite pas les choses c'est vrai, mais craignons que cette situation ne s'inscrive dans une logique de refus de la rupture avec le socialisme. Aussi faudrait-il une volonté plus forte pour venir à bout des pesanteurs qui écrasent aujourd'hui notre société. Par exemple, avant que la gauche érige en doctrine l'absolutisme étatique, la France était déjà sous tutelle. Mais pourquoi le demeurerait-elle ? »

« Il faut procéder à un retournement complet par rapport à l'idéologie et à l'approche socialistes : au lieu d'un état omnipotent, il faut s'appuyer sur l'entreprise et les citoyens pour en faire les premiers acteurs du renouveau national. »

« Jacques Barrot, qui prononçait ces mots en février 1985, doit être déçu ; il n'est pas écouté. Les socialistes proclamaient qu'ils diminueraient les impôts, mais c'était pour mieux les remplacer par le biais des taxes, cotisations et prélèvements forcés, sur le téléphone, les contraventions, les assurances ou l'essence. »

« Que fait M. Séguin aujourd'hui si ce n'est reprendre d'une main le peu que M. Balladur cède de l'autre ? Réformer la Sécurité sociale eût été très utile. »

« Chacun s'accorde sur la nécessité de combattre le chômage et l'endettement de la France ; cette volonté passe nécessairement par le redressement de l'économie française, qui impose à la fois de lutter contre l'inflation des dépenses publiques et d'alléger les prélèvements obligatoires. »

« Le gouvernement s'éloigne déjà du respect de ces principes. La volonté de rompre avec le socialisme n'est donc pas suffisamment marquée, sur des points essentiels. Dans

l'absence de soutien populaire. Il réside, au contraire, au « sommet », car une partie des élites dirigeantes ne suit qu'avec retard l'évolution de l'opinion. D'autant que, souvent, ceux-là ont fait du socialisme leur fonds de commerce professionnel, et ne sont donc pas disposés à l'abandonner sans résistance. »

« La cohabitation ne facilite pas les choses c'est vrai, mais craignons que cette situation ne s'inscrive dans une logique de refus de la rupture avec le socialisme. Aussi faudrait-il une volonté plus forte pour venir à bout des pesanteurs qui écrasent aujourd'hui notre société. Par exemple, avant que la gauche érige en doctrine l'absolutisme étatique, la France était déjà sous tutelle. Mais pourquoi le demeurerait-elle ? »

« Il faut procéder à un retournement complet par rapport à l'idéologie et à l'approche socialistes : au lieu d'un état omnipotent, il faut s'appuyer sur l'entreprise et les citoyens pour en faire les premiers acteurs du renouveau national. »

« Jacques Barrot, qui prononçait ces mots en février 1985, doit être déçu ; il n'est pas écouté. Les socialistes proclamaient qu'ils diminueraient les impôts, mais c'était pour mieux les remplacer par le biais des taxes, cotisations et prélèvements forcés, sur le téléphone, les contraventions, les assurances ou l'essence. »

« Que fait M. Séguin aujourd'hui si ce n'est reprendre d'une main le peu que M. Balladur cède de l'autre ? Réformer la Sécurité sociale eût été très utile. »

« Chacun s'accorde sur la nécessité de combattre le chômage et l'endettement de la France ; cette volonté passe nécessairement par le redressement de l'économie française, qui impose à la fois de lutter contre l'inflation des dépenses publiques et d'alléger les prélèvements obligatoires. »

« Le gouvernement s'éloigne déjà du respect de ces principes. La volonté de rompre avec le socialisme n'est donc pas suffisamment marquée, sur des points essentiels. Dans

En marge du sommet de l'OUA

M. Jean-Baptiste (UDF) presse le gouvernement de clarifier l'avenir de Mayotte

Le sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'est ouvert le lundi 28 juillet à Addis-Abeba, ne dérogea pas à un rite politique qui le conduisit à réclamer depuis dix ans la réintégration de l'île de Mayotte dans la République des Comores depuis que cette collectivité territoriale a choisi de rester française, sans jamais se renier lors des scrutins successifs. La position du « groupe des Sept » — les pays qui appuient le plus fermement cette revendication — a été réaffirmée au début de ce mois par le président comorien lui-même, M. Ahmed Abdallah, au cours d'une visite à Paris. L'OUA demandera une nouvelle fois que la France se retire de cette île de l'océan Indien, quel que soit l'avis de la population locale.

À Paris, un homme, au nom de la majorité, multiplie les démarches pour contrecarrer cette nouvelle offensive de la diplomatie africaine : il s'agit du nouveau député de Mayotte, M. Henry Jean-Baptiste (UDF-CDS), ancien conseiller de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, devenu le chef de file des départementalistes de l'île. Il presse le gouvernement de clarifier l'avenir de cette terre dont l'attachement à la France s'exprime sans défaillance depuis 1841.

Le sort de Mayotte s'inscrit, en effet, dans une situation de vide juridique puisque, aux termes de la loi du 22 décembre 1979, qui avait prorogé le statut de 1976, la population mahoraise aurait dû être consultée avant la fin de 1984 sur son statut définitif. La proposition de M. Jean-Baptiste demande simplement que dans un délai de trois mois « et au plus tard le 31 décembre 1986 », la population de Mayotte soit interrogée sur le maintien de son statut actuel, sur la transformation de la collectivité territoriale en département ou encore, éventuellement, sur l'adoption d'un statut différent à définir.

Avant la visite à Paris de M. Abdallah et des autres délégués du « groupe des Sept », M. Jean-Baptiste avait intervenu une première fois auprès du premier ministre, en lui écrivant, en date du 3 juillet : « Nous souhaitons que l'option française de Mayotte soit rappelée, par votre voix, à vos interlocuteurs qui doivent cependant savoir, soulignent le député, que la départementalisation de Mayotte signifierait également que cette France de l'océan Indien (la Réunion et Mayotte) devrait constituer un pôle de développement dont bénéficierait l'ensemble de notre zone, ainsi qu'un moyen renouvelé et renforcé de coopération régionale avec tous les pays riverains. »

M. Jean-Baptiste est revenu à la charge auprès de M. Jacques

Un rôle moteur

Bien que le gouvernement ait clairement réaffirmé, par la bouche de M. Pons, les convictions du RPR selon lequel « il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de débat sur l'appartenance de Mayotte à la République et à l'ensemble français », le député de Mayotte craint que le premier ministre, comme ses prédécesseurs socialistes, ne se montre sensible aux analyses constantes du ministère des affaires étrangères, qui met toujours en avant, de son côté, la nécessité de ne pas froisser, dans l'approche de cette séquelle de la décolonisation, la susceptibilité des pays africains voisins de Mayotte.

Sa proposition de loi ayant reçu le renfort de 95 députés des deux groupes de la majorité, M. Jean-Baptiste assortit donc sa demande de clarification politique d'un volet économique et social. Il préconise la conclusion d'accords régionaux qui permettraient aux pays étrangers de cette zone d'être les premiers à bénéficier des efforts de la communauté française pour le développement de l'île.

Dans un souci de « synergie dynamique », il propose que Mayotte joue dans cette région du monde, avec l'appui de la métropole, « un rôle moteur » au service de son environnement géographique au lieu d'apparaître à ses voisins comme une « vitrine » mettant en relief, par simple comparaison, leurs propres retards.

A. R.

Communication

Pour M. Péricard, président de la mission Câble

L'avenir des réseaux est dans les services à valeur ajoutée

« De quel plan câble parle-t-on ? Il n'y a pas aujourd'hui la moindre trace de réalisation des promesses de novembre 1982 à l'exception des 2000 abonnés de Biarritz et de Cergy-Pontoise ». Le constat est sévère ; il est surprenant dans la bouche de M. Michel Péricard, qui vient d'être nommé président de la mission TVCâble.

Si le câble n'existe pas, pourquoi avoir accepté ce poste ? Mais le député RPR des Yvelines entend seulement, ce 28 juillet, répondre à M. Bernard Schreier, ancien président de la Mission, qui dénonçait, une semaine auparavant, l'abandon du plan de 1982, (le Monde du 24 juillet). « Comment peut-on abandonner quelque chose qui n'existe pas », reprend en souriant, l'ancien journaliste, qui n'a jamais résisté au plaisir d'une belle formule.

Au-delà de la polémique, la réalité est plus nuancée : M. Péricard sait bien qu'il faut un délai de deux ans entre la commande industrielle d'un réseau et son installation et que les premières prises du plan câble seront inaugurées en octobre par M. Jacques Chirac, maire de Paris. Il s'en félicite d'ailleurs, voyant dans cette implication directe du premier ministre une preuve de la continuité d'intérêt des pouvoirs publics pour le câblage par delà l'alternance politique.

Cette continuité, M. Péricard l'appelle de ses vœux. Il souhaite que les commandes de la Direction générale des télécommunications (DGT) aux industriels soient « amplifiées ». Le député des Yvelines

lines doit, dans son département, sauvegarder des emplois directement liés à cet investissement industriel. « Qu'on ne nous reproche pas d'avoir abandonné la fibre optique, ajoute-t-il. Depuis un an et demi, la DGT ne propose plus que des réseaux mixtes laissant une large place au coaxial. »

Où se situe donc le virage libéral ? Pour le nouveau « M. Câble », essentiellement dans la fin du monopole de la DGT sur les services de télécommunications à valeur ajoutée. « L'avenir du câble, explique-t-il, n'est pas dans la multiplication des chaînes ni dans la création d'un canal local, inutile et onéreux, mais dans ces nouveaux services qui assureront rentabilité des réseaux et création d'emplois. »

Certes, la déréglementation des télécommunications sera l'objet d'une future loi promise pour l'année prochaine, mais, de maintenant, M. Péricard, rapporteur du projet de loi sur la communication, a décidé d'amender le texte pour ouvrir les réseaux câblés aux « services de communication » et non plus seulement aux chaînes de radio-télévision.

Le président de la mission espère que cette promesse de libéralisation attirera les investisseurs privés pour le moment assez réticents devant le relatif désengagement de l'Etat. Reste à vérifier si la technologie mixte, recommandée aujourd'hui par la DGT, permettra le développement de ces services à haute rentabilité dont rêve M. Péricard.

J.-F. L.

Selon un sondage IFOP-SOFRES

Les radios privées talonnent les « périphériques » et Radio-France

Si Radio-France et les périphériques sont toujours premières pour l'audience dans la plupart des grandes villes, elles sont talonnées, et parfois dépassées, par les radios locales privées. C'est ce que ressort d'un sondage réalisé par IFOP-SOFRES entre le 21 mai et le 28 juin, sous le contrôle technique du Centre d'études des supports publicitaires, dans seize villes françaises.

Ainsi, à Mulhouse, c'est Radio-Star (18,4 %) qui rafle la première place devant Europe 1 (17,3 %) et RTL (16,7 %) pourtant première l'an dernier. A Clermont-Ferrand, c'est Radio Show Disk Dance (22 %), quatrième l'an dernier, qui l'emporte avec une progression de neuf points, devant France-Inter (21 %), RTL (14,8 %), Europe 1 (12,7 %). A Lille, si RTL reste en tête avec 34,3 %, malgré un tassement de son audience, Métropole fait une percée spectaculaire, passant de 2,1 % à 17,6 %, et gagnant la

seconde place, tandis que suivent Europe (14,1 %) et, loin derrière, France-Inter (9 %).

NRJ ne prend la première place dans aucune des agglomérations étudiées, mais est omniprésente, et se situe la part du lion à Caen, à Lyon, à Cannes, au Havre (deuxième juste derrière Europe 1), à Nice, à Orléans, à Nantes... A noter la bonne tenue de Nostalgie, qui apparaît, désormais, comme le deuxième réseau FM, juste derrière « la plus belle des radios », avec une présence forte à Lyon — sa ville d'origine — au Havre et à Grenoble.

RTL et Europe 1 arrivent chacune en tête dans quatre zones : Nancy, Orléans, Rouen et Haute-Normandie, pour la première, et Le Havre, Caen, Lyon, Saint-Etienne, pour la deuxième. RMC continue à dominer le Sud (Nice, Cannes, Marseille), tandis que France-Inter est la préférée des habitants de Brest et de Grenoble.

L'affaire des radios lyonnaises

NRJ répond au PDG de Radio-France

La direction de NRJ, réseau dont l'une des stations a été saisie à Lyon, nous a fait parvenir un communiqué répondant aux propos tenus dans nos colonnes par M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio-France.

M. Jeanneney, ne révez plus ! Les temps ont changé. Elle est bien finie l'époque où vous étiez seul sur la bande FM et où vous n'arriviez pas à y attirer des auditeurs. Aujourd'hui, les radios locales privées (RLP) ont réussi ce pari ; elles existent et représentent sur l'ensemble de la France beaucoup plus d'auditeurs que l'ensemble des radios que vous dirigez : 23,9 % pour les RLP, dont NRJ contre 20,6 % à Radio-France, selon le sondage national Médiamétrie mai 1986. Les radios locales privées sont désormais la première radio de France, et dans bien des villes — dont Lyon, — NRJ se classe devant vos radios. Il faut vous faire une raison, nous sommes là et nous continuerons d'exister, que vous le vouliez ou non.

Cessez de nous traiter de tricheurs, alors que nous avons su, malgré cette loi inapplicable, créer des entreprises qui emploient des milliers de personnes. Le seul réseau NRJ emploie plus de quatre cent cinquante salariés. Cessez de nous inventer des puissances que nous n'avons pas. La puissance nominale de l'émetteur de NRJ-Lyon est de 2 kW, soit une puissance apparente rayonnée de 9 kW. Nous sommes prêts à vous offrir un voyage d'étude aux Etats-Unis, où le système fran-

tionne parfaitement depuis plusieurs dizaines d'années et où les puissances des radios commerciales sont bien plus élevées que celles que nous utilisons en France, et notamment pour des agglomérations comparables.

Cessez enfin de souhaiter la saisie de radios et de vous en réjouir. C'est vraiment consternant et inconvenant. Cette attitude ne fait pas honneur à la profession à laquelle vous appartenez. Ici, à NRJ, nous ne nous sommes jamais réjouis de la saisie ou de la mort d'un média, quel qu'il soit, fût-il concurrent.

Le sort du satellite de télévision directe

C'est ce mardi 29 juillet qu'un comité interministériel devait décider du sort du satellite de télévision directe. Il paraît exclu que le gouvernement renonce à lancer TDF 1 dont le financement est d'ores et déjà assuré. Il semble également difficile de lui conserver un caractère strictement expérimental — comme le souhaitait l'administration des P et T — ce qui ruinerait les stratégies industrielles des constructeurs européens tant sur les équipements de réception que sur les normes de l'avenir (MAC Paquet).

Il est possible, en revanche, que la poursuite du programme (construction et lancement de TDF 2) soit soumise à certaines conditions dont la participation financière des industriels concernés.

(Publicité)

Extraits d'un jugement rendu le 28-11-1985

par le Tribunal Correctionnel de Paris

Le procureur de la République et Raymond Aubrac

et Lucie Bernard épouse Aubrac

contre

1) M. Claude Durand, PDG des éditions Arthème Fayard

2) M. René Hardy, à raison de certains passages

d'un ouvrage intitulé « Derniers mots », rédigé par René Hardy

et publié en avril 1984 par les éditions Fayard

(Ce jugement ayant été confirmé sur l'appel de René Hardy par arrêt du 11 juin 1986 de la 1^{re} chambre de la Cour de Paris).

« L'ouvrage des époux Aubrac, René Hardy, est dévastateur, soit par insinuations, soit par reproches, soit par la mise en cause de sa personnalité, soit par la mise en cause de son œuvre. »

« Les passages visés dans la plainte comportent une utilisation de faits précis qui sont attestés par l'histoire et la considération de Raymond Aubrac et de son œuvre. »

« Aucune offre de preuve n'a été formulée à cet égard. Elle est donc d'ailleurs irrecevable par application des dispositions de l'article 35 alinéa 3 de la loi du 29 juillet 1881, les imputations ne reposent à plus de dix années. »

« Il apparaît en premier, et au premier chef, l'insinuation que René Hardy, en tant qu'écrivain, a écrit l'ouvrage en question, et qu'il s'agit d'un ouvrage de fiction. »

« René Hardy, les passages n'ont pas été, ni même tenté de faire la démonstration que leur inexactitude n'est pas une simple erreur. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

« Les conclusions de l'ouvrage sont donc fausses et constituent une atteinte à l'honneur et à la réputation de Raymond Aubrac. »

Société

La nouvelle expulsion vers l'Espagne d'un réfugié basque

« A quoi me sert cette carte de séjour ? »

BAYONNE
de notre correspondant

M. Juan Luis Artola, vingt-huit ans, membre présumé de l'organisation ETA politico-militaire, aujourd'hui dissoute, et réfugié au Pays basque français depuis 1982, a été remis, lundi 28 juillet, à la police espagnole (nos dernières éditions).

Artola, comme ses deux compatriotes reconduits à la frontière la semaine dernière, était en possession d'une autorisation de séjour ; comme eux, il n'avait jamais eu maille à partir avec les autorités françaises. En revanche, il fait l'objet de deux procédures pour attentats par bande armée délinquants par le tribunal de l'Audiencia Nacional, pour lesquels il risque plusieurs dizaines d'années de prison.

Cette troisième expulsion survient, comme les deux premières, quelques heures après un attentat perpétré par ETA en Espagne. Ces « représailles administratives », saluées par M. Felipe Gonzalez semblant couper l'herbe sous le pied des commandos du GAL, autrefois prompts à venger les victimes de l'ETA. « Ce qui démontre, assure un des avocats des réfugiés, que les autorités espagnoles peuvent maîtriser, quand elles le veulent, les activités de ces contre-terroristes ».

En Pays basque français, on s'organise face à cette nouvelle situation : 460 familles ont accepté d'héberger chez elles des réfugiés basques mais, peu à peu, ceux-ci commencent à rentrer dans la clandestinité. Mikel, marié, père de deux enfants nés en France, où il réside depuis onze ans, a donné

congé à son employeur : « A quoi me sert cette carte de séjour délivrée il y a un an ? dit-il. Demain matin, je serai peut-être dans un commissariat de Madrid. » Aussi a-t-il décidé de ne pas se présenter la semaine prochaine à la sous-préfecture de Bayonne pour faire renouveler ses papiers.

Plus nette encore, la réflexion de Xabier, qui a échappé il y a un an à un attentat du GAL : il sait que son nom a été cité en 1979 par un militant basque soumis à la torture : « Si je suis défilé à l'Audiencia Nacional, affirme-t-il, il n'est pas sûr que je puisse démontrer que je suis innocent de la mort d'un lieutenant de l'armée espagnole. Et je n'ai aucune envie de passer trente ans de ma vie en prison. Si, demain, la police française vient m'arrêter pour m'extrader, je ne me laisserai pas faire ».

Ph. E.

POINT DE VUE

par Denis Langlois
avocat et écrivain

PAUVRE droit d'asile ! Tu es beau être inscrit dans les Constitutions, dans les Déclarations des droits de l'homme, on te viole allégrement pour un oui pour un non. Un attentat, un accord entre gouvernements, un jeu de cartes commercial et il n'y a plus de réfugiés, plus de postes frontières salués. Plus de Pyrénées.

Les policiers sont partout chez eux, choisissent leurs procès, fondent sur les bords émissaires. Un réfugié, ça n'a jamais eu beaucoup de droits. Mais dans une Europe obnubilée par le terrorisme, ce n'est plus qu'une monnaie d'échange. Un pion que l'on déplace au gré des alliances, des complaisances d'ambassades.

En septembre 1984, la coup avait été sévère : trois extraditions qui avaient soulevé des remous, tant elles étaient en contradiction avec les grands principes humanitaires de la gauche. Aujourd'hui, c'est encore plus expéditif. Au diable les principes, au diable les commissions ! Des trucs juste bons à faire perdre du temps. Parlez-moi d'une bonne procédure d'urgence absolue. Un paquet bien ficelé à

Pauvre droit d'asile

livrer au destinataire. Signez-moi un reçu et vogue la galère !

Un peu pâles, tout de même, ces deux réfugiés basques pour mettre à eux seuls en péril la sûreté de l'Etat français. Allons donc, ça gêne-t-il, ça agit dans l'ombre ? Ça prépare, c'est « susceptible de ». Si ce n'est pas coupable, c'est au moins « capable » de le devenir.

Pauvre droit d'asile ! Ce n'est pas la première fois que l'on te subit les derniers outrages. Je ne suis pas sûr que, cette fois, tu n'en réverras. Il va au moins falloir que les organisations internationales te consacrent une pleine « année du réfugié ». Avec de beaux discours sur la protection de ceux qui sont pourchassés de frontière en frontière pour leurs convictions.

Il est vrai qu'il y a convictions et convictions. Le droit des peuples minoritaires à être indépendants, à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, à se libérer de l'emprise des Etats centralisateurs, c'est mal vu. Ça donne le mauvais exemple, ça fait germer des idées de liberté dans la tête des gens. Bref, ça dérange le bon ordre des Etats, de ceux dont les frontières ont été fixées une fois pour toutes.

Les Basques, voyez-vous, c'est sympathique quand ça danse le

fandango ou joue à la pelote devant les touristes ébahis. En dehors de cela, c'est carrément déplacé. Mais savez-vous qu'aux dernières élections législatives espagnoles, ils ont montré qu'ils étaient largement majoritaires pour réclamer leur indépendance. La belle affaire ! Un vote est un vote et rien de plus.

Faute d'obtenir gain de cause par leurs bulletins, voilà qu'ils se permettent de faire des attentats. C'est scandaleux. En plus, c'est sale en période touristique. Ça met du sang partout. Ça tue les braves gardes civiles qui n'y sont pour rien.

Amnesty International dénonce régulièrement les tortures dans les commissariats espagnols. De villes calomnies, mon cher monsieur ! Si l'on écoutait toutes les jérémiades, on ne pourrait plus rien faire. Les citoyens se permettraient de juger leurs gouvernements. Ce serait l'anarchie.

Pauvre droit d'asile ! Tu es vraiment une sale mine. J'ai bien peur que tu ne passes pas l'été. Mais ne crâie pas trop fort. Ça gênerait les vacances de ceux qui s'étaient nonchalants sur les plages du Pays basque. Un beau pays, tu sais. Dommage qu'on y trouve autant de Basques !

Blâmé en 1985 pour non respect de la déontologie

Le docteur Robert Gale se place aux avant-postes de la coopération américano-soviétique

Le médecin américain Robert Gale vient de signer un protocole avec les Soviétiques pour soigner les 200000 personnes susceptibles, après Tchernobyl d'être victimes d'un cancer. L'an dernier, pourtant, le même médecin avait reçu un blâme pour non-respect de l'éthique.

L'idée de faire appel au médecin américain Robert Gale pour soigner les victimes de Tchernobyl avait été soumise aux autorités soviétiques par le président d'Occidental Petroleum, Armand Hammer. A-t-elle été jugée sage ?

Quelques jours après la catastrophe, le 2 mai dernier, le docteur Gale était arrivé à Moscou tout armé de son titre de directeur de l'International Bone Marrow Transplant Registry, l'organisme qui groupe les 128 centres au monde pratiquant des greffes de moelle osseuse.

De conférence de presse en conférence de presse, le docteur Gale était devenu l'interlocuteur de qui-conque se préoccupait de la santé des « irradiés de Tchernobyl ».

Mais, à mesure que d'autres spécialistes internationaux s'étaient rendus en URSS, la statue qu'on élevait au docteur Gale commençait à se fissurer. On murmura ici et là que le médecin américain, en préconisant systématiquement des greffes de moelle osseuse, n'avait peut-être pas toujours choisi le traitement le plus adéquat. Certains radiopathologistes estimaient en effet qu'il aurait été

préférable de recourir parfois à la technique des perfusions de concentré d'éléments du sang.

Tout cela bien sûr n'était dit qu'à demi-mot. Le 6 juin dernier, un mémorandum portant sur le suivi à long terme des victimes de la catastrophe était signé à Moscou par M. Andreï Vorobiev, directeur de l'Institut central des études médicales avancées et membre de l'Académie de médecine de l'URSS, et par le docteur Gale. Selon le médecin américain, ce protocole avait été conclu en vertu d'un accord existant depuis 1972 entre le département de la santé américain et le ministère soviétique de la santé. Il s'agissait de suivre les quelque cent à deux cent mille personnes chez lesquelles on pouvait craindre l'apparition, à plus ou moins long terme, d'un cancer. Mais au nom de quel organisme le docteur Gale avait-il signé cet accord ? Au nom du gouvernement américain ou en tant que personne privée ?

Faute morale

Le 8 juillet, le docteur Gale organisait au siège d'Occidental Petroleum à Los Angeles une réunion à laquelle participaient une vingtaine de scientifiques de sept pays. Etaient en particulier présents le docteur Vincent De Vita, directeur du National Cancer Institute, et le docteur Edward Rall, du National Institute of Health (NIH), ainsi que des chercheurs japonais, britan-

niques et suédois. De cette réunion devait sortir l'idée de la création d'une fondation privée, le Center for Advanced Studies in Nuclear Energy and Health, présidée conjointement par MM. Hammer et Gale. Le 18 juillet, ces derniers se rendaient à Moscou pour exposer aux autorités soviétiques un plan de coopération internationale. Le même jour, Occidental Petroleum publiait un communiqué dans lequel on pouvait lire : « Peut-être, occasionnellement, des citoyens privés peuvent-ils accomplir ce que des gouvernements ne peuvent pas... Peut-être que plus de bien que l'on ne l'imagine découlera de Tchernobyl ».

Tout allait donc pour le mieux. La coopération soviéto-américaine à la sauve Hammer s'annonçait sous les meilleurs auspices. C'était sans compter sur la plus prestigieuse des revues scientifiques américaines, Science. Dans son numéro daté du 1^{er} août, celle-ci relate une bien curieuse affaire : le docteur Gale, qui, de 1977 à 1983, a dirigé l'unité de transplantation de moelle osseuse de l'université de Californie (UCLA), aurait reçu, en 1985, un blâme émanant du NIH pour non-respect du code éthique relatif à l'expérimentation des nouvelles thérapies humaines. Selon Science, en 1979, le docteur Gale aurait traité des malades cancéreux en leur faisant une greffe de moelle osseuse. Le protocole expérimental utilisé alors n'aurait reçu ni l'aval du comité d'éthique de l'université ni le consentement des patients eux-mêmes.

Le docteur Gale, en 1981, s'était défendu d'avoir enfreint les règles éthiques, arguant du fait qu'il avait agi en tant que praticien et non en tant que chercheur expérimentant un nouveau traitement. Malgré ses dénégations, le directeur du NIH, le docteur James Wyngaarden, lui adressa un blâme en 1985 dans les attendus, duquel il indiquait que, jusqu'au 1^{er} mars 1988, toute institution qui déciderait d'employer le docteur Gale devrait en avertir le bureau de la protection contre les risques de la recherche du NIH.

Blâmé d'un côté, signataire d'un protocole d'accord soviéto-américain de l'autre, le docteur Gale devait-il être l'ambassadeur médical des Etats-Unis auprès de l'URSS ?

FRANCK NOUCHI

Les retombées de Tchernobyl en Suède

La « civilisation du renne » est menacée

Depuis l'accident de Tchernobyl et le passage du nuage radioactif sur la Suède, les consommateurs boudent les produits frais. La situation est préoccupante en Laponie où des analyses de viande de renne ont indiqué des taux de radioactivité cinq fois supérieurs à la norme. Plusieurs milliers de bêtes pourraient être abattues à l'automne. Les Lapons sont menacés dans leur mode de vie traditionnel.

STOCKHOLM
de notre correspondant

Les ventes de fruits et légumes de saison ont diminué en Suède. Les autorités ont beau assurer qu'il n'y a aucun danger à manger fruits, légumes, pommes de terre, persil, ciboulette ou aneth, les consommateurs boudent. Beaucoup se demandent si les denrées qu'ils achètent au supermarché ont été contrôlées sérieusement. Quotidiennement ou presque, la presse et la télévision donnent ici des tableaux très complets des taux de césium 137 mesurés dans les produits frais provenant des différentes provinces du pays, et ces informations ne poussent pas toujours à l'achat... Les suédois n'excluent pas cependant l'humour et, samedi dernier, par exemple, le journal Expressen présentait le « menu touristique de l'été » : perche pochée à la ciboulette 3 000 bequerels ; selle de chevreuil, sauce aux chanterelles 1 700 bequerels, fausses-mûres arctiques fraîches - à la Tchernobyl - 300 bequerels ; soit une addition tout comprise de 3 000 bequerels !

L'inquiétude des Lapons

En fait, le gibier ne semble pas menacé, et la chasse à l'élan se déroulera probablement comme prévu, sans restrictions particulières. Mais l'Office national de l'hygiène alimentaire a publié ces jours-ci une série de « recommandations » concernant le poisson et les innombrables variétés de baies qui poussent dans les forêts du Nord. Dans quatorze des quatre cent soixante-neuf communes du pays, les poissons de lac, contenant des doses de césium souvent cinq fois supérieures au taux normal, sont déclarés impropres à la consommation.

Dans dix-sept autres communes, il est vivement conseillé de ne pas manger de truite ou d'omble-chevalier plus d'une fois par semaine. Dans le reste de la Suède, les quelque trois cents pêcheurs professionnels opérant dans les lacs et rivières ont déjà observé une réduction des vacances qui préfèrent acheter du poisson venant de la Baltique ou de la mer du Nord, que les espèces locales capturées en eau douce. Les ventes directes du producteur au consommateur ont sensiblement baissé et les pêcheurs envisagent de réclamer cet automne des dédommements à l'Etat.

Plusieurs régions du Centre et du Nord ont été plus ou moins gravement touchées par les retombées de Tchernobyl, et le gouvernement a

fait savoir que quelque deux mille agriculteurs, éleveurs et producteurs de lait (obligés de garder leurs vaches dans les étables plus longtemps que prévu en raison de la pollution) seraient indemnisés dès cette année. A cet effet, 25 millions de couronnes soit autant de francs français, ont été débloqués, mais la facture finale sera sans doute bien plus élevée. La saison de la cueillette des baies a commencé et, dans la province du Västernorrland (24 000 kilomètres carrés), la plus atteinte par la radioactivité, les vendeurs de fruits et les fabricants de confitures sont inquiets. Ces derniers viennent de décider de ne pas acheter de baies (myrtilles, aireselles fausses-mûres) provenant de cette région et de s'approvisionner ailleurs. Résultat : la production locale qui est habituellement de 12 000 tonnes ne sera que de 3 000 tonnes, selon les estimations des grossistes.

C'est toutefois pour les Lapons de cette province du Västernorrland que la situation est la plus préoccupante. Il y a, en Suède, entre neuf mille et dix mille Lapons, moins de deux mille cinq cents pratiquent tous les moyens modernes disponibles, entre autres le scooter des neiges en hiver et l'hélicoptère en été. Dans les pâturages de montagne où se trouvent actuellement les troupeaux, on a relevé à certains endroits des taux de radioactivité très importants dans les lichens, atteignant parfois 40 000 bequerels par kilo et il n'est pas exclu que ces régions soient contaminées pour plusieurs années. Les analyses de la viande réalisées au cours du printemps indiquent des taux variant entre 1 000 et 1 500 bequerels, alors que le « plafond » fixé par l'Office de l'hygiène alimentaire est de 300 bequerels.

Certains éleveurs de cette région redoutent un désastre au début de l'automne à la période de l'abattage. Chaque année, des centaines de rennes atteints de maladie doivent être mis au rebut, mais, cette fois, plusieurs milliers de bêtes pourraient bien être déclarés impropres à la consommation et enterrés dans des fosses. Ce ne sont pas seulement les revenus des éleveurs qui seraient ainsi menacés mais leur mode de vie traditionnel. En effet, la plupart se nourrissent essentiellement de renne et de poisson. Les organisations laponnes ont déjà fait savoir qu'elles réclameraient à l'Etat 1 500 couronnes par tête environ. Le gouvernement et les organismes régionaux de l'agriculture ont promis d'examiner le dossier lapon à l'automne.

ALAIN DEBOVE

SCIENCES

Les derniers instants des astronautes de « Challenger »

Six mois après l'explosion de Challenger, la NASA a rendu public, lundi 28 juillet, un enregistrement, retrouvé en mars dernier, des propos tenus par trois des astronautes - le commandant de bord, Francis Scobee, le copilote, Michael Smith, et l'ingénieur de bord, Judith Aerni - juste après le décollage de la navette. Soixante-trois secondes après le départ, l'accident survient et le dialogue s'interrompt. La dernière exclamation - « Oh! Oh! » - de Michael Smith semble indiquer que ce dernier avait pris conscience qu'il ne passait que chose d'anormal. Ce que confirme le fait que, parmi les quatre réserves individuelles d'oxygène (utilisées en cas d'urgence) qui ont été retrouvées, trois avaient été ouvertes, dont celle du copilote.

(Décollage, Resnik) - Super !
(1^{re} seconde, Smith) - C'est parti.
(7^{es}, Scobee) - Houston (centre de contrôle), amorçons le tonneau (manœuvre classique après le lancement).
(11^{es}, Smith) - Vas-y, ma vieille.
(14^{es}, Resnik) - LVLH (rapport d'un changement nécessaire de position d'un interrupteur dans le cockpit).
(15^{es}, Resnik) - C'est le super-pied.

(15^{es}, Scobee) - OK.
(19^{es}, Smith) - On dirait qu'il y a pas mal de vent aujourd'hui.
(20^{es}, Scobee) - Ouais.
(22^{es}, Scobee) - C'est assez dur de voir par le hublot de mon côté.
(28^{es}, Smith) - On est à 10 000 (pieds, environ 3 300 mètres) et à Mach 0,5.
(30^{es}, Scobee) - Mach 0,5.
(30^{es}, Smith) - On passe Mach 1.
(41^{es}, Scobee) - On dépasse les 18 000 (pieds, environ 5 300 mètres).
(43^{es}, Scobee) - OK, on diminue les gaz (opération normale).
(57^{es}, Scobee) - On remet les gaz (opération normale).
(58^{es}, Smith) - Les gaz à fond.
(59^{es}, Scobee) - Ça marche.
(60^{es}, Smith) - Elle (la navette) marche le feu de Dieu. (Non identifié) - Yahoo !
(62^{es}, Smith) - 35 000 (pieds, 11 500 mètres) et Mach 1,5.
(65^{es}, Scobee) - Je lis 486 sur le mien (vérification de routine de la pression extérieure).
(67^{es}, Smith) - Ouais, c'est ce que j'ai aussi.
(70^{es}, Scobee) - Bien reçu, les gaz à fond.
(73^{es}, Smith) - Oh! Oh...
(74^{es}, Scobee) - Perds de toute façon avec Challenger.

Le PS a remboursé l'imprimeur de M. Nucci

(Suite de la première page.)

La première facture de l'imprimerie Ronjat à La Promotion française date du 31 décembre 1985 et porte sur 54 609 F pour la lettre du député de M. Nucci. La seconde, en date du 10 février 1986, porte sur 44 451 F pour 3 500 affiches de M. Nucci « en position debout » et 1 500 affiches du ministre « en position assise ». Au total, La Promotion française - alimentée par Carrefour du développement, ce qu'affirme avoir ignoré M. Nucci - a donc versé environ 99 000 F à l'imprimeur.

Le deuxième circuit de financement de matériel électoral est passé par l'OFRES, une société proche du PS, qui édite des bulletins pour les collectivités locales. M. Nucci a souligné que cet organisme ne percevait pas de fonds publics, tout en indiquant l'avoir mis en relation avec son imprimeur. « L'OFRES et l'imprimeur ont ensuite cherché entre eux les modalités de règlement et je n'ai pas été tenu au courant. Aucune somme de cette campagne ne vient donc des fonds publics », a assuré M. Nucci.

De fait, l'imprimeur indique dans son interview au Dauphiné libéré que l'OFRES lui a demandé de réaliser deux factures au lieu d'une et de faire figurer des travaux ne correspondant pas

aux opérations effectivement réalisées. Les deux factures, comme nous l'avions annoncé dans le Monde du 26 juillet, s'élevaient à 167 629 F et 163 264 F. Elles portaient comme intitulés : 20 000 Bulletin municipal de Vienne, 47 000 le Courrier Rhône-Alpes, 10 000 Bulletin municipal Bourgoin-Jallieu, 10 000 Guide de Bourgoin-Jallieu et 12 000 Guide municipal de Romans. Ces travaux n'ont pas été réalisés par M. Ronjat.

Le montant total (429 000 F) des factures litigieuses - payées sur fonds publics par l'intermédiaire de La Promotion française ou par l'OFRES - correspond donc à peu de chose près à celui qu'avait indiqué M. Châlier dans sa lettre au ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, en règlement d'affiches électorales : 400 000 F.

CORINE LESNES.

Une précision de M. Louis Mermaz. - Le maire de Vienne, M. Louis Mermaz, a fait savoir que Vienne-Informations, le bulletin municipal de sa ville et le Courrier Rhône-Alpes, organe d'expression socialiste, étaient réalisés par une imprimerie d'Avignon et en aucun cas par la société Ronjat. L'ancien président de l'Assemblée nationale a réaffirmé que la mairie de Vienne n'avait jamais passé de commande à l'imprimeur de Beaufort.

SPORTS

● COURSE A LA VOILE DU « FIGARO » : victoire de Christophe Auguin. - La navigatrice de Granville Christophe Auguin, vingt-six ans, a remporté sur Normale la dix-septième course à la voile en solitaire du Figaro grâce à sa victoire, le lundi 28 juillet, dans la troisième et dernière étape La Corogne-Pornic. Sur la ligne d'arrivée, il devançait en effet de plus de trente minutes Loïc Peyron sur Lada-Poch, son rival le plus dangereux pour la victoire finale. Professeur d'enseignement techni-

que à Cherbourg, Christophe Auguin souhaite devenir professionnel de la voile.

● ESCRIME : championnats du monde. - La Soviétique Sergueï Mindirassov, grand favori de l'épreuve, a été sacré champion du monde de sabre, lundi 28 juillet à Sofia, en battant en finale le Hongrois Imre Bujdos. Le Français Jean-Peyron sur Lada-Poch n'a été battu que de deux touches par le Bulgare Vassil Etropolski pour la médaille de bronze.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196



13. La guerre atomique n'aura pas lieu

Le 22 octobre 1962, Kennedy lance un ultimatum à Khrouchtchev : non, Cuba ne deviendra pas une base contre les Amériques. « M. K » cède. La détente va succéder à la guerre froide.

Au tout début des années 60, le théâtre international ne semble guère renouveler son répertoire. On y joue le drame de la guerre froide commencée en 1947. En fait, les deux principaux rôles échus à un Nikita Khrouchtchev et à un John Kennedy étaient destinés à une scène finale de bras de fer, avant la première d'une autre pièce qui s'appellerait « coexistence pacifique ».

Des images qui ont frappé les contemporains comme signes annonciateurs de répit, on garde celles du voyage insolite de « Monsieur K. » aux Etats-Unis. A Pittsburgh, il avait eu ce mot conforme à son humour légendaire, mais qui sonnait mieux qu'une simple boutade, laissant pressentir un rapprochement entre les deux blocs : « Je suis

venu voir comment vivaient les esclaves du capitalisme. Eh bien ! je dois dire qu'ils ne vivent pas mal. » Pourtant, en ce mois de septembre 1959, on était en pleine « crise de Berlin » : la conférence de Genève destinée à régler le sort de l'ancienne capitale allemande, que les communistes voulaient transformer en « ville libre », avait été, quelques semaines auparavant, ajournée sine die.

La visite de Khrouchtchev imprimait dans les esprits pacifiques un nouvel espoir. A leur tour, les Français avaient accueilli le numéro un soviétique en mars 1960 comme un bon présage. Une rencontre au sommet ne devait-elle pas se tenir à Paris, au printemps ? Hélas ! Dès son retour dans la capitale française à la mi-mai, Monsieur K. avait échangé

la trogne joviale qu'il affichait naguère dans les champs de maïs du Middle-West contre une mine renfrognée. Il exigeait des excuses de la part des Américains. Les Soviétiques venaient d'abattre dans leur espace aérien un avion-espion U2, dont ils détenaient le pilote prisonnier. Bon, on ne recommencerait plus tant que je serai président, avait dit Eisenhower. C'était trop peu : Nikita avait gardé son air des mauvais jours. L'affaire de l'U2, prétexte ou non, avait mis en miettes la conférence.

La conférence de Berlin trouva un règlement inattendu, sinistre et unilatéral dans la construction d'un mur continu qui interdirait désormais les déplacements trop aisés de l'Est vers l'Ouest. De 1952 à 1961, on avait ainsi compté 2245 000 réfugiés, quittant la

RDA par la passerelle de Berlin. Pour la plupart, des gens jeunes : cette espèce d'autodétermination par les pieds n'était pas seulement humiliante pour le régime de Pankov, elle était aussi dangereuse pour son économie.

Au cours de cette crise, de Gaulle, auquel l'ambassadeur soviétique à Paris reprochait une attitude intransigeante qui pouvait mener à la guerre nucléaire, avait déclaré : « Eh bien, monsieur l'ambassadeur, nous mourrons ensemble. » On ne mourrait donc pas pour Berlin-Ouest. Le « mur de la honte » avait été la seule entorse au *status quo*. Mais l'impossibilité d'accord entre les deux parties laisse libre cours à la reprise des essais nucléaires.

Cependant, en cette année 1962, le foyer de la conflagration redoutée se déplace de Berlin à Cuba. A l'origine, le régime castriste, installé en janvier 1959, n'était pas communiste. Mais la réforme agraire et autres mesures analogues visaient directement les intérêts américains, et notamment l'United Fruit Company et ses 135 000 hectares de plantations.

Provoqué par les réfugiés cubains et par les détenteurs de capitaux investis dans l'île sucrière, le gouvernement américain prête son aide aux tentatives de reconquête lancées contre Castro. Du même coup, un mécanisme d'intransigeances s'enclenche : signature d'un accord commercial avec l'URSS ; embargo américain, entrée proclamée de Cuba dans le « camp socialiste »... L'escalade ne fait que commencer.

Entre-temps, John Kennedy avait été élu président. Sa jeunesse, son allure, sa réputation libérale : l'Amérique change de tête. Autant par la maladresse de l'administration précédente que par une loi d'inertie idéologique, toute atteinte à la libre entreprise était considérée comme une menace communiste, les Américains avaient littéralement poussé les Cubains dans les bras soviétiques. A quelques centaines de miles de la Floride, un régime socialiste les défiait désormais et prêchait d'exemple à l'ensemble de l'Amérique latine. Il fallait y parer, sans pour autant donner prétexte aux Russes d'intervenir.

Dans ces conditions, Kennedy choisit de donner un appui partiel aux projets de reconquête, exécutés par les seuls réfugiés cubains. Mal renseigné par ses services secrets qui garantissent le soutien à une intervention extérieure par les paysans locaux, Kennedy donne le feu vert à un plan de débarquement dans la baie des Cochons, lequel s'achève en catastrophe. Le président des Etats-Unis, comme il l'avait annoncé, mais sans être cru, a refusé d'appuyer militairement la tentative des anticastroïstes qu'il avait encouragés la CIA. Washington est alors en butte à toutes les critiques, tandis que le régime cubain se durcit encore : ralliement au marxisme-léninisme, établissement du parti unique.

Un coin du monde communiste est bien enfoncé dans l'américano-sphère. Entre les deux pays voisins, toutes les relations sont rom-

pues. Fidel Castro est convaincu d'une attaque imminente : le Pentagone rappelle cent cinquante mille réservistes ; on assiste à de grandes manœuvres d'intimidation dans la mer des Caraïbes... En conséquence, pendant l'été 1962, Fidel et le « Che » vont demander à Moscou de faire obstacle à l'agression américaine.

Le conflit sur Berlin s'étant terminé par une partie nulle, Monsieur K. et son état-major vont tenter de retrouver l'avantage, en installant à Cuba un système de fusées à portée intermédiaire, visant directement le territoire de l'autre « Grand ». A la mi-octobre, Kennedy est informé par ses U2 de la construction des rampes de lancement sur le sol cubain. En six jours, après avoir largement consulté, il va prendre une des décisions les plus difficiles qui ait été imposée à un chef d'Etat depuis 1945. Il ne peut plus reculer. Par chance, il va pouvoir montrer sa force sans avoir à s'en servir. Il sait en effet que des cargos soviétiques, probablement escortés de sous-marins, font route vers les Caraïbes : il peut donc rendre le combat sur des positions défensives.

Le 22 octobre, à 7 heures du soir, le président apparaît sur les écrans de télévision, calme et résolu. Non, Cuba ne peut devenir une base stratégique mettant directement en péril « toutes les Amériques ». Un ultimatum est lancé à Khrouchtchev. Le monde retient son souffle. Après quelques jours d'attente angoissée, le Soviétique ordonne à ses marins de faire demi-tour. Contre la promesse d'une non-intervention à Cuba de la part des Américains, il accepte, malgré Castro qui proteste, de retirer ses missiles.

Sang-froid

Kennedy avait pris le risque calculé d'une guerre immédiate pour faire obstacle à la progression soviétique. Le sang-froid dont il a fait preuve et la reculade de l'adversaire lui gagnent une immense popularité à travers le monde. Avec le temps, les deux vrais vainqueurs sont apparus : d'abord, le régime de Cuba, enclavé socialiste désormais toléré par Washington dans sa zone d'influence ; ensuite, l'esprit d'entente sur la limitation des armes nucléaires : on s'était approché trop près du gouffre. Une page avait été tournée par un vent brûlant : la guerre froide allait succéder à la « détente ».

Sur le sens de la « coexistence pacifique », on s'interroge. S'agit-il d'une simple pause dans la lutte planétaire engagée par Lénine contre le capitalisme, un de ces pas en arrière stratégiques comme il y en eut tant de son vivant même ou sous Staline ? Au contraire, les risques d'annihilation de l'humanité ne sont-ils pas arrivés à un niveau tel qu'un compromis entre l'Est et l'Ouest s'impose comme une nécessité de survie ? Les Chinois, méprisant le « tigre de papier atomique », vont alors donner de la voix contre le « révisionnisme » de Moscou. Coexistence d'un côté, schisme de l'autre : la face du monde change, décidément.

Pour Nikita, le communisme vaincrait un jour ou l'autre, par d'autres voies. Son optimisme est d'airain : « D'après le calcul de nos économistes, en 1980, nous produirons par habitant beaucoup plus que les Etats-Unis d'Amérique ! » Bien des spécialistes occidentaux ajoutent foi à ses fanfaronnades. N'importe, le ciel s'était éclairci : il se pouvait que la guerre ne fût pas le destin inexorable des hommes.

MICHEL WINOCK.

● PRÉCISION. — Dans la chronique n° 8 « Les années anglaises », une erreur s'est glissée dans la légende de la photo des Beatles. Le vrai nom de Ringo Starr est Richard Starkey et non pas Stuart Sutcliffe. Ce dernier quitta le groupe pendant l'été 1961. Il est mort en avril 1962.

APRÈS LA DÉCISION DE M. KENNEDY D'APPLIQUER LA « QUARANTAINE » AU TRAFIC D'ARMES VERS CUBA

WASHINGTON, LONDRES, MOSCOU ET LA HAVANE saisissent le Conseil de sécurité

Négocier plutôt que renchérir

On lit sur page 2 le texte intégral du discours que M. Kennedy a prononcé à midi (heure française) dans le sein de l'Assemblée des Nations Unies. Ce discours est un véritable chef-d'œuvre de diplomatie. Il est clair, précis, et surtout, il est équilibré. M. Kennedy a su trouver le juste milieu entre la fermeté et la conciliation. Il a fait comprendre à Khrouchtchev que les Etats-Unis ne se laisseront pas intimider, mais qu'ils sont prêts à négocier. Ce discours est une véritable œuvre d'art. Il a été accueilli avec une grande attention par les membres du Conseil de sécurité. Les délégations de Washington, Londres, Moscou et La Havane ont toutes réagi de manière positive. Elles ont toutes souligné la clarté et la fermeté du discours de M. Kennedy. Elles ont toutes exprimé leur confiance en la capacité de l'Amérique à résoudre pacifiquement les problèmes internationaux.

bombardiers capables de menacer la sécurité de l'ensemble de l'hémisphère occidental, il a annoncé qu'il avait donné l'ordre aux forces armées américaines d'appliquer une « quarantaine » sur le trafic des armes offensives à destination de Cuba. D'importants efforts de médiation ont été déployés dans la région des Caraïbes pour assurer l'exécution de cet ordre.

M. Kennedy a d'autre part sollicité le Conseil de sécurité. Celui-ci va être invité à ordonner l'abolition des bases étrangères de l'île et à envoyer sur place une mission d'observateurs. Le président a encore ajouté que si les Etats-Unis étaient atteints par des fusées tirées à partir de territoire cubain, ils riposteraient sur le territoire soviétique.



En juin 1961, John Kennedy rencontre, à Vienne, Nikita Khrouchtchev. Deux mois après l'estrofe, la crise de Berlin trouve un règlement immédiat, par la construction du mur qui matérialise la séparation de l'Est et l'Ouest. En 1962, c'est Cuba qui devient le foyer de la conflagration redoutée.

La riposte de Moscou reste cantonnée pour l'instant dans le domaine diplomatique

De notre correspondant particulier MICHEL TATU

(Mercredi 24 octobre 1962.)



Une grande enquête sur les conditions de logement des Français
DEUX MILLIONS D'APPARTEMENTS (SOIT UN SUR SIX) dont 300 000 ont été construits récemment, sont surpeuplés
Dans la région parisienne, 630 000 logements (1 sur 4) sont dans ce cas

Le problème de la construction, l'habitat, est devenu une préoccupation majeure de la classe moyenne et de la classe ouvrière. Les conditions de logement sont devenues de plus en plus précaires. Les logements sont surpeuplés, les équipements sont insuffisants. Il est urgent de prendre des mesures pour améliorer les conditions de logement.

Demain : Kennedy foudroyé

e n'aura pas le

Vous avez dit mutuelle ?

**Depuis le 26 juillet
seules
les vraies mutuelles de santé
ont le droit
de s'appeler *mutuelles* ***

"Les mutuelles sont des groupements à but non lucratif qui, essentiellement, au moyen des cotisations de leurs membres, se proposent de mener, dans l'intérêt de ceux-ci ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité et d'entraide en vue d'assurer notamment :

- 1 La prévention des risques sociaux liés à la personne et la réparation de leurs conséquences.
- 2 L'encouragement de la maternité et la protection de l'enfance, de la famille, et des personnes âgées ou handicapées.
- 3 Le développement culturel, moral, intellectuel et physique de leurs membres et l'amélioration de leurs conditions de vie."

(Extrait du Code de la Mutualité - Art III-1)

* La loi du 26 juillet 1985 fait obligation aux compagnies d'assurances utilisant le terme mutuelle de se présenter à partir du 26 juillet 1986 comme mutuelle d'assurance ou assurance mutuelle.



**MUTUALITÉ
FRANÇAISE**

Votre mutuelle

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA MUTUALITÉ FRANÇAISE, 10, RUE DESAIX, 75015 PARIS, (1) 42 73 12 20

Avignon 86

Jean-Claude Gallotta présente Mammame à la Cour d'honneur - Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la commission, a assisté à la première - et s'est présenté aux journalistes de théâtre. Ceux de la danse le connaissent bien entendu. Nous aussi, mais moins bien. Chorégraphe, directeur du groupe Emile-Dubois, il prend la succession de Georges Lavaudant et Jacques Blanc à la tête de la Maison de la culture de Grenoble. C'est à ce titre qu'il a souhaité le contact. Il nous a vus aller là-bas, et de Lorenzaccio à la reprise de Palazzio mentale, suivre le théâtre. Il aimerait que l'on continue, non pas pour parler de son travail, mais pour rendre compte des changements qu'il apporte aux activités de la Maison de la culture. A son ambiance en tout

Gallotta sur le Cargo

cas, car le programme de la saison 1986-1987 n'a rien d'insolite et d'ailleurs le théâtre domine avec les accueils - Venise sauvée, le Roi Lear, par Mathias Langhoff, Elvire/Jourvet avec Philippe Clevot... Et les productions de Bruno Boivin, qui remplace Georges Lavaudant au Centre dramatique des Alpes, après quelques remous. Les successions en provoquent toujours. Il faut bien que les équipes restantes affirment leur existence en établissant des rapports de force.

La nomination de Jean-Claude Gallotta a également été retardée par les atterrissements du conseil d'administration. Mais le Cargo - nouveau sigle de la Maison de la culture - est prêt à appareiller. Son capitaine ne cherche pas spécialement un changement de cap. Dans

l'immédiat, il veut porter un regard autre sur le théâtre. Son regard bleu joue la naïveté. Il pratique la stratégie du doute : le doute comme signe de sincérité emporte l'adhésion des partenaires.

Jean-Claude Gallotta et Leo Standard - administrateur et en quelque sorte maître à penser - se mettent en position de Hurons. Ils regardent, écoutent, ne craignent pas de s'étonner. Ils accumulent des informations dont ils se serviront. Pas forcément pour mettre en scène du théâtre - ils sont plutôt attirés par le cinéma, mais pour mieux comprendre un monde qui leur paraît mirifique, riche d'argent et de passé, un langage qui n'est pas celui du corps. La question du vocabulaire est importante : « Quand Raul Ruiz a tourné Mammame, raconte Leo Standard, il a dû faire traduire par Jean-Claude ce qu'il demandait aux danseurs. »

Les spectacles de Jean-Claude Gallotta ont un caractère théâtral : ils se construisent à partir de rapports entre des personnages, qui expriment le désir, la tendresse, l'angoisse, la hargne... Mais c'est de la danse même quand les danseurs parlent. Leur jeu obéit à l'humour aigu de leur chorégraphe, aux dérapages inquiets de sa pensée.

Dirigeant leurs évolutions du haut des gradins, il a les soucis d'un metteur en scène : géographie de l'espace, rythme global, précision des enchaînements. Seulement les comportements ne sont pas les mêmes, l'organisation de l'énergie diffère. Peut-être parce que les spectacles de Gallotta sont des ensembles, peut-être simplement parce qu'on porte sur cette danse un regard autre...

COLETTE GODARD.



LE SIGNE Ambiguïté de la nuque droite, des cheveux courts. Mais l'arrondi aperçu de la joue désigne une fille. Une danseuse. En haut, invisible sur les gradins, il y a Jean-Claude Gallotta. Elle regarde, ramassée, crispée par l'attente. Elle attend le signe qui lui rendra sa légèreté élastique, sa souplesse nerveuse. Le signe qui lui rendra son corps.

Le charme des interdits

Le porno quitte l'enfer

C'est tantôt drôle tantôt sordide. Cela a vingt ans ou près de cent. A Avignon, le porno crève l'écran.

Pour la plus grande joie des cinéphiles, les responsables des rencontres cinématographiques et ceux de la cinémathèque de Toulouse ont rassemblé quelques heures d'un programme fait de films clandestins, tournés depuis 1899 jusqu'à la fin des années 60, et conservés dans les « enfers » des cinémathèques ou par des collectionneurs privés.

Rien n'y fait. Ni l'heure tardive des projections ni l'éloignement de la cour du lycée Frédéric-Mistral où elles ont lieu. A minuit, un public impressionnant se bouscule pour assister, et c'est souvent la première fois, au spectacle des fantasmes de celluloid. Les mêmes qui, l'après-midi, prennent part très sérieusement aux autres manifestations cinématographiques, paraissent, en pleine nuit, ému, chahuteurs un peu gênés.

Il faut bien dire que le porno attire plus souvent des publics particuliers, spécialisés. A Avignon, on y vient entre amis ou bien avec sa femme. Cette présence féminine, manifestement moins accoutumée aux exploits qui lui sont proposés, donne une fraîcheur inhabituelle à un spectacle d'ordinaire tristounet. Ainsi les cris épervés à la vision d'un pénis de belle taille ou la réprobation opposée aux amours compliqués d'une jeune femme et d'une sorte de dogue allemand. Dans ces cas-là, l'homme se tait. La femme prend part.

C'est d'ailleurs le principal des enseignements que l'on peut tirer d'une telle soirée. Car on est moins surpris d'apprendre que le cinéma pornographique est aussi vieux que le cinéma tout court. Dès que l'on a tant bien que mal, maîtrisée la confection d'un film, dès que l'on put acquiescer sans trop de frais péculaires, caméra et matériel de projection, les vocations de cinéastes hard core se multipliaient, encouragées par un circuit X beaucoup plus développé au début de ce siècle qu'aujourd'hui. Il n'était pas composé de ces salles totalement obscures habillées désormais les boulevards d'affiches qui ne font plus rire personne, mais plutôt de salons confortables dans les maisons closes de grande réputation, ou bien d'intérieurs discrets de bourgeois désolés.

On constate d'ailleurs que ce circuit-là donnait des films bien plus joyeux qu'aujourd'hui. On bien

n'est-ce là qu'une illusion qui naît de chairs rondes et affolantes, de décors rocoquo et d'intrigues parées d'humour ? Ainsi ce *Saffo e Priape* daté de 1915 et conservé par la Cinémathèque italienne, attribué à son corps défendant à D'Annunzio, dont la scène érotique et les cartons - ont enthousiasmé le public, ou bien encore les aventures du *Baron de la Dérivouille*, dit *Peau de cuir*, ou les malheurs d'un fétichiste des années 10. Mention spéciale pour un dessin animé présenté entre les deux guerres par Les Films d'art et intitulé *Coquin de printemps, une suite symphonique*.

Après guerre, après donc la loi Marthe Richard, soutenue par le MRP, la bourgeoisie cinéaste paraît désertée le monde du cinéma pornographique pour l'abandonner à des faiseurs sans humour, sans argent, qui tournent toujours plus vite et plus mal de petits films sordides préfigurant les productions d'aujourd'hui.

Il faudra attendre les années 60 pour assister au renouveau du genre sous les caméras des papes de l'underground américain, bien vite imités par des metteurs en scène de surface qui donneront les films-cultes que sont devenus *Devil in Miss Jones* ou *Derrière la porte verte*, aussincement diffusés il y a peu par Canal Plus. Peut-être seront-ils l'objet d'une rétrospective à Avignon dans les années qui viennent ? Les festivaliers semblent terriblement attachés au genre.

OLIVIER SCHMITT.

FIGURE

La scène de Duchamp à Balthus

L'esprit de Marcel Duchamp et les postures de Balthus servent de prétexte au théâtre pour parler d'érotisme.

Marcel Duchamp et Balthus érotisent le Festival « off ». Le premier de façon assez racoleuse, le second plus subtilement. Il s'agit bien sûr de deux cas de détournement d'œuvres d'art que les artistes n'avaient pas prévus. Les responsables sont la compagnie Guillaume Cale, qui prend au pied de la lettre la *Marthe mise à nu par ses célibataires, même*, et l'équipe des Beaux Quartiers, qui a travaillé à partir de « postures » à Balthus.

La *Marthe*, jouée à minuit à l'Athénor, rue Séverine, provoque quelques embouteillages humains dans cette rue d'ordinaire bien paisible. On se presse pour admirer une beauté très dénudée, accessoirement pour se cultiver en amusant. La beauté (Anne Seiller) n'est pas décevante, mais la mise en scène et le texte de Benoît Vise manquent de corps.

Quelques jeux de mots surréalistes, deux ou trois allusions à la vie et à l'œuvre de l'auteur des « machines célestes » et quelques attachements coquins ne suffisent pas tout à fait à produire l'effervescence annoncée. Le champagne servi par la mariée manque de bulles et la liqueur versée dans la coupe de son ombilic n'en est pas moins éteinte. Restent de plaisants moments d'espionnage collégien dus au jeu des célestes plus qu'à une finesse du scénario.

« La patience », au contraire, se garde des facilités, et la référence à

Balthus a d'autres motifs que publicitaires. Ce spectacle, programmé à l'heure du déjeuner au Chien qui fume, propose une recherche intéressante sur l'interaction de la peinture, du texte et de la musique. Les amoureux de Balthus y retrouvent les silences énigmatiques et les jeux de perspective invitant au voyeurisme. Les postures sont reconstituées et mises en mouvement avec une double intelligence des lois plastiques et de la symbolique des gestes balthusiens.

Mais Thierry Roisin et Christophe Ménager sont allés plus loin en prenant le risque de faire entrer des mots et des sons dans ces images. Ils ont eu l'idée d'un peintre-chef d'orchestre animateur d'automates, un demi-jour en somme qui commande, par sa respiration, tous les éléments du spectacle. La musique du percussionniste François Marlier accompagne dès lors, avec humour et puissance, les phases de cette création d'un monde.

Quant à l'érotisme, il circule, comme en jeux d'off, entre les postures et les listes de définitions amoureuses empruntées au Kamasutra. Tout passe par la suggestion, jamais par l'affirmation : l'ouverture d'une armoire, le déploiement des cartes d'une « patience », l'évocation du passage d'une fanfare sont d'autant d'incitations à imaginer, poétiquement, ce dont on parle.

B.B.

« Ces deux spectacles, créés au cours de la saison 85-86 en Picardie et à l'Atelier lyrique du Rhin-Colmar, doivent être repris à Paris. On pourra voir notamment la *Patience* en octobre au Musée national d'art moderne, dans le cadre des Rencontres des jeunes créateurs.

La couleur des origines

Intolérance...

Polémique autour de la version restaurée du film de Griffith, projetée dans la Cour d'honneur.

A la suite de l'article de Michel Cournot (le Monde du 25 juillet) sur la présentation à Avignon de la version restaurée d'*Intolérance*, de D.W. Griffith, nous avons reçu de M. Raymond Rohauer, et le Théâtre des amandiers à Nanterre, avec les Rencontres cinématographiques internationales d'Avignon (coproducteurs de la version restaurée d'*Intolérance*, avec accompagnement musical), la lettre suivante, destinée à corriger des « erreurs ».

1) Erreurs historiques concernant le cinéma muet. - Que Michel Cournot préfère voir les films en noir et blanc est son droit le plus légitime, mais laisser croire que D.W. Griffith était hostile au teintage des copies de ses films est une affirmation sans fondement. La croyance naïve selon laquelle les chefs-d'œuvre du cinéma muet ont été conçus et exploités dans la « forme photographique » sous laquelle nous les voyons habituellement est trop répandue pour que nous la laissions passer sous la plume d'un critique. A partir du milieu des années 1910, tout film dramatique d'importance est présenté - en tout cas pour son exploitation première - dans une copie teintée tenant compte des différents climats de l'œuvre : bleu pour les scènes de nuit, vert pour certains extérieurs, histoire pour les intérieurs, sans parler d'effets rouges, orange et violets.

Il faut souligner que beaucoup de films dont la réputation repose sur la splendeur monochrome ont

été précisément conçus dans un esprit polychrome. Ainsi en est-il, par exemple, du *Nosferatu* de Murnau et du *Cabinet du docteur Caligari*. Par ailleurs, il nous est fait un procès d'intention auquel il nous est impossible de ne pas répondre. Il est dit que : « Le massacre du film de Griffith par la teinture et les flonflons répond à des calculs, d'ailleurs malheureux, de pur gros commerce... ». Cette affirmation met gravement en cause notre déontologie. Faut-il rappeler les efforts qui ont été entrepris pour la restauration fidèle de ce film et la création de la *Suite symphonique pour Intolérance*, d'Antoine Duhamel et de Paul Jansen, qui a fait l'objet d'une commande de l'Etat français ?

Que Michel Cournot préfère voir le film sans musique est également un droit que nous ne saurions lui contester, mais écrire : « Sans doute, du temps du muet, certains films étaient-ils accompagnés d'une petite musique de piano... ». Mais par une œuvre comme *Intolérance*, où le caractère achevé de l'image est le spectacle à lui tout seul - relève d'une méconnaissance de l'époque concernée. La plupart du temps, des orchestres interprétaient une partition écrite spécialement pour le film. Dans le cas d'*Intolérance*, il existe des éléments d'une partition originale pour orchestre de Carl Breil déposée et enregistrée à la Bibliothèque du Congrès, à Washington. Quoi qu'il en soit, tous les films de cette époque étaient projetés avec musique (grands orchestres pour les salles d'opéra, petites formations pour les autres).

2) Une erreur due à une lecture trop rapide du programme imprimé à l'occasion des projections d'*Intolérance*. - Michel Cournot nous attribue la diffusion d'une information erronée concernant le tournage en ballon captif des scènes balthusiennes alors que nous précisons bien que c'est « d'après Georges Sadoul » et que la phrase précédente dit très clairement : « Le tournage d'*Intolérance* est resté un mythe depuis 1916. »

[Ce que dit M. Rohauer dans sa réponse est la stricte vérité. Mais l'ai réagi, quant à moi, comme un amateur passionné de chefs-d'œuvre du cinéma muet et blanc muet d'avant 1929. C'est une question de goût. Le grand art du cinéma, c'est, pour moi, les films muets et blancs muets de Stroheim, Chaplin, Keaton, Verne, etc. et ceux de Griffith.]

Sincèrement, j'ai été effrayé par la projection saumâtre-turquoise-bien-des-mers-du-sud et symphonique d'*Intolérance* à Avignon. Le film, ainsi accompagné, m'est apparu flétri, primitif, gauche, beaucoup plus kitsch que l'original, et la séquence contemporaine, la séquence « ouvrière », qui est la vraie ossature de l'ensemble, m'a paru perdre beaucoup de son intensité. Cependant, si l'on écarte la couleur et la musique, qui faussent l'objet de mon compte rendu, eh bien ! il n'est pas naïf que la copie présentée à Avignon est la plus complète actuellement disponible. Simplement, les promoteurs de cette projection n'ont pas admis que quelques « voix », reconnues et dits les choses d'un autre côté. Ils ne sont pas seuls. Aujourd'hui, les responsables de beaucoup d'entreprises, culturelles ou autres, admettent de donner dans la première leurs points de vue, leurs interrogations, et de voir parler des reportages, des portraits, qui secondent la promotion. Mais s'ils lisent autre chose que des « pièces de dossier » ou des « slogans », ils lisent une « critique ». Ils n'ont craint pas leurs yeux, tombés à la renverse, criant au scandale, et pour au pas applaudit police-secours. - M.C.]

Propos recueillis par ODILE QUIROT.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Culture

ARTS

Au Palais de Tokyo

Les meubles de la Ville

Longtemps entassés dans des réserves inaccessibles, les meubles « d'avant-garde » achetés par la Ville de Paris entre les deux guerres sont aujourd'hui exposés de manière permanente au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Trois bas-reliefs géants, en stuc laqué, de Jean Dunand, rattachés du faïence de la Normandie, ornent la nouvelle salle aménagée pour ces témoins de l'art déco. La trentaine de pièces rassemblées ici couvrent en effet la période 1920-1937. Pour autant rien de moins homogène que la production de ce court laps de temps. Leur seul point commun est le luxe, le raffinement des matériaux utilisés : bois exotiques, galuchat, parchemin, peaux de serpent ou ivoire. Un mobilier destiné à une clientèle fortunée mais sensible à l'air du temps, et qui s'adressait volontiers à Mallet-Stevens ou à Frank pour faire construire ou décorer.

On distingue ici très nettement les tenants de la tradition qui s'achève et les premiers créateurs de formes nouvelles. La coiffeuse dorée de Paul Falot, le pare-feu et le fauteuil de Bédouin, ornés de rosaces mécaniques, appartiennent aux premiers. Même l'élégante console « au char » de Ruhlmann, incrustée d'ivoire, ou ses secrétaires dont l'abattant est en peau

Jean Dunand :
« Le sport »
(1935).
L'absence de laque du faïence de la Normandie (détail).

de crocodile restent très conformistes. Et il faut toute l'ingéniosité d'André Arbus, représenté par une table en écaïlle blonde et noire, pour tenter de se soustraire à la routine.

En revanche, Pierre Chareau, l'architecte de la fameuse maison en verre de la rue Saint-Guillaume à Paris, a conçu des meubles étonnants. Un coffre à linge, symphonie et plateau, aux tiroirs s'ouvrant en éventail et dont on doute qu'il ait beaucoup servi à l'usage prévu par son concepteur. Du même style, une psyché géométrique réduite à l'essentiel. Autre innovateur, Michel Dufet, présent ici avec un ensemble — table et sièges



— en bois de palme, métal et peau de pyllon. Le bureau qu'il a conçu pour la Compagnie asturienne des mines, entièrement en zinc, est en cours de restauration. Le tout est ponctué d'objets divers, luminaire de Chareau, miroir d'Étienne Courault, plats et vases de Maurice Daurat. Un bel oiseau de plâtre doré par Zadkine et un rarissime tapis de Da Silva Brulins complètent cet ensemble, finalement disparate, mais passionnant.

E. de R.
★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, sauf lundi, de 10 heures à 17 h 30. Mercredi jusqu'à 20 h 30.

MUSIQUE

Edda Moser au Cap-d'Agde

Les paris du Festival méditerranéen

Souple, léger, courant d'une petite ville à une station de vacances, le Festival méditerranéen apporte la musique à un nouveau public.

Au centre des congrès du Cap d'Agde, Edda Moser chante des lieder de Wagner, Wolf, Brahms et Strauss pour le Festival méditerranéen. Le contraste est violent entre ce port moderne de vacances, un peu décor d'opérette, et l'intensité intérieure du romantisme germanique ; la grande onde maritime de Tristan qui bat les grèves des *Wendrock-Lieder* ne ressemble guère aux plagues étincelantes de soleil où des milliers de corps nus bronzent et font tremper.

Et pourtant, d'emblée, la grande cantatrice allemande, en robe blanche, a établi le contact avec ce public de plus en plus chaleureux qu'elle emmène rêver très loin. Dans l'intimité du récital, on est fasciné par l'art du chant, le travail de la voix, la conduite du souffle qui modifie les couleurs du timbre, la clarté idéale qui, soudain, laisse transparaître un métal très dur et intense, la tragédie abrupte d'un marbre antique qui, le lendemain, devient gouaille espiègle à la Kurt Weill. Sans comprendre les paroles, cha-

cun communie avec l'essence même de cette musique jaillissant comme une fontaine dans la nuit.

Dans une ville comme Le Cap-d'Agde, François Pagès, ce paysan de Camargue, fou de musique, a gagné le pari qu'il faisait, il y a onze ans, en fondant le Festival méditerranéen, de donner de vrais concerts dans les nouvelles stations du littoral. Mais, avec le succès, l'objectif s'est élargi et, cette année, une trentaine de manifestations couvrent dix-sept villes et villages de la côte et de l'arrière-pays. Concerts prestigieux au palais des rois de Majorque de Perpignan, avec Gabriel Bacquier et l'Orchestre du Capitole, ou Lorin Maazel, à la tête du London Symphony Orchestra, au château d'O, ouvert pour l'occasion par le conseil général de l'Hérault, avec José Carreras et l'Orchestre de Lyon, ou au château de Castries, avec Maurice André et l'Orchestre de Strasbourg, mais aussi dans maintes petites villes aux noms chantants, Baixas, Saint-Paul-de-Fenouillet, Port-Barcarès, Espézel, Elne, Lodede, Amélie-les-Bains, etc.

Une organisation légère, des équipes de jeunes enthousiastes qui vont d'un lieu à l'autre, l'association de mécènes puissants conquis par l'idéalisme et le dynamisme de François Pagès, l'aide des collectivités lo-

cales, c'est le secret d'une réussite qui se prolonge chaque hiver par des animations gratuites offertes aux écoliers et aux habitants de petits villages dans les Pyrénées-Orientales, la Lozère et les Bouches-du-Rhône. Car il s'agit avant tout de faire connaître et aimer la musique à ceux qui, la plupart du temps, en sont privés.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Festival méditerranéen : boîte postale 4, 13129 Salin-de-Giraud. Tél. : 42-86-66-66.

CINÉMA

● Faye Dunaway productrice. — Elle produira la version cinéma de la pièce de Donald Freed *Circus and Bravos*, qui lui vaut un triomphe à Londres sous la direction de Harold Pinter. L'action se situe à Camp David. Faye Dunaway y est une ancienne reine de beauté aujourd'hui présidente de la République et agent secret. Par la suite, elle sera la grand-mère (détail) du personnage central de *Cold Sassy Tree*, d'après le roman d'Olivia Ann Burns et s'attachera enfin à son projet fétiche : la vie de Victoria Woodhull, la première femme qui se soit portée candidate à la présidence des États-Unis.

THÉÂTRE

Dans les villas vésuviennes de Naples

Révolution sur le « Mille d'or »

« Prima della Bastiglia » (avant la Bastille) : tel est le titre générique que l'Association des villas vésuviennes a donné au premier festival théâtral organisé ce mois de juillet à Herculaneum.

Villas vésuviennes ? Il s'agit d'une centaine de très nobles maisons de campagne, parfois véritables palais que l'aristocratie du royaume de Naples et de Sicile avait édifiés dans la seconde moitié du XVIII^e siècle afin de n'être point trop éloignée, fin de la période d'un été, de la famille royale, qui avait choisi de « faire construire » à Portici, immédiatement au sud de la capitale. Avec leur entrée tournée vers le Vésuve et leur façade postérieure donnant sur la mer Tyrrénienne, elles avaient si fière allure, ces demeures baroques, quasiment au corde à corde, qu'on a surnommé le « Mille d'or », ce bref segment de golfe qui va des portes de Naples jusqu'à Torre del Greco, en passant par Herculaneum.

Aujourd'hui, les villas vésuviennes sont enserrées dans la banlieue industrielle et populaire qui s'étend au sud de la cité parthénopéenne. Enserrées ? Elles ont, en fait, pour nombre d'entre elles, été prises d'assaut par des armées de squatters dont la conservation du patrimoine est le moindre souci. Quant aux autorités italiennes, avec leur quelque deux millions d'œuvres d'art à ce jour recensées, la sauvegarde du « Mille d'or » n'est pas non plus pour elles une préoccupation lancinante.

Le festival des villas vésuviennes, c'est donc d'abord, chaque soir, la réapparition aux yeux éblouis de quelque cinq cents personnes de la villa Campolieto, restaurée grâce au dynamisme d'une association *ad hoc* : à quelques centaines de mètres de l'entrée des fameuses fouilles, c'est un petit palais tout en grâces baroques qu'on aurait certainement pris jusqu'en 1979, année du début des travaux, pour le siège de longue date d'une quelconque administration. Le péristyle elliptique aux colonnettes geminées encadre une cour pavée qui forme le plus élégant des parterres. Quant à la façade, avec ses lignes savantes mais graves, sa blancheur retrouvée, qui fait saillir l'ombre profonde de l'ancienne entrée des carrosses, elle coiffe un décor évident pour un festival de théâtre désormais consacré au dix-huitième siècle.

« Les Villas vésuviennes nous rappellent une époque où Naples était partie intégrante et heureuse de l'Europe », explique M. Luca di Fusco, directeur artistique du festival. Il y a eu cette « terrible laceration » qui, une première fois avec la Révolution française, puis, définitivement, avec le rattachement en 1860 du royaume des Bourbons à l'Italie, « a privé la cité de son caractère international ».

Les Villas vésuviennes ont pour ambition de « contribuer à réduire cette fracture et internationaliser à nouveau » l'ancienne capitale de cette région. Une initiative qui, bien entendue, s'ajoute à beaucoup d'autres, tant il est vrai que Naples s'acharne, au prix de mille difficultés, à disputer à une Rome, il est vrai somnolente le titre de métropole culturelle du sud de la péninsule.

Le dernier Grand-Duc

« Avant la Bastille », c'est une demi-douzaine de pièces (deux ont été écrites pour la circonstance par Vincenzo Cerami et Fabio D'Amico), dont le thème, l'ambiance, le lieu ou le moment annoncent cette révolution qui va submerger l'Europe. La plus étonnante est sans doute le *ventre du géant*, de D'Amico, chronique décadente des derniers instants de Jean-Gaston de Médicis, dernier des grands-ducs de la célèbre dynastie toscane, mort en 1737. Au programme également, *Turcarei*, de Lesage, *Famela*, de Goldoni, et *Au Perroquet vert*, de Schmitzer — jouée en français dans la mise en scène que Sarah Vajda avait déjà proposée au Festival du Marais.

Pour cette dernière représentation, le public italien, souvent distrait et remuant, était exceptionnellement attentif. Il y a, de fait, quelque chose de fascinant dans l'histoire de ce groupe d'aristocrates qui viennent s'encanaler dans un caboulot, alors que Paris bruisse des rumeurs d'une marche sur la Bastille. Et lorsqu'un vrai cheval les tire sur une charrette où ils ont chargé le corps de l'un d'entre eux mystérieusement assassiné, c'est déjà, bien sûr, l'image des futurs guillotins. Et l'orchestre, véritable feu d'artifice, qui embrase en finale la façade de la villa Campolieto, c'est naturellement la prémonition des gigantesques incendies politiques à venir.

Mais où s'arrête le théâtre ? Partout, aux fenêtres des HLM voisins et des anciens palais lépreux occupés par les familles nombreuses, les gens se sont mis aux balcons pour recueillir, eux aussi, quelques éclats de la fête.

JEAN-PIERRE CLERC.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Mes années 60

1 Un mot de Baudelaire

Il y a un mot de Baudelaire, du Baudelaire des dernières années, malade, déprimé, bientôt aphasique, qui m'a toujours ému jusqu'aux larmes, tant il exprime la réalité de l'écrivain. Un petit jeune homme, comme il y en a toujours eu, lui parlait avec suffisance de littérature et affichait son mépris pour ce qui s'était écrit en France, disons entre 1850 et 1880. Et Baudelaire : « Monsieur, j'écris en ce temps-là ! » On ne dira jamais mieux : les belles années de la littérature, les décennies prodigieuses dans ce fragment de siècle qui nous a été concédé, ce seront toujours celles où nous avons joué un rôle. Petit ou grand, il n'est pas la question. Nous écrivions, et les présidents de la République, et les directeurs de journaux, et les autres plumitifs de notre espèce, si célèbres fussent-ils, n'étaient plus nos cousins.

Dans cette « Chronique des années 60 » qu'il m'a confiée, Michel Winock organise avec brio, deux épisodes (9) — « Les hebédoes font peu mouve » : 10 — « L'homme n'est plus dans l'homme », l'un relatant la mutation de l'Observateur et de l'Express, l'autre ce qui se portait en littérature et en philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication : entre ma trentième et ma quarantième année, je n'ai rien publié. Pas le plus petit roman, même d'amour. Pas l'ombre d'un essai, même sur le nouveau roman, le général de Gaulle ou l'Etat d'Israël. Pas la moindre plaquette de poèmes de jeunesse amoureux ou de philosophie, ont brutalement attiré mon attention. Quand on me parle des années 60, je fais un peu le sourcil orléanais. Ces années-là me semblent entachées d'un vice de fabrication :

Radio-télévision

Mardi 29 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Série** : *Vive la comédie* : la Portefeuille. D'Octave Mirbeau, mise en scène de Paul Flanjon. Avec Pierre Vernier, Christine Murillo, Jean-M. Molo, André Haber, Michel Dussan, André Gilie. Une péripétie comique arrêtée par des agents fait un scandale devant le commissariat. Le commissaire de police demande à rester seul avec elle pour lui faire un peu de morale... Une jeune femme proteste. D'Engel Labiche, mise en scène Gérard Caland. Avec Gérard Lussine, Gérard Caland et Jean-Marie Proulx. *Dardard réveille* : Pontichet en pleine nuit pour lui demander la main de sa fille, qu'il a épousée le soir même au théâtre.
- 21 h 35 **Cinéma** : *L'amour fugitif*. Film français de Pascal Ortega (1983). Avec Marcel Bozzuffi, Mick Ford, Catherine Lachaux, Xavier Cassem.
- 22 h 55 **Journal**.
- 23 h 10 **Carnet de bord**. Le Tour de France à la voile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 30 **Cinéma** : *Mario-Antoinette*. Film français de Jean Delamoy (1955), avec M. Morgan, R. Todd, J. Morel, J. Boitel, A. Boitel, A. Charraud, G. Tréjan, D. Coccadi, A. Carrière.
- 21 h 30 **Cinéma** : *La vie de Marie-Antoinette*, devenue reine de France à la mort de Louis XV, en 1774, jusqu'à sa condamnation et son exécution, en 1793. Ses amours avec le comte de Axel de Fersen. Film d'histoire romanesque, à la mise en scène très soignée. Reconstitution des principaux événements du règne de Louis XVI et de la Révolution. Tableaux de genre, intimistes et psychologiques. Michèle Morgan remarquable.
- 22 h 35 **Jazz à Antibes**. Réal. Jean-Christophe Averty. Extraits du 27^e Festival d'Antibes-Juan-les-Pins.
- 23 h 50 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma** : *Du sang dans la poussière*. Film américain de Richard Fleischer (1974), avec

- L. Marvin, G. Grimes, R. Howard, C.-M. Smith, A. Hunnicutt, N. Berry.
- 22 h 5 **Journal**.
- 22 h 30 **Musique** : *Musique à l'avenue*. Le Festival d'Avignon accueille cette année des groupes de musique africaine venus du Zaïre : Ray Loma, Yama, Lulu, Elanga Nkoko et Lokando Bolfo.
- 23 h 25 **Préface à la nuit**.
- 23 h 35 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

- 20 h 35, *Un été d'été*, film français de Michel Schock ; 22 h 30, *La fièvre de For*, film américain de Charlton Heston ; 0 h, *L'annuaire est en jeu*, film français de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série* : *Hollywood Blues*.

LA 5

- 20 h 30, *Série* : *K 2000* ; 21 h 25, *Série* : *Kojak* ; 22 h 25, *Magazine* : *Jonathan* ; 23 h 10 à 2 h 40, *Rediffusions*.

TV 6

- 20 h, *Tonic 6* ; 23 h, *NRJ 6* ; 0 h, *Tonic 6*.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 *Le journal du corps* : les livres que nous avons aimés, avec David Le Breton et le professeur Georges Mathé.
- 0 h 10 *Du jour au lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 5 **Concert** (en direct de la salle Molière à Montpellier) : œuvres de Puccini, Verdi, Donizetti, Rossini, Leoncavallo, Mozart, par M. Piccini, baryton, et M. Faubon, piano.
- 20 h 30 *L'air de soir* : œuvres de Bottesini, Salieri, Cimarosa, Donizetti.
- 21 h 45 **Concert** (donné les 9, 10 et 11 juillet aux arènes de Nîmes) : Le corsaire, opéra de Verdi, par l'orchestre et les chœurs du Grand Théâtre de Bordeaux, dir. E. Krivine. Chef des chœurs, R. Gandolfi. Avec G. Lambert, S. Evstieva, G. Scandola.
- 0 h *Jazz* : *Point G*.

Mercredi 30 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14 h 45 *Les habits du dimanche* (rediff.).
- 15 h 35 **Croque-vacances**. Rémi : *Mme Pepperpote* : variétés ; bricolage ; vidéo surprise de l'été ; Le roi Arthur : *Craque-vacances* ; Le vagabond ; Variétés-show avec Gérard Blanchard, Nathalie L'Hermite, Jean-Jacques Goldman, Pit et Rick.
- 17 h 25 **Boîte à mots**.
- 17 h 30 **Feuilleton** : *Nick Verlane ou comment voler la tour Eiffel* (rediff.).
- 18 h 25 **Mini-journal**, pour les jeunes.
- 18 h 35 **Feuilleton** : *Danses avec moi* (rediff.).
- 19 h 10 *La vie des Botes*.
- 19 h 40 *Le masque et les plumes*.
- 19 h 50 *Tirage du TAO-Tac*.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 30 *Tirage du Loto*.
- 20 h 35 **Feuilleton** : *Les aventures du jeune Patrick Pocard*. D'après le roman de Justus Pfäfer, réal. Gero Ehrhardt. Avec Hendrik Mertz, Peter Bongartz, Jean-Claude Bouillon.
- 21 h 30 **Théâtre** : *Le printemps*. Spectacle historique de D. Guénou, mise en scène de D. Guénou. Réal. P. Cavallias. Avec D. Bonnard, J.-M. Bruyère, R. Condamin, L. Davy. Deuxième partie : *Autour de 1510*. *Michel-Ange*, qui n'aime pas la peinture, se voit contraint de réaliser les fresques du plafond de la chapelle Sixtine ; Copernic, de retour en Pologne, mène une vie effacée comme secrétaire de son oncle, évêque ; Bartolomé de Las Casas, devenu prêtre, s'est établi en Amérique centrale ; Luther est au couvent.
- 23 h 30 **Journal**.
- 45 **Carnet de bord**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 14 h 20 **Documentaire** : *Des ponts et des murs*. De Jean-Jacques Peche. *Voyage au Liban* : une approche différente de ce pays en guerre depuis onze ans à travers l'histoire d'hommes et de femmes ordinaires qui organisent tant bien que mal une vie quotidienne.
- 15 h 20 **Feuilleton** : *Christa* (rediff.).
- 15 h 50 **Sport** : *Golf* : open de Grande-Bretagne ; escrime : championnats du monde.
- 18 h 25 **Série** : *Capitol*.
- 18 h 30 *Jeu* : *Des chiffres et des lettres*.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 *Affaires suivantes*.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Téléfilm** : *Rendez-vous manqués*. D'A. Le Page et C. Waton. Réal. P. Meunier. Avec Bernadette Le Saché, Michael Lonsdale, Geneviève Onini, Georges Claisse.
- 21 h *Aline*, dont le métier est d'aider les autres à y voir clair (elle est orthoptiste), mène une vie en apparence réglée entre une grand-mère qui recopie des livres en braille et une jeune sœur qui joue du violoncelle et aime passionnément un « médecin sans frontières ». Tourmentée par un fond de morale bourgeoise, Aline s'efforce de cacher les liaisons qu'elle entretient avec un ophtalmologiste japonais, qu'elle fréquente et avec un patron d'usine de poupées, play-boy. Un jour, elle rencontre Moralis, à l'occasion d'un accouchement de voiture, et en tombe amoureux. Celui-ci disparaît comme il était venu.
- 21 h 55 **Jazz à Antibes**. Réal. Jean-Christophe Averty.
- 23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 16 h 30 **Emission régionale**.
- 17 h 30 **Série** : *Terrain en bouche*. Le couple de brasseurs à la betterave rouge.
- 17 h 45 **Festival de Bourges**. Le groupe de rock Supers.

- 18 h 15 **Série** : *Cheval mon ami*. La Romeria del rocío, émission de Jean-Paul Blondeau. Chaque année, de nombreux pèlerins se mettent en route à pied, mais aussi à cheval, pour aller célébrer cette grande fête d'Andalousie.
- 18 h 45 **Journal des festivals**.
- 19 h 15 *La 19-20 de l'information*.
- 19 h 15 **Actualités régionales**.
- 19 h 55 **Dessin animé** : *Les entechers*.
- 20 h 5 **Les jeux**, à Cagnes-sur-Mer.
- 20 h 35 **Variétés** : *Doudou N'Diaye Rose*. Emission de Béatrice Soult, réalisation Pierre Jassens.
- 21 h 25 **Théâtre** : *Magazine de la mer*. De Georges Perroud. Les pieds lourds : les derniers scaphandriers.
- 22 h 5 **Journal**.
- 22 h 30 **Cinéma** : *Le montreur d'ours*. Film français de Jean Fiechtel (1983), avec P. Tard, N. Stadik, P. Meyer, R. de Peira, S. Lagueny, M. Amont.
- 23 h 30 *Un jeune paysan de l'Ariège, débarras d'échapper à une condition misérable, quitte son village avec un ours apprivoisé qu'il présente dans les foires. A partir d'une anecdote authentique, une sorte d'itinéraire d'initiation à la vie et aux idées sociales de l'époque. Production régionale. Le film est parlé en occitan et sous-titré.*
- 0 h 20 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

- 15 h 15, *Série* : *Explos* à la mode ; 16 h 15, *Téléfilm* : *Cherchez l'erreur* de Jack Gold ; En direct jusqu'à 18 h 15, *Série* : *En direct* ; 18 h 15, *Série* : *En direct* ; 19 h 15, *Série* : *En direct* ; 20 h 15, *Série* : *En direct* ; 21 h 15, *Série* : *En direct* ; 22 h 15, *Série* : *En direct* ; 23 h 15, *Série* : *En direct* ; 24 h 15, *Série* : *En direct* ; 25 h 15, *Série* : *En direct* ; 26 h 15, *Série* : *En direct* ; 27 h 15, *Série* : *En direct* ; 28 h 15, *Série* : *En direct* ; 29 h 15, *Série* : *En direct* ; 30 h 15, *Série* : *En direct* ; 31 h 15, *Série* : *En direct* ; 32 h 15, *Série* : *En direct* ; 33 h 15, *Série* : *En direct* ; 34 h 15, *Série* : *En direct* ; 35 h 15, *Série* : *En direct* ; 36 h 15, *Série* : *En direct* ; 37 h 15, *Série* : *En direct* ; 38 h 15, *Série* : *En direct* ; 39 h 15, *Série* : *En direct* ; 40 h 15, *Série* : *En direct* ; 41 h 15, *Série* : *En direct* ; 42 h 15, *Série* : *En direct* ; 43 h 15, *Série* : *En direct* ; 44 h 15, *Série* : *En direct* ; 45 h 15, *Série* : *En direct* ; 46 h 15, *Série* : *En direct* ; 47 h 15, *Série* : *En direct* ; 48 h 15, *Série* : *En direct* ; 49 h 15, *Série* : *En direct* ; 50 h 15, *Série* : *En direct* ; 51 h 15, *Série* : *En direct* ; 52 h 15, *Série* : *En direct* ; 53 h 15, *Série* : *En direct* ; 54 h 15, *Série* : *En direct* ; 55 h 15, *Série* : *En direct* ; 56 h 15, *Série* : *En direct* ; 57 h 15, *Série* : *En direct* ; 58 h 15, *Série* : *En direct* ; 59 h 15, *Série* : *En direct* ; 60 h 15, *Série* : *En direct* ; 61 h 15, *Série* : *En direct* ; 62 h 15, *Série* : *En direct* ; 63 h 15, *Série* : *En direct* ; 64 h 15, *Série* : *En direct* ; 65 h 15, *Série* : *En direct* ; 66 h 15, *Série* : *En direct* ; 67 h 15, *Série* : *En direct* ; 68 h 15, *Série* : *En direct* ; 69 h 15, *Série* : *En direct* ; 70 h 15, *Série* : *En direct* ; 71 h 15, *Série* : *En direct* ; 72 h 15, *Série* : *En direct* ; 73 h 15, *Série* : *En direct* ; 74 h 15, *Série* : *En direct* ; 75 h 15, *Série* : *En direct* ; 76 h 15, *Série* : *En direct* ; 77 h 15, *Série* : *En direct* ; 78 h 15, *Série* : *En direct* ; 79 h 15, *Série* : *En direct* ; 80 h 15, *Série* : *En direct* ; 81 h 15, *Série* : *En direct* ; 82 h 15, *Série* : *En direct* ; 83 h 15, *Série* : *En direct* ; 84 h 15, *Série* : *En direct* ; 85 h 15, *Série* : *En direct* ; 86 h 15, *Série* : *En direct* ; 87 h 15, *Série* : *En direct* ; 88 h 15, *Série* : *En direct* ; 89 h 15, *Série* : *En direct* ; 90 h 15, *Série* : *En direct* ; 91 h 15, *Série* : *En direct* ; 92 h 15, *Série* : *En direct* ; 93 h 15, *Série* : *En direct* ; 94 h 15, *Série* : *En direct* ; 95 h 15, *Série* : *En direct* ; 96 h 15, *Série* : *En direct* ; 97 h 15, *Série* : *En direct* ; 98 h 15, *Série* : *En direct* ; 99 h 15, *Série* : *En direct* ; 100 h 15, *Série* : *En direct* ; 101 h 15, *Série* : *En direct* ; 102 h 15, *Série* : *En direct* ; 103 h 15, *Série* : *En direct* ; 104 h 15, *Série* : *En direct* ; 105 h 15, *Série* : *En direct* ; 106 h 15, *Série* : *En direct* ; 107 h 15, *Série* : *En direct* ; 108 h 15, *Série* : *En direct* ; 109 h 15, *Série* : *En direct* ; 110 h 15, *Série* : *En direct* ; 111 h 15, *Série* : *En direct* ; 112 h 15, *Série* : *En direct* ; 113 h 15, *Série* : *En direct* ; 114 h 15, *Série* : *En direct* ; 115 h 15, *Série* : *En direct* ; 116 h 15, *Série* : *En direct* ; 117 h 15, *Série* : *En direct* ; 118 h 15, *Série* : *En direct* ; 119 h 15, *Série* : *En direct* ; 120 h 15, *Série* : *En direct* ; 121 h 15, *Série* : *En direct* ; 122 h 15, *Série* : *En direct* ; 123 h 15, *Série* : *En direct* ; 124 h 15, *Série* : *En direct* ; 125 h 15, *Série* : *En direct* ; 126 h 15, *Série* : *En direct* ; 127 h 15, *Série* : *En direct* ; 128 h 15, *Série* : *En direct* ; 129 h 15, *Série* : *En direct* ; 130 h 15, *Série* : *En direct* ; 131 h 15, *Série* : *En direct* ; 132 h 15, *Série* : *En direct* ; 133 h 15, *Série* : *En direct* ; 134 h 15, *Série* : *En direct* ; 135 h 15, *Série* : *En direct* ; 136 h 15, *Série* : *En direct* ; 137 h 15, *Série* : *En direct* ; 138 h 15, *Série* : *En direct* ; 139 h 15, *Série* : *En direct* ; 140 h 15, *Série* : *En direct* ; 141 h 15, *Série* : *En direct* ; 142 h 15, *Série* : *En direct* ; 143 h 15, *Série* : *En direct* ; 144 h 15, *Série* : *En direct* ; 145 h 15, *Série* : *En direct* ; 146 h 15, *Série* : *En direct* ; 147 h 15, *Série* : *En direct* ; 148 h 15, *Série* : *En direct* ; 149 h 15, *Série* : *En direct* ; 150 h 15, *Série* : *En direct* ; 151 h 15, *Série* : *En direct* ; 152 h 15, *Série* : *En direct* ; 153 h 15, *Série* : *En direct* ; 154 h 15, *Série* : *En direct* ; 155 h 15, *Série* : *En direct* ; 156 h 15, *Série* : *En direct* ; 157 h 15, *Série* : *En direct* ; 158 h 15, *Série* : *En direct* ; 159 h 15, *Série* : *En direct* ; 160 h 15, *Série* : *En direct* ; 161 h 15, *Série* : *En direct* ; 162 h 15, *Série* : *En direct* ; 163 h 15, *Série* : *En direct* ; 164 h 15, *Série* : *En direct* ; 165 h 15, *Série* : *En direct* ; 166 h 15, *Série* : *En direct* ; 167 h 15, *Série* : *En direct* ; 168 h 15, *Série* : *En direct* ; 169 h 15, *Série* : *En direct* ; 170 h 15, *Série* : *En direct* ; 171 h 15, *Série* : *En direct* ; 172 h 15, *Série* : *En direct* ; 173 h 15, *Série* : *En direct* ; 174 h 15, *Série* : *En direct* ; 175 h 15, *Série* : *En direct* ; 176 h 15, *Série* : *En direct* ; 177 h 15, *Série* : *En direct* ; 178 h 15, *Série* : *En direct* ; 179 h 15, *Série* : *En direct* ; 180 h 15, *Série* : *En direct* ; 181 h 15, *Série* : *En direct* ; 182 h 15, *Série* : *En direct* ; 183 h 15, *Série* : *En direct* ; 184 h 15, *Série* : *En direct* ; 185 h 15, *Série* : *En direct* ; 186 h 15, *Série* : *En direct* ; 187 h 15, *Série* : *En direct* ; 188 h 15, *Série* : *En direct* ; 189 h 15, *Série* : *En direct* ; 190 h 15, *Série* : *En direct* ; 191 h 15, *Série* : *En direct* ; 192 h 15, *Série* : *En direct* ; 193 h 15, *Série* : *En direct* ; 194 h 15, *Série* : *En direct* ; 195 h 15, *Série* : *En direct* ; 196 h 15, *Série* : *En direct* ; 197 h 15, *Série* : *En direct* ; 198 h 15, *Série* : *En direct* ; 199 h 15, *Série* : *En direct* ; 200 h 15, *Série* : *En direct* ; 201 h 15, *Série* : *En direct* ; 202 h 15, *Série* : *En direct* ; 203 h 15, *Série* : *En direct* ; 204 h 15, *Série* : *En direct* ; 205 h 15, *Série* : *En direct* ; 206 h 15, *Série* : *En direct* ; 207 h 15, *Série* : *En direct* ; 208 h 15, *Série* : *En direct* ; 209 h 15, *Série* : *En direct* ; 210 h 15, *Série* : *En direct* ; 211 h 15, *Série* : *En direct* ; 212 h 15, *Série* : *En direct* ; 213 h 15, *Série* : *En direct* ; 214 h 15, *Série* : *En direct* ; 215 h 15, *Série* : *En direct* ; 216 h 15, *Série* : *En direct* ; 217 h 15, *Série* : *En direct* ; 218 h 15, *Série* : *En direct* ; 219 h 15, *Série* : *En direct* ; 220 h 15, *Série* : *En direct* ; 221 h 15, *Série* : *En direct* ; 222 h 15, *Série* : *En direct* ; 223 h 15, *Série* : *En direct* ; 224 h 15, *Série* : *En direct* ; 225 h 15, *Série* : *En direct* ; 226 h 15, *Série* : *En direct* ; 227 h 15, *Série* : *En direct* ; 228 h 15, *Série* : *En direct* ; 229 h 15, *Série* : *En direct* ; 230 h 15, *Série* : *En direct* ; 231 h 15, *Série* : *En direct* ; 232 h 15, *Série* : *En direct* ; 233 h 15, *Série* : *En direct* ; 234 h 15, *Série* : *En direct* ; 235 h 15, *Série* : *En direct* ; 236 h 15, *Série* : *En direct* ; 237 h 15, *Série* : *En direct* ; 238 h 15, *Série* : *En direct* ; 239 h 15, *Série* : *En direct* ; 240 h 15, *Série* : *En direct* ; 241 h 15, *Série* : *En direct* ; 242 h 15, *Série* : *En direct* ; 243 h 15, *Série* : *En direct* ; 244 h 15, *Série* : *En direct* ; 245 h 15, *Série* : *En direct* ; 246 h 15, *Série* : *En direct* ; 247 h 15, *Série* : *En direct* ; 248 h 15, *Série* : *En direct* ; 249 h 15, *Série* : *En direct* ; 250 h 15, *Série* : *En direct* ; 251 h 15, *Série* : *En direct* ; 252 h 15, *Série* : *En direct* ; 253 h 15, *Série* : *En direct* ; 254 h 15, *Série* : *En direct* ; 255 h 15, *Série* : *En direct* ; 256 h 15, *Série* : *En direct* ; 257 h 15, *Série* : *En direct* ; 258 h 15, *Série* : *En direct* ; 259 h 15, *Série* : *En direct* ; 260 h 15, *Série* : *En direct* ; 261 h 15, *Série* : *En direct* ; 262 h 15, *Série* : *En direct* ; 263 h 15, *Série* : *En direct* ; 264 h 15, *Série* : *En direct* ; 265 h 15, *Série* : *En direct* ; 266 h 15, *Série* : *En direct* ; 267 h 15, *Série* : *En direct* ; 268 h 15, *Série* : *En direct* ; 269 h 15, *Série* : *En direct* ; 270 h 15, *Série* : *En direct* ; 271 h 15, *Série* : *En direct* ; 272 h 15, *Série* : *En direct* ; 273 h 15, *Série* : *En direct* ; 274 h 15, *Série* : *En direct* ; 275 h 15, *Série* : *En direct* ; 276 h 15, *Série* : *En direct* ; 277 h 15, *Série* : *En direct* ; 278 h 15, *Série* : *En direct* ; 279 h 15, *Série* : *En direct* ; 280 h 15, *Série* : *En direct* ; 281 h 15, *Série* : *En direct* ; 282 h 15, *Série* : *En direct* ; 283 h 15, *Série* : *En direct* ; 284 h 15, *Série* : *En direct* ; 285 h 15, *Série* : *En direct* ; 286 h 15, *Série* : *En direct* ; 287 h 15, *Série* : *En direct* ; 288 h 15, *Série* : *En direct* ; 289 h 15, *Série* : *En direct* ; 290 h 15, *Série* : *En direct* ; 291 h 15, *Série* : *En direct* ; 292 h 15, *Série* : *En direct* ; 293 h 15, *Série* : *En direct* ; 294 h 15, *Série* : *En direct* ; 295 h 15, *Série* : *En direct* ; 296 h 15, *Série* : *En direct* ; 297 h 15, *Série* : *En direct* ; 298 h 15, *Série* : *En direct* ; 299 h 15, *Série* : *En direct* ; 300 h 15, *Série* : *En direct* ; 301 h 15, *Série* : *En direct* ; 302 h 15, *Série* : *En direct* ; 303 h 15, *Série* : *En direct* ; 304 h 15, *Série* : *En direct* ; 305 h 15, *Série* : *En direct* ; 306 h 15, *Série* : *En direct* ; 307 h 15, *Série* : *En direct* ; 308 h 15, *Série* : *En direct* ; 309 h 15, *Série* : *En direct* ; 310 h 15, *Série* : *En direct* ; 311 h 15, *Série* : *En direct* ; 312 h 15, *Série* : *En direct* ; 313 h 15, *Série* : *En direct* ; 314 h 15, *Série* : *En direct* ; 315 h 15, *Série* : *En direct* ; 316 h 15, *Série* : *En direct* ; 317 h 15, *Série* : *En direct* ; 318 h 15,

Échecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
LONDRES-
LENINGRAD
1986

Première partie

« Comme un dimanche anglais... »

Vingt et un coups, trois heures trente-cinq minutes de jeu, aucune émotion : « Comme un dimanche anglais... » La sentence vient d'un commissaire, le très jeune grand maître anglais Nigel Short, vingt ans, et déjà neuvième joueur mondial.

Pourtant, la première partie du match revanche, jouée le lundi 28 juillet et terminée par une malicieuse proposition de Karpov, avait commencé par une forte surprise : le choix par Karpov de la défense Grünfeld, la préférée de Fischer, mais dont nul grand maître à Londres ne se souvient

depuis quand le champion du monde a bien pu l'employer. Cette défense signale d'entrée le degré de préparation de Karpov dans le domaine des ouvertures et constitue une petite victoire psychologique pour le champion du monde. Karpov n'a pas cherché, d'ailleurs, grand-chose, sauf à forcer l'échange de dames, ce qui induisait une certaine circonspection devant la défense choisie par son rival.

Score : un demi-point chacun. Deuxième partie mercredi.

Le sacre de Londres

LONDRES
de notre correspondant

L'un est impossible, l'autre pas ; et ce dernier « Karpov » est vraiment un champion de la litote lorsqu'il comble qu'ils sont « différents ». Il n'y a pas de l'échiquier qui sépare les deux hommes. Ils n'ont manifestement rien de commun, si ce n'est leur nationalité soviétique.

Leur dramatique face à face a commencé le lundi 28 juillet à 17 heures au Park Lane Hotel, dans la « salle de bal », un endroit plus propice qu'on ne pourrait le penser, car il a déjà failli servir à d'autres débats historiques. En effet, cette immense pièce avait été transformée en théâtre durant la deuxième guerre mon-

diale pour accueillir la Chambre des communes, au cas où le Parlement aurait été détruit par les bombes.

Les Britanniques n'ont pas lésiné pour s'assurer le privilège d'organiser ce « sommet » entre les deux supergrands. Toutefois, Londres a dû partager cet honneur avec Leningrad, où aura lieu la seconde partie de la rencontre.

Pour la soirée d'ouverture, présidée dimanche soir par M. Thatcher, premier ministre, on avait déployé tous les fastes du show bizz occidental. La salle de bal avait été transformée en gigantesque échiquier, sur lequel se déplaçaient les invités qui avaient été priés de s'habiller en noir ou en blanc. Aux quatre coins, quatre tours, les uns

représentant, « of course », la « tour de Londres », les autres la cathédrale Saint-Basile qui domine la place Rouge à Moscou. Et l'on n'avait pas manqué de convier les vedettes de la dernière comédie musicale à succès qui se joue en ce moment dans le West-End, Chess (Echiquiers).

Tout a été prévu pour le confort des joueurs : limousines, suites luxueuses à l'hôtel et, pour chacun d'eux, une résidence « secrète » louée au prix fort (pas moins de 20 000 francs la semaine) afin qu'ils puissent se faire une idée de la retraite avec les membres de leur braintrust.

Ces athlètes du jeu le plus cérébral qui soit ont beau venir du communisme et pratiquer l'ascétisme avant et pendant les grands tournois, ils ont souvent, on le sait, des caprices de diva. Certains organisateurs des précédents championnats s'en arrachent encore les cheveux. Cette fois, jusqu'à présent, pas d'excès notables. La requête de Karpov, pour qu'il aille réserver la semaine dernière, un court de badminton, passe pour être la moindre des choses, de même que le court de tennis pour Karpov.

Les Anglais sont très fiers de l'éclairage de la table de jeu, un ensemble de lampes fluorescentes automatiquement réglables, un système qui ne laisse aucune ombre et qui ferait, dit-on, pâlir de jalousie les chirurgiens les plus exigeants. Ils sont aussi fiers de l'échiquier de 50 cm de côté encastré dans une table rectangulaire en bois rouge, sous laquelle a été monté un dispositif électronique permettant de transmettre immédiatement chaque coup joué sur tous les écrans du circuit intérieur de télévision du Park Lane Hotel.

M. Stewart Reuben, dirigeant de la Fédération britannique d'échecs, estime n'avoir rien laissé au hasard, en espérant qu'il ne connaîtra pas l'un de ces incidents, comme il y en a eu dans le passé, pour un fauteuil trop pivotant, pour le goût suspect des yaourts ou pour la prétendue présence du KGB. Pour le fauteuil, Karpov a refusé cependant celui qu'on lui avait attribué, disant qu'il le trouvait trop confortable et qu'il craignait de s'y assoupir.

On a cependant prévu d'inevitables contestations. « Moins il y a de joueurs, plus c'est compliqué », soupire M. Reuben. Pour un tournoi réunissant 1 500 participants, il faut 30 officiels. Là, il en faut 80 pour deux joueurs, sans compter les trois arbitres (1) et les trois membres de la commission d'appel. « Mais le rêve de M. Reuben est enfin réalisé : Londres aura eu son championnat du monde. Pour cela, il a fallu d'innombrables démarches et des trésors de persuasion. Tous les concours ont été nécessaires, y compris celui du fils du ministre britannique des finances qui, comme chacun sait, porte le titre de chancelier de l'Echiquier.

Ce « sacre » de Londres, qui avait déjà accueilli en 1983 la demi-finale des prétendants au titre mondial, et, en 1984, le match URSS-reste du monde, est digne de la place, la première, exceptée l'invincible Union soviétique, prise en une dizaine d'années seulement par les grands maîtres anglais.

FRANCIS CORNU.

(1) Le grand maître ouest-allemand Lothar Schmid est l'arbitre principal du match. A Londres, il est assisté par les grands maîtres Lembit Vaksar (URSS) et Jivko Kallandzov (Bulgarie). A Leningrad, il sera assisté du grand maître Miroslav Filip (Tchécoslovaquie) et de Robert Wade (Grande-Bretagne).

Blancs : KARPPOV
Noirs : KASPAROV
Première partie
Défense Grünfeld

1. d4	C6	12. Dd5	Dx6
2. c4	g6	13. Fx6	Tx6
3. Cc3	g5	14. Td1	Td8
4. Cc3	Fg7	15. h3	h6
5. Fd3	g4	16. Fd3	g4
6. d5	Dd5	17. Fd3	Fd6
7. Td1	dxp4	18. Tx6+	Tx6
8. d3	Dx6	19. Cc5	Cx5
9. Dd4	Cc6	20. Fx4	Td2
10. Fx4	h4	21. C3	Nd6
11. 0-0	h7		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps de réflexion pour le coup joué.

Mode

Cocorico

Une façon originale de tenter de résoudre les surplus avicoles : en plume, au profit des couturiers, les coqs de nos basses-cours. Le plumassier André Lemaitre s'y emploie. Ses plumes ornent les décolletés et les chapeaux, composent même des vestes aux tons changeants.

L'ampleur des formes se marie à la rigueur chez Pierre Balmat ou Erik Mortensen, couturiers rochels, joue des effets de manche. De grandes houppelandes moelleuses s'enroulent sur des pantalons de cuir et des blousons dorés. Des ensembles de linage cloqué gris à grande échelle forment un effet de basque sous ceinture. Les robes princesses de crêpe noir s'écailent de gigantesques nœuds de satin blanc. Très élaborées, les robes du soir profilées paraissent destinées à la reine Sirkitt de Thaïlande.

Côté jardin, cohérent et très en vogue, Pierre Cardin propose ses tenues minimalistes : longs

Christian Lacroix chez Jean Patou exploite de joie de vivre. Sa collection-capsule comporte autant d'idées que d'éléments de panoplie. Et le public de Parisiennes bourgeoises de trois générations ne s'y trompe pas. A partir de tee-shirts, chandails à col roulé, pantalons larges et jupettes, Lacroix lance avec humour les ensembles dont on rêve : des bustiers à taille haute et ourlet au-dessus du genou, cache-cœur de renard ou de vison sur pantalons de flanelle grise, mais aussi belles redingotes sur robes très pures, les grandes jupes de patchwork au sol s'ouvrant sur le haut et collant de danse. Les chapeaux tuyaux de poterie et les escarpins aux talons ornés de pierres invitent à la fête.

Marc Bohan chez Christian Dior paraît porter le deuil de l'avenue Montaigne, l'entrée de la célèbre maison s'effectuant désormais par le 11, rue François-1^{er}. Plus d'un tiers des modèles sont noirs : tailleurs



Dessin de
CHRISTIAN
LACROIX

sacs comme des coups de trique, toques plus dures que celles des soldats, un occasionnel modèle abricot, fuchsia, turquoise ou violette égale la scène avec les superbes fourrures de Frédéric Carz, le maquillage se mettant au diapason en termes diaboliques. De beaux colliers de stress et de perles transforment des bécots basques en diadèmes.

Maryl Lavrin se consacre au crêpuscule et au soir avec des modèles moulants en soie tricotée à la main ainsi que des robes aux décolletés avants pour les dîners de bistrot. Les grandes robes du soir sont brodées ou perlées de motifs arts déco tandis que de grosses perles relient un décolleté, voire une ceinture de fourreau souple.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. et M^{me} Jacques Michel KLEIN,
ont la très grande joie de vous annoncer la naissance de leur petit-fils,

Cyril-Nathanaël

le 26 juillet, à Versailles,
chez

Emmanuelle et Olivier KLEIN.

47, avenue Le Nôtre,
92330 Sceaux.

— Claudette et Alain Jambria-Rozier,
ont la grande bonheur de faire part de la naissance de leur petit garçon.

Ulrich JAMBRIN-ROZIER

le 18 juillet 1986.

« Que l'univers le protège et qu'il
en devienne un chevalier zélé. »

14, avenue des Arts,
94100 Saint-Maur.

Paris. Le Parc Saint-Maur.

Décès

— Le Père Dominique Mallet,
provincial des missionnaires d'Afrique
(Pères blancs),
recommandé à vos prières, le

Père Joseph CUOQ,
supérieur

de la Communauté des Pères blancs,
20, rue du Printemps, 75017 Paris.

décédé à Bry-sur-Marne, le samedi
26 juillet 1986.

Les obsèques ont lieu ce jour mardi
29 juillet à 15 h 30 à Bry-sur-Marne.

— Le conseil d'administration de la
Caisse nationale de l'énergie
a la profonde tristesse de faire part du
décès de

M. Hubert DUBEDOUT,
membre du conseil depuis 1984.

(Le Monde daté 27-28 juillet.)

— M^{me} Pierre François,
M^{me} et M^{me} Dominique François,
Cécile, Olivier et Anne-Laure,
M^{me} et M^{me} Yvon Bourdet,
Sophie et Elisabeth,
M^{me} et M^{me} John Woolley,
Simon, Nicolas, Alison et Peter,
M^{me} et M^{me} André Baby,

M^{me} et M^{me} Jean-Charles François,
Emilie et Anne-Lise,
M^{me} Stricker,
M^{me} Marguerite François,
M^{me} et M^{me} Louis François,
M^{me} Risher,
Jean-Jacques, Sébastien et Nicolas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FRANÇOIS,
officier de la Légion d'honneur,

leur époux, père, grand-père, frère,
beau-frère et oncle,
survécu le 26 juillet 1986, à l'âge de
soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu le 29 juillet au
cimetière de Gometz-le-Châtel
(Eure-et-Loir).

François,
Le Petit Palais,

91940 Gometz-le-Châtel.

— L'Association des anciens Eclaireurs
et Eclairés de France,
a la douleur de faire part du décès de
leur ami,

Pierre FRANÇOIS.

Les obsèques ont eu lieu à Gometz-le-
Châtel, le mardi 29 juillet 1986.

— Les Eclaireurs et Eclairés de
France, association laïque du scoutisme
français,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre FRANÇOIS,
leur commissaire général

de 1940 à 1951
et leur président de 1973 à 1974,

leur ami de toujours.

Les obsèques ont eu lieu à Gometz-le-
Châtel, le mardi 29 juillet 1986.

RESULTATS COMPLETS N° 49

LOTO SPORTIF

	NOMBRE DE JEUX GAGNANTS	RAPPORT PAR JEU GAGNANT (hors 5F)
15 bons résultats	—	—
15 bons résultats	34	51 400,00 F
14 bons résultats	835	2 190,00 F
13 bons résultats	9 224	198,00 F
Bons résultats aux "7 Numéros de la Chance"	560	178,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
du Dimanche 27 Juillet 1986 : 12 5 7 8 3 15

SUPER PACTOLE 17.000.000 F
PROCHAIN LOTO SPORTIF

— Châteaufort (78), Saint-Etienne.

M. et M^{me} Jean-Philippe Trionlaire,
ses parents,
Anne-Cécile et Pierre-Dominique,
ses frère et sœur,
M. et M^{me} Marcel Trionlaire
Et M. et M^{me} Antoine Durieux,
ses grands-parents,
M^{me} Angéline Durieux et M. Michel
Lingus,
ses arrière-grands-parents,
M. et M^{me} Jean-François Durieux
et leurs fils,
M^{me} Gisèle Comby,
sa marraine,
Parents, alliés et amis,
ont l'immense douleur de faire part du
rappel à Dieu de

Marie-Laurence,

survécu accidentellement, le 24 juillet
1986, à l'âge de cinq ans.
Ses funérailles ont eu lieu dans l'intimité
familiale.
La famille remercie toutes les per-
sonnes qui se sont associées à sa peine.

« Gardez le souvenir de son sou-
rire et de son espérance. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Louis R. Warasse,
son épouse,
Amie et Laura Pédoussaut-Warasse,
sa fille et sa petite-fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à
Dieu de

M. Louis R. WARASSE,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
ancien élève
de l'Ecole nationale d'administration,
ancien sous-directeur
des ports de mer
et de la navigation maritime
au ministère de la marine marchande,
ancien secrétaire général
de la société centrale immobilière
de la Caisse des dépôts.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 30 juillet, à 16 heures, en
l'église Saint-Pierre de Montrouge (car-
refour d'Alésia) et sera suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Friant,
75014 Paris.

— L'Institut de radio astronomie mil-
limétrique à Grenoble vient de perdre
avec

Leonid Nicolas WELICHACHEW,

décédé accidentellement le 21 juillet
1986,
son directeur adjoint, un de ses meil-
leurs chercheurs, et un ami.

La direction

Et le personnel de l'IRAM.

Remerciements

— M^{me} André Lacaze,
Pierre, Jacques et Bernard Lacaze,
Leurs parents et amis,
très sensibles aux témoignages d'amitié
et de sympathie dont ils ont été entourés
lors du décès de

M. André LACAZE,

prient toutes les personnes qui ont pris
part à leur peine de trouver ici l'expres-
sion de leurs sincères remerciements.

— M. et M^{me} Gilbert Groslier,
M^{me} Colette Yvert,
M. et M^{me} Yves Le Foll,
Et toute la famille,
profondément touchés par les nom-
breuses marques de sympathie qui leur
ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Henri YVERT,

remercient bien sincèrement toutes les
personnes qui se sont associées à leur
peine.

Anniversaires

— En ce deuxième anniversaire de la
disparition de son président fondateur,
la CASDEN Banque populaire souhaite
que ceux qui ont connu

Jacques BRET

aient, en ce jour, une pensée particulière
pour lui.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

هذه امة الأصل

Le Monde MEDECINE

Le tiers-monde, poubelle de nos médicaments

Les industries pharmaceutiques vendent au tiers-monde des produits qui n'ont pas toujours obtenu d'autorisation de mise sur le marché européen. Santé des entreprises ou santé des peuples ?

LE 12 juin dernier, par 227 voix contre 5 et 10 abstentions, le Parlement européen a approuvé un rapport d'un député irlandais, M^{me} Mary Banotti, réglementant sévèrement les exportations de produits pharmaceutiques en provenance de la CEE et non autorisés sur le marché communautaire. Ce texte important, s'il était suivi de directives émanant de la Commission de Bruxelles et du conseil des ministres des Douze, permettrait de mettre, au moins en partie, un terme au scandale des exportations de médicaments dans les pays du tiers-monde.

A Lima, sur l'étagère d'une petite épicerie, une tablette de « bonbons contre la diarrhée ». Aucune autre indication qui permettrait au consommateur non averti de deviner que, en fait, il s'agit de chloramphénicol, un antibiotique très actif mais qui, du fait de ses effets secondaires sanguins fréquents, n'est réservé, dans les pays occidentaux, qu'à quelques maladies graves (1).

En Amérique centrale, on s'arrache actuellement un médicament recommandé dans des affections aussi diverses que le rhume ou le cancer : le novalign. Dans les pays industrialisés, la délivrance de ce produit, en réalité un analgésique, la dypirone, est en général sévèrement réglementée, voire carrément interdite, du fait de la fréquence des agranulocytoses (disparition des globules blancs dans le sang) qu'il provoque.

Les exemples de médicaments interdits, ou dont la prescription est très sévèrement contrôlée en Europe, mais commercialisés sans la moindre mise en garde dans les pays du tiers-monde, sont nombreux. Ainsi encore, jusqu'il y a peu, les Philippines pouvaient se procurer facilement de l'orabolin, un anabolisant contre-indiqué chez les enfants car pouvant arrêter la croissance, provoquer une masculinisation chez les petites filles et un développement sexuel prématuré chez les petits garçons. Pourtant, nulle part aux Philippines il n'était fait mention de ces risques. Pas plus, d'ailleurs,

qu'au Bangladesh, où, avant d'être interdit, ce produit était proposé pour lutter contre la malnutrition.

Comment une telle « foire aux médicaments » a-t-elle pu se développer sans que, apparemment, et jusqu'à ce jour, aucune législation ne soit sérieusement venue la contrecarrer ?

L'Europe de l'Ouest est à la fois le plus gros producteur mondial de médicaments (sa part est de 32,5 %) et le plus gros consommateur au monde (avec un tiers du marché). Le marché mondial annuel du médicament représente environ une centaine de milliards de dollars, la part des pays industrialisés étant de 86 %. Inutile de préciser que les pays du tiers-monde, peu solvables, dépendent totalement de l'Occident pour leur approvisionnement en médicaments. Ainsi 41,7 % des exportations pharmaceutiques françaises s'adressent-elles exclusivement aux pays africains. Reste à savoir si les médicaments exportés sont bien ceux dont les pays en voie de développement ont besoin. Et si il existe un quelconque contrôle de la qualité des médicaments exportés.

Ordonnances mortelles

En France, pour être commercialisé, tout nouveau médicament doit obtenir une autorisation de mise sur le marché (AMM) qui garantit à la fois sa qualité de fabrication, son efficacité et son innocuité. Pour cela, quatre expertises — analytique, toxicologique, pharmacologique et clinique — sont nécessaires. Il en va différemment pour obtenir une autorisation pour un produit destiné à l'exportation. Dans ce cas, une AMM n'est pas nécessaire. La loi française, pourtant plus soucieuse d'éthique que celle des autres pays européens, ne repose en fait que sur l'article L. 603 du code de la santé publique.

Cet article stipule que « tout médicament préparé à l'avance en vue de l'exportation et présenté sous une forme utilisable



sans transformation, notamment sous forme de spécialité pharmaceutique, doit être autorisé au préalable par le ministère de la Santé. Cette autorisation n'est accordée qu'à la condition que le fabricant fournisse les justifications de qualité et de contrôle exigées pour les médicaments mis sur le marché en France ». Ce visa ministériel, la France est un des seuls pays européens à le délivrer. Et ce, même si certains spécialistes regrettent qu'il se résume parfois à « un simple coup de tampon ».

D'une manière générale, une firme pharmaceutique européenne peut donc tout à fait exporter hors CEE un produit qui, dans son pays d'origine, n'a pas obtenu d'AMM.

En 1980, un rapport de l'OCDE révélait que, dans la plupart des pays d'origine, les produits exportés ne comportaient aucune mention explicite ou implicite des exigences de sécurité requises dans ces pays. Inquiètes du phénomène, en 1982, les Nations unies préconisaient dans une résolution que « les produits qui ont été interdits (...) dans un pays (...) ne doivent être vendus à l'étranger (...) que si une demande

explicite est formulée par un pays importateur ». L'ONU était rejointe en cela par l'OCDE, qui, en 1984, ajoutait que, « là où c'est possible, les pays importateurs doivent être informés des restrictions du pays exportateur en ce qui concerne le produit en cause ».

Ces impératifs d'information n'ont visiblement pas été suivis. Selon le British National Formulary, 85 % des antidiarrhéiques vendus en Afrique sont encore « non recommandables » pour cette pathologie. Il en est ainsi pour 80 % des antidiarrhéiques aux Caraïbes et pour 82 % au Proche-Orient. Plus grave encore, à la force de prescrire n'importe quel et à trop forte dose, on en arrive à créer des résistances insurmontables pour l'organisme. Ainsi, en 1969, une épidémie de dysenterie a tué 12.500 personnes au Guatemala et 2 000 au Salvador : les germes ne pouvaient être détruits ni par le chloramphénicol, ni par la tétracycline, la streptomycine ou les sulfamides !

Associations irrationnelles

Pour sa part, l'attitude de l'industrie pharmaceutique évoluait sensiblement. En 1981, la puissante Fédération internationale de l'industrie du médicament (FIIM) décidait d'élaborer une sorte de code de bonne conduite. Entre autres choses, elle s'engageait à fournir des produits de haute qualité, et à donner toutes les informations scientifiques avec « un respect scrupuleux de la vérité dans tous les domaines ».

Une évolution qui n'alla pourtant pas jusqu'à cautionner la dernière résolution de l'OMS qui, en avril dernier, en appelait à « l'usage rationnel des médicaments » et à la mise en œuvre dans chaque pays d'une politique de médicaments, essentiels, de bonne qualité et de bas prix. A l'issue de la dernière assemblée de l'OMS, le docteur Arnold, vice-président de la FIIM, devait d'ailleurs déclarer qu'il ne pensait pas « qu'une réduction importante du nombre de médicaments autorisés serait source de progrès ».

Sans doute, la FIIM avait-elle été échaudée par la publication, quelques semaines auparavant, d'un rapport de l'association Health Action International dénonçant le comportement de l'industrie pharmaceutique européenne à l'égard des pays du tiers-monde (Le Monde du 27 septembre 1985). Les auteurs du rapport, MM. Andrew Chetley et David Gilbert y dénonçaient « le gaspillage excessif » enregistré dans le domaine de la santé. A titre d'exemple, ils indi-

quaient que sur 546 produits contre la toux et les refroidissements disponibles sur le marché mondial, 456 (soit 83 %) sont des « associations irrationnelles », tout comme le sont plus des 3/4 des 888 préparations vitaminiques et 3/4 des analgésiques. En ce qui concerne les anti-inflammatoires non stéroïdiens, les auteurs estimaient que 73 % d'entre eux pourraient être retirés du marché du fait qu'ils sont « peu sûrs », « ne possédant pas d'avantages thérapeutiques importants », ou bien parce qu'ils sont bien plus onéreux que d'autres produits plus sûrs.

C'est dans ce contexte que fut donc discuté en juin dernier le rapport remis par M^{me} Mary Banotti, député irlandais du groupe démocrate-chrétien, à la commission de santé publique du Parlement européen. Dans ce rapport, adopté à la quasi-unanimité, M^{me} Banotti demandait en particulier aux Douze de renoncer à exporter « des produits nocifs, retirés ou soumis à des restrictions sévères sur le marché de la Communauté ».

A cet égard, le paragraphe 5 du projet de résolution est très clair. Il stipule que les institutions de la Communauté doivent élaborer et adopter « une directive visant à rapprocher les dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres, relatives à l'exportation des produits pharmaceutiques à l'effet d'interdire l'exportation de produits prescrits, retirés ou soumis à des restrictions particulières sur le marché de la Communauté ou

non homologués pour ce marché, à moins que les autorités du pays d'importation ne demandent expressément ce produit après avoir été dûment informés des contrôles frappant l'utilisation de ce produit en Europe ».

En outre, le texte voté par le Parlement européen insiste sur l'obligation faite aux pays exportateurs de fournir une information détaillée aux pays importateurs. D'une manière plus générale, le texte souligne une nouvelle fois l'importance du concept de médicament essentiel. A cette fin, l'Assemblée européenne estime souhaitable que les pays intéressés dressent des listes de médicaments essentiels à importer, et adoptent le système de soins d'homologation de l'OMS sur la qualité des produits pharmaceutiques faisant l'objet d'un commerce international.

L'adoption de ce rapport sera-t-elle suivie d'effets ? C'est maintenant à la Commission de Bruxelles et au conseil des ministres qu'il appartient d'établir des directives. Il serait dommage que l'Europe ne saisisse pas cette occasion pour montrer tout l'intérêt qu'elle porte aux problèmes du tiers-monde. Et pour mettre fin à des scandales qui n'ont que trop duré.

FRANCK NOUCHI.

(1) Certaines informations contenues dans cet article sont extraites du remarquable dossier Médicaments : la foire aux affaires, établi par l'association Frères des hommes (24, rue Crémieux, 75012 Paris, tél. : 43-44-15-57).

BIBLIOGRAPHIE

« Vos yeux »

Par le plus célèbre couple de l'ophtalmologie française, ce bilan complet mais très accessible à tout un chacun de ce que sont les yeux et les misères naturelles ou accidentelles qui atteignent leurs fonctions.

* Vos yeux, par les professeurs Danielle Aron-Rosa et J.-J. Aron. Ed. J.-C. Lattès, 189 p., 80 F.

« Le Miel et la Ciguë »

La merveille de complexité et d'ingéniosité qu'est l'organisme humain explique à la fois l'extraordinaire aventure culturelle qui marque l'essor des civilisations et la névrose constitutionnelle qui pourrait en générer le déclin.

Survoltant avec élégance les acquis de la science, le professeur Jean Hamburger explique ce qu'il appelle « le miel », le meilleur et le plus raffiné du système par lequel les cellules — et les hommes — communiquent entre eux, mais aussi « la ciguë », le poison des haines, des guerres, des mécontentements ou des volontés de puissance.

Il juge vaine — et base son argument sur des faits scientifiques — la question fondamentale, existentielle, du « pourquoi la vie, le monde, un destin », au fond si cruel ? Vain ou pas, ce « pourquoi » fondamental transcende, et de si loin, la connaissance logique qu'il semble relever, à jamais, d'un autre mode de pensée,

de sensation ou d'intuition, que celui qui préside à l'œuvre scientifique admirable de ce dernier siècle. L'angoisse existentielle, inhérente à la nature humaine, génère en effet le miel autant que la ciguë.

* Le Miel et la Ciguë, par le professeur Jean Hamburger. Ed. du Seuil, 185 p., 75 F.

« Nous sommes tous des psychosomatiques »

L'un des pionniers français de la médecine psychosomatique et de la relaxation, le professeur Michel Sapir, relate dans cet ouvrage ses souvenirs d'une longue pratique aux côtés de ces malades que l'on dit « psychosomatiques » et dont la souffrance du corps est inséparable de celle de l'esprit.

* Nous sommes tous des psychosomatiques, par le professeur M. Sapir. Ed. Dunod, 222 p., 78 F.

« Les Défenses du corps humain »

Le magazine la Recherche a fait de ce numéro spécial consacré à l'immunologie un tour de force, et un passionnant bilan de tout ce que l'on sait et de tout ce que l'on ignore encore dans l'une des disciplines les plus évolutives de la science moderne.

Vaccins, greffes d'organes, défense contre les bactéries, les virus, les atteintes au patrimoine héréditaire, les chocs nerveux et même... contre le fœtus, étranger s'il en fut dans le sein de sa mère, tous les aspects les plus variés de l'immunologie d'aujourd'hui sont passés en revue, et magnifiquement illustrés, par les meilleurs spécialistes des diverses disciplines citées.

On pourra lire, sur le même sujet Notre corps se défend de S. Mizel et Pierre Jaret (1), écrit par un spécialiste de l'immunologie et un écrivain scientifique, tous deux Américains.

* Numéro spécial de la revue la Recherche. Editions du Seuil, 167 p., 32 F.

(1) Editions Payot, 228 p., 95 F.

« Les Signaux de votre peau »

Les bobos, les tumeurs, les poils qui s'enflamment ou qui tombent, les rougeurs ou les cicatrices. La peau, organe majeur, est le seul qui soit aussi facilement accessible à l'observation des patients eux-mêmes. Ils prendront intérêt à comprendre la nature exacte des manifestations diverses qui émaillent son évolution ou ses réactions.

Dr E.-L.

* Les Signaux de votre peau, par le docteur Philippe Fabre. Ed. Dunod, 334 p., 98 F.

INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

RECRUTEMENT DE CHERCHEURS

L'INSERM ouvre ses concours annuels de recrutement de chargés de recherche. Ces concours s'adressent aux candidats de toutes nationalités titulaires d'un doctorat d'Etat ou de 3^e cycle, d'un DERSO, d'un DERBH, d'un diplôme de docteur ingénieur ou de titres et travaux équivalents, dans les domaines de la biologie, de la recherche médicale et de la recherche en santé.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés dès maintenant et devront être retournés à l'INSERM, bureau des concours chercheurs, avant le 16 septembre.

Les épreuves se dérouleront entre novembre 1986 et janvier 1987.

Renseignements téléphoniques : (1) 45-85-94-10

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE
101, rue de Tolbiac, 75664 PARIS CEDEX 13

SECTEURS DE POINTE

NOUS RECHERCHONS pour notre Centre
Technique - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

INGÉNIEURS EN TELECOMMUNICATIONS ET INGÉNIEURS SYSTEME

Débutants et expérimentés pour assurer des réalisations à différents niveaux dans le cadre du développement de nos activités : RESEAUX et plus particulièrement à l'occasion de la prise de responsabilité d'un important réseau radiotéléphonique national privé à l'étranger :

Ingénieurs logiciels chefs de projet

Ingénieurs position III responsables de l'ensemble des logiciels pour chacune des versions prévues pour ce réseau.

Réf. 101

Ingénieurs logiciels chefs de groupe

(Position II ou III)

Groupe Traitement des appels.
Groupe Défense.
Groupe Maintenance.
Groupe Exploitation.

Réf. 102

Ingénieurs d'étude logiciels

(Position II et débutants)

Pour travaux d'analyse de réalisation et de test au sein des groupes.

Réf. 103

Ingénieurs système

(Position III et II)

Expérimentés dans le domaine des réseaux de données et/ou des réseaux téléphoniques, radio ou filaires, pour prise de responsabilité de propositions et de maîtrise d'œuvre.

Réf. 104

NOUS RECHERCHONS pour nos filiales à
IVRY-S/SEINE

CHEF DE DEPARTEMENT ETUDES

Jeune Ingénieur III B responsable de l'ensemble des études d'un secteur important d'activités (Photographie aérienne, systèmes optoélectroniques, traitement de signal, enregistrement et équipements de bord associés).

Rattaché à la Direction Technique, il participe à l'élaboration de la stratégie de développement des activités, il anime les équipes, il est responsable de la tenue des objectifs définis.

Déplacements occasionnels, généralement courts. Importantes possibilités d'évolution de carrière après quelques années passées dans la fonction.

Réf. 201

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Ayant au moins 5 ans d'expérience. Au sein de la Direction Etudes il assume les responsabilités ci-après :

• études mécaniques, • création des dossiers de définition, • CAO circuits imprimés, • codification, • réalisation des prototypes.

Connaissance milieu aéronautique appréciée. Notions d'électronique. Anglais nécessaire.

Réf. 202

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutant ou position II, intéressé par la mise en œuvre de matrices et barrettes CCD. Connaissances en circuits analogiques et numériques rapides - utilisation microprocesseurs 8 bits.

Réf. 203

Débutant ou position II. Connaissances en traitement de signal dans le domaine RADAR. Traitement numérique.

Domaine d'application : visualisation du signal.

Réf. 204

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence à :
T.R.T. - Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

GRUPE

TRT

Une des Premières Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle.

Arianespace
recrute

Afin de renforcer nos équipes responsables de la coordination et du suivi de fabrication des éléments du lanceur ARIANE, nous vous offrons d'être

l'ingénieur responsable des systèmes électriques embarqués et plus particulièrement des centrales de guidage

INGENIEUR ELECTRONICIEN, diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, vous justifiez d'une expérience de 5 ans environ dans ces domaines et plus particulièrement celui des centrales de guidage (type engins tactiques). Naturellement, votre anglais est courant et vous considérez que vous déplacerez à Kourou ou à l'étranger fait partie de votre mission. C'est pourquoi nous désirons vous confier, dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation DES CASES A EQUIPEMENTS : la gestion technique et financière des équipements et des composants électroniques des lanceurs et le suivi fonctionnel des chaînes électriques. Le poste est à pourvoir à EVRY. Si vous désirez vous joindre à nous, merci d'adresser votre candidature à Bernard MALAGIE - Relations Humaines - ARIANESPACE - Boulevard de l'Europe - B.P. 177 - 91006 EVRY CEDEX

arianespace

Société de Services en Ingénierie Informatique

RESPONSABLE SECTEUR BANQUE

• Rattaché à la Direction de la branche Banque, vous aurez pour mission d'assurer le développement commercial et la croissance rapide de votre équipe. Votre territoire sera composé de clients de 1^{er} ordre dans un marché porteur.

Vous offrirez à votre clientèle une gamme étendue de services : conseil, assistance technique, contrats au forfait, recrutement, formation et vous aurez rapidement l'entière responsabilité de votre Centre de Profit.

• De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur, Université), vous avez acquis en tant que Chef de Projet ou de Service dans une banque ou SSI, une réelle connaissance de l'informatique en milieu bancaire. En outre vous possédez le sens du contact et souhaitez adjoindre une dimension commerciale à votre carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions, sous référence SB C2 M, à notre Conseil Sieglinde Boch, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

**centi
profile**

Conseil en Recrutement Informatique

Nous recherchons pour notre siège à
LYON

INGENIEUR DE CHANTIER LEVAGE ET MANUTENTION

Placé sous les ordres du Chef du Département Montage il aura à préparer, animer et contrôler des chantiers, en suivre la gestion matérielle et humaine.

Nous offrons une qualification Cadre Métallurgie et une rémunération motivante liée à l'expérience.

Nous demandons :

• une formation d'ingénieur et une bonne expérience des chantiers levage manutention et de leur gestion

• le sens des relations humaines tous niveaux

• des qualités d'ordre, planification, coordination, rigueur et énergie

• disponibilité à des déplacements de courte durée

• âge minimum 40 ans.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prêt, à LGH 34, rue de Dornach, 68120 PFATTATT qui transmettra et qui garantira toute discrétion.

Sté de services et d'ingénierie informatique
(850 personnes - C.A. 300 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel
de taille internationale recherche pour

LA BRETAGNE INGENIEURS- INFORMATIENS

DIPLOMES GRANDES ECOLES
ayant 8 à 10 ans d'expérience et des connaissances dans le domaine des télécommunications.

Merci d'adr. lettre manuscrite, CV, photo, prétentions N. 5396 - Publicités Réunies - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transm.

Responsable informatique IBM 38

AGFA-GEVAERT



Agfa-Gevaert est filiale d'un puissant groupe multinational. En France, elle regroupe près de 2000 personnes et réalise 2,5 milliards de chiffre d'affaires. Très diversifiée, elle est leader sur ses marchés. Elle crée un nouveau centre informatique à Rueil-Malmaison au service de ses divisions commerciales et en recherche le responsable. Rattaché à la direction informatique et à la tête de la petite équipe qu'il constituera, il sera le maître d'œuvre de l'installation et du démarrage de ce nouveau système puis en assurera la maintenance. Très proche des utilisateurs, il créera une base de données commerciale et développera avec l'assistance du groupe et d'intervenants extérieurs, de nouvelles applications dans une optique informatique. Il collaborera pour sa part, au développement de la bureautique dans la société. Ce poste très complet s'adresse à un responsable informatique ou à un chef de projet de bon niveau désireux d'élargir ses responsabilités. Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure type MIAIE, il dispose d'une expérience réussie dans un environnement IBM 38. Ecrire ou téléphoner à B. COULANGE en précisant la référence A/S8100 M.

PA

3, rue des Gerriers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Offres PA Minutiel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ABG-SEMCA

Filiale du Groupe
THOMSON

Branche Equipements Systèmes

Cherche pour son Etablissement de TOULOUSE

Un cadre commercial export

ref. COM 13/86

Spécialisés dans les équipements aéronautiques, nous réalisons 70 % de notre C.A. à l'exportation.

Nous souhaitons, au sein du département commercial, renforcer notre service Export en intégrant un candidat qui aura pour mission :

- la prospection et le développement des marchés à l'exportation,

- la négociation des contrats de vente,

- le suivi et la bonne exécution des contrats.

Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez une première expérience industrielle de quelques années, si possible dans le secteur aéronautique.

Le goût des contacts commerciaux à un haut niveau, des déplacements à l'étranger et la pratique courante de l'anglais sont nécessaires pour remplir cette fonction.

Un ingénieur études

ref. EE 56/86

Inscrit au sein du Département Bureau d'études, vous aurez pour mission :

- l'étude des équipements entrant dans les systèmes de prélèvement moteurs (conception et définitions),

- le suivi de la réalisation des équipements, leur mise au point et ce, jusqu'à l'aboutissement de la qualification.

Vous possédez un diplôme d'Ingénieur Mécanicien (INSA - ENSMA ou équivalent) et une bonne formation en thermique et aérodynamique. La pratique de l'anglais est indispensable. Quelques déplacements sont à prévoir.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence choisie à notre Conseil, 24, rue de Metz 31000 Toulouse.

INFORAMA
carrières
la technologie par les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAL-TOULOUSE

Importante société recherche pour la région lyonnaise

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Pour renforcer son équipe d'étude chargée de la conception d'un nouveau calculateur embarqué, destiné à piloter des éléments de puissance (moteurs, transformateurs, etc.).

Le candidat doit avoir :

- Une formation IMAG ou ESE ;

- Une expérience mini. de 2 années en architecture de matériel et en logiciel temps réel.

Envoyer lettre manuscrite et c.v. s/r 5 068 M.P.A., 69298 Lyon Cedex 02.

MOTOROLA
SEMICONDUCTEURS

MOTOROLA, leader mondial des fabricants de semi-conducteurs recherche pour déployer un centre de conception situé dans notre usine de Toulouse

TOULOUSE
9,3 milliards de C.A.
dont 68 % à l'export
2000 personnes
moyenne d'âge 33 ans

Ingénieurs «design» expérimentés

Votre objectif sera de participer au développement de ce Centre au sein d'une équipe d'ingénieurs expérimentés en Design.

Disposant d'une gamme complète de technologies bipolaires standard et avancées, ce Centre crée des circuits intégrés linéaires pour le marché européen. Il travaillera en coopération avec d'autres centres de design que Motorola a établis en Europe et dans le monde entier mais portera une attention particulière aux circuits de puissance pour lesquels il deviendra le centre d'excellence.

Les candidats retenus sont des ingénieurs électroniciens, ayant une bonne connaissance de l'anglais et possédant une expérience professionnelle d'au moins 2 à 3 ans en conception des C.I. de préférence bipolaires. Des qualités de créativité et le goût du travail en équipe seront appréciés.

Nous offrons pour ce CHALLENGE DE PREMIER PLAN une dimension internationale, les moyens de notre Centre de Production et un environnement de travail jeune et innovateur.

Adresser votre dossier de candidature à Jean-François GADEAU

MOTOROLA S.A.
BP 4029 31023 TOULOUSE CEDEX

PROGRAMME ARIANE ingénieur informaticien

La Direction des lancements du Centre National d'Etudes Spatiales à Evry (91) recherche un ingénieur informaticien.

Assisté techniquement d'une équipe de 2 personnes, il aura en charge la mise en place des outils et des méthodes qui contribuent à une gestion efficace de l'informatique - Bureautique (matériels, logiciels, assistance utilisateurs, formation...).

Il sera le correspondant informatique pour les applications scientifiques.

De formation Ecole d'Ingénieurs ou équivalent, il possède une première expérience de 2 à 3 ans en informatique scientifique.

Le poste requiert une grande disponibilité.

Veuillez adresser dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 85/DLA/42, à M. Le Chef du département «Personnel», CNES/DLA, Rond Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes

Responsable informatique

IBM
AGFA GEVAERT

Un important groupe industriel du secteur mécanique (17000 personnes) recherche pour son établissement de Salbris, au cœur de la Sologne, un

PA

Ingénieur Maintenance travaux neufs

LES MISSIONS : L'outil de production (majeures et grandes séries) fait appel à de nombreuses technologies : mécanique, automatique, informatique industrielle, robotique, pyroscopie, commande-contrôle de process, etc... La maintenance est la mission fondamentale du service. Compte tenu de l'existence et d'importants projets d'investissement, cette fonction est appelée à connaître une forte expansion dans les années à venir.

LES TÂCHES : L'effectif du service maintenance travaux neufs est aujourd'hui de 60 personnes dont 3 ingénieurs, 12 techniciens et des professionnels de haut niveau de formation, ce service gère d'importants budgets annuels d'entretien et d'investissement. L'ingénieur : Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (Centrale, Sup. Elec. Arts et Métiers, ...) possédant de solides connaissances en mécanique, en automatique et en informatique industrielle et pouvant justifier, si possible, d'une première expérience réussie dans un domaine similaire. Ses capacités techniques doivent se compléter d'un goût prononcé pour la gestion et de bonnes aptitudes d'encadrement. La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire.

LA FUTURE : Pour un candidat de valeur, cette première affectation sous l'autorité du chef de service pourrait déboucher à court terme sur le poste de chef de service et, à moyen terme, sur d'autres responsabilités au sein du groupe industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à :

M. le Directeur de l'Atelier de Chargement de Salbris 41300 SALBRIS

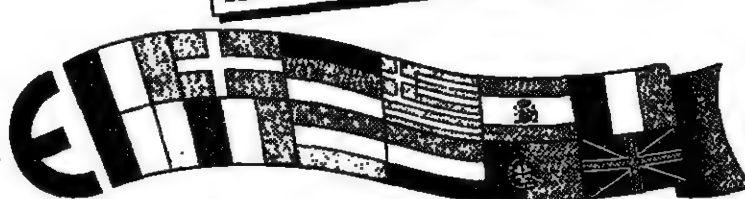
Ingénieur Etudes Mécaniques

Filiale d'un important groupe industriel français aux activités diversifiées, nous sommes l'un des leaders mondiaux du "traitement du cuir". Compte tenu de notre développement et du lancement de nouveaux produits, nous renforçons notre bureau d'études (50 personnes) et recherchons un ingénieur d'études mécaniques. Sous l'autorité du responsable de l'un de nos services (petite mécanique de conception, mécanique, électronique, logiciel), vous aurez pour mission de participer à l'étude et à la mise au point de l'aspect mécanique de machines automatiques de traitement du cuir. Pour ce faire, vous êtes ingénieur diplômé (AM, ICAM, INSA...) et vous avez acquis au moins 3/4 ans d'expérience en études de machines automatiques. Vous êtes familiarisé avec les problèmes d'industrialisation, d'analyse de la valeur et vous avez l'habitude du dialogue avec d'autres disciplines : électronique, logiciel. La pratique de la CAO serait un atout supplémentaire. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable car ces études se font dans un contexte international. Ce poste est à pourvoir en très proche banlieue Sud de Paris.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons (H/F), merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 355 M à :

J.P. parichon
38 rue de Lisborne - 75008 Paris - Tél. 45 63 03 10

INTERNATIONAL



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza

dos concursos de méritos reservados a nacionales españolas para la constitución de listas de reserva de

ASISTENTES PRINCIPALES

título de enseñanza secundaria y experiencia profesional post-escolar de 18 años por lo menos

ASISTENTES

título de enseñanza secundaria y experiencia profesional post-escolar de 12 años por lo menos

AMBITOS:

administración general - contabilidad, hacienda pública, auditoría - estadísticas - informática - aduanas.

Para más detalles, solicite el anuncio de los concursos dirigiéndose a:

Commission des Communautés Européennes,
Division Recrutement,
rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEAS

organiza

dois concursos gerais documentais reservados para nacionais portuguesas para a constituição de listas de reserva de

ASSISTENTES PRINCIPAIS

testudos de nível secundário e experiência profissional pós-escolar de pelo menos 18 anos

ASSISTENTES

testudos de nível secundário e experiência profissional pós-escolar de pelo menos 12 anos

DOMÍNIOS:

administração geral - contabilidade, finanças públicas, auditoria - estatística - informática - alfândegas.

Para maiores informações, peça o aviso dos concursos dirigindo-se a:



ESO - European Southern Observatory
est une organisation européenne intergouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

Actuellement, ESO recherche un (m/f)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(Réf. ETP-23)

pour le Groupe électronique de la Division "Technical Project" au siège de l'ESO à Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

Formation: ingénieur électronicien (formation universitaire ou équivalente).

Expérience et connaissances: le candidat bénéficie d'au moins 6 années d'expérience dans le développement de circuits analogiques et numériques dans le domaine de l'ingénierie d'observatoire.

Une expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants serait également un avantage: interface d'ordinateurs, CAMAC, VME, mini-ordinateurs (HP ou DEC), microprocesseurs, réseaux locaux, systèmes de contrôle en temps réel, contrôleurs statiques, caméras TV bas niveau de lumière et électroniques associées. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Une connaissance de base du français ou de l'allemand serait un avantage.

Fonctions: chargé du développement de systèmes de contrôle pour les télescopes astronomiques et leur instrumentation dans le Groupe électronique de l'ESO. Il assurera l'élaboration de systèmes d'entraînement et de codage et l'installation, les essais et la documentation des systèmes opérationnels.

Lieu de travail: Garching bei München (R.F.A.). Des missions de 4 à 8 semaines à notre observatoire à la Silla, Chili, seront nécessaires pour les travaux d'installation.

Résumé: cette-ci sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat. Le revenu mensuel de base (hors taxes) ne sera pas inférieur à DM 4.260. A ce salaire de base peuvent s'ajouter une indemnité de non-résidence s'élevant à 9% du salaire de base pour célibataires, ou à 12% du salaire de base pour les chefs de famille, ainsi que quelques autres indemnités.

Les candidatures devront être transmises avant le 31 août 1986, en mentionnant la référence au service du Personnel, European Southern Observatory, Post-Schwarzschildstrasse 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne.

Tel.: 089 320.06.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Le Monde CADRES

INRA

DÉPARTEMENT TECHNOLOGIE VIANDE

Recrute sur concours

3 INGÉNIEURS D'ÉTUDE

2 INGÉNIEURS - Biochimie des protéines - Formation DEA Affectation LAOA INRA Nantes. Tél. 40-76-23-64.
- Affectation lab. recherches viande.
INRA JOUY-EN-JOAS. Tél. 39-56-80-80.

1 INGÉNIEUR - Procédés de transformation - Formation génie chimique ou génie alimentaire.
- Affectation station recherches sur la viande.
INRA THEIX. Tél. 73-92-42-63.

Dossier à retirer : 145, rue de l'Université, Paris-7.

JEAN DUPUCH EXPORT

recherche

INGÉNIEUR INFORMATIEN

CHEF DE PROJET

pour missions ponctuelles en Afrique transphonie (environ 16 jours).

Salaire dans société d'assurance et disposant d'un véhicule personnel.

Tél. 38-60-64-44 M. CHIRON.

VILLE DE PANTIN

43 000 habitants, recherche

RESPONSABLE DE LA GESTION ET DE LA DIRECTION DU CINEMA MUNICIPAL

Pré. c.v. à monsieur le Maire de Pantin, 46, rue de la République, 93500 Pantin.

Association loi 1901

UN DIRECTEUR

POUR RADIO LOCALE

pour tous renseignements s'adresser au président de l'ADCL, rue Victor-Hugo B.P. 33, 92700 TERNGIER.

Importante société de prestations de services, recherche

1 RESPONSABLE INFORMATIQUE

rattaché à la direction générale.

PROFIL : Analyste ou chef de projet, min. 3 ans exp. sur P.C.

Connaissances : comptabilité, études, secteur services.

Candidat : pouvoir assumer gestion complète d'un centre informatique.

De la conception à l'exploitation.

Il sera assisté de 3 personnes. Ecrire avec c.v. et références à : M. J. LEBLANC, 4, avenue Léo-Saurat, 92800 PUTEAUX.

Nous sommes chargés par une firme internationale de recruter un

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT PRODUITS

Ingénieur mécanicien de formation, il animera le bureau d'études et contrôlera les expérimentations et les essais.

Se fonction l'amenant à assister le directeur technique dans ses déplacements, France et étranger.

Bilingue anglais ou allemand. Poste basé dans l'YONNE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et références pour réf. 781 à : VALENS CONSEIL, B.P. 369, 75004 PARIS Cedex 02.

INFO'ROP

Recherche URGENT pour sites PARIS ET PROVENCE

INGÉNIEURS

VAX + ASSEMBLEUR 68 000. Tél. pour R-VS immédiat 16 (1) 43-77-42-45.

NOTRE ORGANISME :

- 18 000 clients ; - C.A. 85 : 730 000 000

à progresser de 30 % par an depuis 5 ans. Pour poursuivre cette expansion, nous recherchons :

COLLABORATEURS COMMERCIAUX (H.F.)

Tél. pour R-VS 45-00-24-03.

Vous venez de terminer vos études et vous souhaitez entrer dans la vie active ?

DEVIENEZ après un stage de formation l'un des CONSEILLERS COMMERCIAUX H.F. d'un important organisme

Tél. pr r.vous. 45-53-20-00.

Puissant Groupe Industriel, No 1 sur le marché français dans ses différentes activités recherche pour son siège social dans le NORD DE LA FRANCE son :

futur Directeur de la Comptabilité du groupe

Il devra succéder d'ici 2 à 3 ans au Directeur actuel qui doit partir en retraite. Rattaché au Directeur central, en liaison fonctionnelle avec le Secrétaire Général, il aura la responsabilité :

de la comptabilité générale des différentes activités de la Société, et de la consolidation des filiales ;

de la mise en œuvre de la doctrine comptable et fiscale et de l'harmonisation des procédures au sein du groupe ;

de l'établissement du bilan, des comptes de résultats annuels et intermédiaires.

Ce poste conviendrait à un candidat de 35 ans environ, diplômé grande école de Commerce + DECS, ayant occupé durant 5 à 10 ans un poste de responsabilité au sein de la Direction Comptable d'une grande entreprise utilisant des systèmes informatiques élaborés.

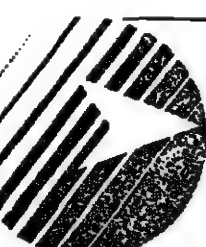
Il devra posséder de solides connaissances en droit des sociétés, droit fiscal et méthodes de consolidation aux normes européennes.

Ses capacités d'autonomie, d'organisation, de communication, son autorité naturelle seront des atouts importants.

Anglais souhaité. Déplacements sur Paris. Rémunération de départ : 300.000 F +.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 762/06/M à

22, rue Saint Augustin 75002 PARIS



Leader français de l'électronique automobile, filiale d'un groupe industriel d'envergure mondiale, crée deux postes d'(H/F)

Contrôleurs de Gestion Industriel - Commercial

LE BUT : poursuivre la mise en place d'un système de gestion décentralisé : plans et budgets/contrôle et analyse/reporting.

LES POSTES :

L'un à l'usine de CAEN (700 personnes), rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine,

l'autre au siège de LEVALLOIS, rattaché hiérarchiquement au DC (France + Export).

L'un et l'autre dépendent fonctionnellement du contrôleur de gestion central.

CEUX QUE NOUS CHERCHONS : - un Ingénieur avec formation économique complémentaire (BA, IAE, IFG, ICG...), - un Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce.

Trois ans d'expérience de gestion, la pratique de l'informatique, la maîtrise des techniques et le dynamisme d'un "agent de changement".

Solange MONTEIL, à Paris au mois d'août assure ces recrutements, Prière de vous faire connaître au Service des Recrutements Ingénieurs et Cadres MATRA - Centre de Montigny 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin-Yvelines Cedex

(Si vous êtes en vacances, une carte postale suffit).



L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS est une organisation internationale visant à octroyer des droits de propriété industrielle (brevets) qui sont, à l'heure actuelle, valides dans 11 pays d'Europe occidentale. L'Office européen des brevets a son siège à Munich et des départements à La Haye et Berlin.

En 1986 et 1987 les départements de Berlin et de La Haye recrutent des examinateurs en brevets. Nous avons besoin d'INGÉNIEURS DIPLOMÉS ET D'UNIVERSITAIRES TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE EN CHIMIE, MÉCANIQUE ET PHYSIQUE, notamment en :

- chimie inorganique, organique et macromoléculaire ;

- génie chimique ;

- optique ;

- bâtiment ;

- techniques d'instruments médicaux ;

- dispositifs de transport.

Après la période de formation en matière de propriété industrielle et de recherche documentaire, l'examinateur effectue de façon autonome les recherches bibliographiques concernant des demandes de brevets. Il est chargé d'analyser celles-ci, d'identifier le concept inventif, d'étudier tous les aspects et toutes les réalisations de l'invention, de conduire la recherche dans les parties de la documentation qu'il aura sélectionnées, de retenir les documents les plus pertinents en ce qui concerne la nouveauté et l'activité inventive, et de les consigner dans un rapport de recherche qui a pour but d'informer le demandeur, le public et les divisions d'examen de Munich sur l'état de la technique pertinente.

Les candidats doivent posséder une excellente connaissance de l'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais et français), et l'aptitude à comprendre rapidement le sens d'un texte, en particulier technique, dans les deux autres. Des cours de langue organisés par l'Office permettent aux examinateurs de perfectionner leurs connaissances linguistiques si le besoin s'en fait sentir.

Aux candidats désireux de travailler de façon autonome et de suivre les développements les plus récents de la technologie, l'Office offre une carrière intéressante dans un milieu international, ainsi que des traitements et conditions de travail avantageux (par exemple 6 semaines de congé annuel, assurance maladie, retraite, etc.) semblables à celles des organisations coordonnées telles que l'OTAN, l'OCDE, etc.

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats-membres de l'Organisation européenne des brevets, néanmoins la préférence sera donnée aux candidats provenant des pays membres qui sont actuellement les moins représentés à l'Office.

Vous pouvez adresser vos demandes pour obtenir de l'information complémentaire et de formulaires de candidatures auprès de :

L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

DE 1 - Agence de Berlin

Gitschiner Strasse 103

D - 1000 Berlin 61

Tél. : 030/2584-644.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Economie

REPÈRES

Industrie Réduction du budget

Le budget géré par M. Alain Madelin, à structure comparable, sera, en 1987, réduit de 10 % par rapport à cette année, selon la « lettre plénière » envoyée par M. Balladur. Les crédits propres de son ministère s'élèveront à 25,4 milliards de francs (contre 28,3 milliards en 1986), à quoi s'ajoutent les crédits des services communs avec la recherche et ceux de la filière électronique comptabilisés aux P et T.

Les dotations en capital aux entreprises publiques seront de 8,5 milliards pour Renault, Cdf-Chimie et la sidérurgie (Le Monde du 10 juillet) et de 700 millions pour l'électronique (contre 2,2 milliards de francs en 1986). Les crédits de politique industrielle (machine-outil, pâte à papier...) seront réduits à 1,3 milliard, contre 1,9 milliard cette année. La dotation aux charbonnages sera maintenue, mais probablement en francs courants (M. Mitterrand s'était engagé à un maintien en volume).

Electronique Déficit français accru en 1985

Les importations de matériels électroniques ont été en 1985 (de 13,1 %) plus rapide-

ment que les exportations (+ 10,7 %), réduisant le taux de couverture des échanges à 110,2, contre 119,1 l'année précédente, et la balance commerciale du secteur à 9,45 milliards de francs, selon les statistiques publiées par la Fédération des industries électriques, électroniques et informatiques (FIEE). Le déficit de l'électronique a crû de 924 millions de francs à 1446 millions, dégradation due essentiellement à l'informaticque responsable d'un trou considérable de 8,8 milliards de francs. On observe une très légère amélioration du déficit de l'électronique grand public et plus encore des composants qui redeviennent globalement bénéficiaires de 475 millions en 1985, contre un déficit de 1376 millions de francs en 1984.

Inflation

- 0,5 % en RFA

La baisse des prix à la consommation s'est accélérée en juillet outre-Rhin. De 0,5 %, selon les chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden, elle constitue la quatrième diminution mensuelle successive en RFA et intervient après un recul sur douze mois de 0,2 % en avril, comme en mai et en juin. La baisse des prix du pétrole constitue un élément majeur dans cette situation et les autorités monétaires allemandes ne perdent pas une occasion de rappeler que, sans cette circonstance, l'inflation tourne de 2 %.

Projet de loi Méhaignerie

Réactions des propriétaires et des locataires

Après l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale du projet de loi Méhaignerie sur le logement, la Fédération des agents immobiliers (FNAIM) s'est réjouie tout à la fois du retour de la durée du bail à trois ans et de la réduction de la durée initialement prévue de la période transitoire. La FNAIM regrette cependant que le principe d'une tacite reconduction d'année en année n'ait pas été retenu.

L'Union nationale des propriétaires immobiliers trouve que le volet sur la loi de 1948 est « entièrement à revoir ». Notamment à propos des plus de cinquante ans : « Pour nous, l'âge n'est pas une présomption de pauvreté. Il faut trouver d'autres critères. La libération de la loi de 1948 n'est pas l'instinct qu'un jeune. » De son côté, la Fédération nationale des promoteurs-

constructeurs reconnaît que le plan Méhaignerie relance la construction privée. Une relance qui semble se produire, puisque au premier trimestre, en Ile-de-France, les autorisations de construire progressent de 33 % par rapport au premier trimestre de l'an dernier, tandis que les mises en chantier ont augmenté de 28 %.

Côté locataires, la CNL estime que l'Assemblée nationale « est allée encore plus loin dans les attaques envers les droits des locataires que ne le prévoyait le projet de loi initial ». La Confédération « appelle l'ensemble des locataires, des mal-logés et des accédants à la propriété à agir collectivement » pour « créer des maintenant les conditions nécessaires à une riposte de grande envergure ».

Fonction publique

Les négociations salariales pour 1987 seront difficiles, reconnaît M. de Charette

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, a présenté au cours d'une conférence de presse, le lundi 28 juillet, les divers éléments de sa politique à l'égard de l'administration, au-delà de la réforme de l'ENA (Le Monde du 29 juillet).

S'agissant de la modernisation de la fonction publique, qui passe par la revalorisation des fonctions d'encadrement, le ministre évoque plusieurs projets qui devraient aboutir à « faire évoluer les esprits ». C'est ainsi qu'il souhaite ouvrir la fonction publique sur l'extérieur en facilitant le recrutement de fonctionnaires de haut niveau venant du secteur privé, y compris par des embauches sous contrat. Favorable « au décloisonnement » et aux échanges entre le privé et le public, les entreprises pouvant « prêter » certains de leurs cadres pendant une période donnée, M. de Charette imagine des conventions à ce sujet. Parfois, et pour certaines compétences techniques, la rémunération pourrait tenir compte de l'état du marché.

A propos des rémunérations, qui feront l'objet de rencontres avec les organisations syndicales à la rentrée, M. de Charette s'est montré très prudent. Puisqu'on ne constate pas de dérapage des prix, « il ne se passera rien en 1986 », a-t-il assuré. En revanche, le ministre a admis que les discussions seraient plus difficiles pour 1987. On s'attend, selon les prévisions, à une augmentation des prix de 1,7 % en glissement et de

2 % en moyenne. Or la masse salariale de la fonction publique évoluera, naturellement, de 0,40 % par le simple jeu de mesures catégorielles et de l'effet report. Le glissement vielleuse technicité (GVT), lui, augmenterait la masse salariale de 1,8 % : ce qui revient à supposer que l'alignement sur l'inflation ne serait déjà pas possible.

M. Le Pors (PCF) : régression

M. Anicet Le Pors, membre du comité central du Parti communiste, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux réformes administratives dans le gouvernement Mauroy, a critiqué mardi 29 juillet les décisions du gouvernement qui prévoient notamment une réduction du nombre des fonctionnaires de dix à quinze mille par an par non-remplacement des retraités. Il a déclaré : « Moins de santé, moins de transports, moins d'éducation, moins de services postaux, moins de communication, moins de recherche scientifique, telles sont les conséquences d'une politique conduite sous le prétexte du « trop d'Etat. »

« Les projets annoncés concernant l'ENA visent à mettre à bas les réformes que j'ai engagées de 1981 à 1984 et à renforcer le caractère élitiste de la haute fonction publique. Plus que jamais les forces vives du monde syndical, associatif, municipal, vont être délibérément écartées des postes de responsabilité publique. »

« C'est là une politique de classe, de régression du service public sur toute la ligne... La droite revancharde se déchaîne contre les fonctionnaires, il faut la mettre en échec. »

L'association des Anciens élèves de l'ENA, a pour sa part « accueilli avec satisfaction » les projets de réforme présentés par M. de Charette, qui correspondent aux propositions qu'elle avait elle-même élaborées.

Le Brésil et l'Argentine signent les premiers accords d'intégration économique

Les prémices d'un marché commun dans le « cône sud » de l'Amérique latine apparaissent avec la signature des premiers accords d'intégration économique entre le Brésil et l'Argentine. Mais le rapport de forces paraît très favorable au Brésil...

BUENOS-AIRES de notre envoyé spécial

En Argentine et au Brésil, les spéculations vont bon train depuis qu'on a annoncé les premiers accords d'intégration économique entre les deux pays que les présidents Sarney et Alfonsín devaient signer ce mardi 29 juillet. Une telle intégration, en effet, mettrait fin à une rivalité ancienne et aux angoisses entretenues à Buenos-Aires par quelques « géopoliticiens » argentins, notamment militaires, devant ce qu'il était convenu d'appeler, quand les généraux étaient au pouvoir, l'« impérialisme brésilien ».

La réalité, pour l'instant, est plus modeste. Aucun projet global de marché commun n'est en route. Les deux gouvernements ont simplement décidé de libéraliser ou d'institutionnaliser leurs échanges dans certains secteurs. Parmi les accords signés par les deux chefs d'Etat, l'un porte sur les biens d'équipement qui devraient bénéficier d'un abaissement graduel des barrières douanières, l'idée étant de les faire circuler librement à partir de la prochaine décennie.

Un autre accord concerne l'achat par le Brésil de blé argentin dans des proportions fixées à l'avance : 1 500 000 tonnes l'an prochain, pour arriver à 2 millions de tonnes annuelles en cinq ans. Les Brésiliens, qui ont hérité du colon portugais l'habitude de manger du pain et des pâtes, bien que leur climat ne soit guère propice à la culture du blé, achètent celui-ci à leurs voisins du Sud, qui n'ont pas toujours été en mesure et toujours désireux de respecter leurs engagements.

L'un des projets les plus intéressants porte sur la formation de stocks réguliers dans les deux pays. L'opportunité d'une telle initiative saute aux yeux depuis que MM. Alfonsín et Sarney ont

résolu d'assainir leur économie respective par des traitements de choc hétérodoxes, impliquant un blocage des prix qui provoque ici et là des pénuries. Si ces stocks réguliers avaient existé quand le plan Austral a été lancé à Buenos-Aires il y a un an et le plan Cruzado à Brasilia il y a cinq mois, chaque gouvernement aurait pu faire appel à son voisin pour contrebalancer par des importations massives des pénuries organisées.

Le principal handicap à une véritable intégration réside dans la différence de poids entre les deux pays. Il y a cinquante ans, l'Argentine faisait partie du peloton de tête des pays sous-développés, alors que le Brésil n'était encore qu'une promesse irréaliste. Aujourd'hui, les rôles sont inversés : le Brésil écarte de sa masse humaine (135 millions d'habitants) un voisin presque cinq fois moins peuplé. A lui seul, le PNB de l'Etat de Sao-Paulo — la région brésilienne la plus industrialisée — égale, voire dépasse, le PNB argentin.

Si les agriculteurs et éleveurs de la Pampa ne redoutent guère la concurrence des Brésiliens, les climats des deux pays étant complémentaires, il en va autrement des industriels argentins, dont les entreprises ont été décapitées par l'ultra-libéralisme du régime militaire — qui les a exposés au choc de la concurrence étrangère — ainsi que par l'incompétence des gouvernements antérieurs. Les patrons qui travaillent au sud du rio de la Plata ne se sentent pas en mesure de résister à l'expansion commerciale de leurs voisins dont le pays s'est doté, en trois décennies, du plus vaste et du plus dynamique parc industriel d'Amérique latine.

Leur hostilité a été avivée par des déclarations malencontreuses du ministre brésilien des relations extérieures, M. Ruben Abreu Sore, pour qui l'intérêt du projet d'intégration serait de permettre au Brésil de vendre des produits manufacturés en échange de la viande et du blé argentin. On n'a pas vraiment apprécié à Buenos-Aires cette répartition impériale des tâches...

CHARLES VANHECKE.

INTERNATIONAL

Afrique francophone

Conseil et surveillance du fonctionnement de centrales hydrauliques

Notre société recherche un praticien d'expérience dans le domaine des grandes centrales hydro-électriques. Les exigences posées par cette position clé découlent des tâches à accomplir énumérées ci-dessous :

- Vérification et, en cas de besoin, réorganisation de la structure organisationnelle globale
- Elaboration d'une typologie des fonctions et conception d'un programme de formation correspondant destiné au personnel d'exploitation local
- Conception des plannings de maintenance et supervision des travaux d'entretien réguliers ainsi que des travaux de révision plus importants
- Elimination des différents problèmes de fonctionnement et remise en état d'installations et de groupes de production hors service
- Mise sur pied d'un centre de formation destiné au personnel d'exploitation des centrales hydrauliques

Le candidat doit posséder de bonnes connaissances dans le domaine de l'exploitation de centrales hydro-électriques et être disposé à résider plusieurs années à l'étranger, ce qui implique la nécessité d'une certaine facilité d'adaptation et d'un sens des relations avec nos partenaires étrangers.

En plus d'un salaire proportionnel à nos hautes exigences, nous offrons sur place une villa et une voiture de service et prenons en charge les frais de déménagement pour la famille ainsi que les vacances dans le pays d'origine.

Il s'agit d'une situation de longue durée. Au terme de ce contrat d'autres tâches pourront être offertes à l'étranger ou dans notre siège en Allemagne Fédérale.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature avec prétentions et photo à l'agence PA Personal-Anzeigendienst sous la référence 493.

PA

PA PERSONAL-ANZEIGENDIENST
Ohmstrasse 8, 8000 München 40, Tel.: 19 49 89/34 10 51

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt
PLACE DES VOSGES (près)
studette kitchen., bain,
250 000 F - 45-67-22-88.

6^e arrdt
MÉTRO DUROC
6^e ét., plain ch., env. 140 m²
+ balcon 30 m², sol. vas.
INTER URBS 45-63-17-77.

7^e arrdt
CARRÉ DES ANTIQUAIRES
2^e ét. s/cour, calme, sol., v.
tours superbes (3,68 m), en-
trée, salon, chambre 1136 m²
INTER URBS 45-63-17-77.

8^e arrdt
POINT DE LA CONCORDE
très beau house boat, état par-
fait, salon, 3 cabines, 1136 m²
INTER URBS 45-63-17-77.

11^e arrdt
BASTILLE
Lof. av./JON INTERIEUR.
Luxe, sol. enrobé 300 m² +
200 m² s/cour. 42-72-40-15.

14^e arrdt
Denfert 6 p., env. 67-03-32-44
SOLEIL A RENOVER.

18^e arrdt
Studio terrasse, 213 000 F
2 pièces confort, 265 000 F
3 pièces confort, 320 000 F
4 p., confort, 370 000 F
5 p., confort, 440 000 F
70 m² r.-de-ch., 470 000 F
60 m² 470 000 F.
Luxe, sol. T. 42-62-01-82.

Haute-Seine

CLICHY 300 mètres de PARIS
vend.
- Tout un étage (dormir) ori-
ginal grand 3 pièces + log-
gia, grand grand loft inondé
- Plus, 3/4 pièces confort,
inondé sol sur esplanade,
possibilité duplex 6 pièces.
- Une maison indépendante,
r.-de-ch. + 1, 5 à 8 pièces,
plains de table + jardin
(dans l'état ou rénové)
- Autrement dit : un immeuble
à louer ou à acheter.
Tél. : 45-87-44-55
et 42-70-95-11.

95- Val-d'Oise

LAC D'ENGHIEN
(400 m) vue imprenable, ré-
sidentiel, 10^e et dernier étage
2 p., 54 m² + balcon, 320 000 F
4 p., 85 m² + balcon, 350 000 F
6 p., 139 m² + balcon, 420 000 F
PROPRIÉTAIRE : 42-90-29-61.

Province

CHARENTAIS CARACTÈRE
11100 MARSAILLON
château historique
15^e des pièces.
Vaste appartement à rénover
110 m² + greniers + terrasse.
Magnifique vue dégagée
sur canal et campagne.
245 000 F. Tél. 50-44-21-70.

appartements achats

RECHERCHE URGENT
Studio ou 2 p., même à réno-
ver, Paris. Tél. 42-62-01-82.

AGENCE LITTRE
Recherche pour clientèle fran-
çaise et étrangère appart. et ho-
tels part. dans quartiers ré-
sidentiels. Plément confort cher
recherche. Tél. : 45-44-44-45.

locations
non meublées
demandes

Paris
POUR CADRES SUPÉRIEURS
et EMPLOYÉS grande société
française recherche en
location Paris ou banlieue
APRÈS 2 à 6 pièces, STU-
DIO ET VILLAS. Tél. 45-03-
30-33 (10 heures-13 h 30).

bureaux

Locations

DOMICILIATIONS DEP. 90 F/m²
R. ST-HONORE 42-85-84-91.
PARIS-12^e 43-40-68-50
CONSTITUTION SAIL 2 000 F/m².
Votre adresse commerciale ou
SIEGE SOCIAL
bureau, secrétaire, stén.
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

ÉTOILE

très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
tous services
Tél. : (1) 47-27-15-69.

VOTRE SIEGE SOCIAL

Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Pénalités téléphoniques.
43-55-17-50

17^e PLACE WAGRAM

(prox.) BUREAUX ÉQUIPÉS
OUVERTS 24 H SUR 24
avec tous services : tél., stén.,
télécopie, secrétaire, salles de
réunions, restaurant, etc.
ACTE 43-80-90-10.

maisons individuelles

04 Dans village, maison an-
cienne, intérieur + tot. meub.
80 m² jardin, vas. 420 000 F.
Tél. 92-75-10-62.

LE VESMET (PRÈS PARC)
Belle maison bourgeoise, 9 p.,
cvt. pav. d'env. à rénover, sur
terrain clos 1 400 m² environ.
Px 7 000 000 F.
Tél. : 47-20-42-78.

LA CELLE-SAINT-CLOUD
3^e pers. TRÈS BELLE VILLA
3 niveaux, 300 m², garage
6 voitures, parc 1 060 m²,
4 000 000 F. 47-04-88-18.

viagers

CHERCHE-MIDI
3 pièces cuisine, bain, balcon,
70 m², occupé 70 ans.
350 000 F cpt. rans 2 600 F.
INTER URBS 45-63-17-77.

locations meublées demandes

Paris

MONDIAL MERCURE

Recherche STUDIOS et
2 pièces pour étudiants ou
gère. APPTS DE STANDING
pour ambassades et sociétés.
5^e arr. SERVICE ACCUEIL.
Tél. : 42-56-28-16.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine,
75008 PARIS.
Recherche en location ou à
l'achat APPTS DE CLASSE
CLASSE CLASSE CLASSE
ÉTRANGÈRE, comp. dipl. et
certificats de résidence nationale.
Tél. : 45-62-78-99

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses
et variées. Demandez une do-
cumentation sur la revue spé-
cialisée MIGRATIONS (LM)
B.P. 221-09 PARIS CEDEX 09.
L'emploi offert par la fon-
ction publique dans toute la
France sont nombreux et variés
(PTT, SNCF, Police, EDF-GDF,
Armée, Préfectures, Mairies,
etc.). Demandez une documen-
tation sur la revue spécialisée
FRANCE CARRIERS (D 18)
B.P. 402-09 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

VOTRE COLLABORATEUR

EN RÉGION PACA
38 ans, dipl. ESC, expérience
étendue du marketing, jugement
à la gestion rigoureuse.
Ecrire sous le n° 7 435 M
LE MONDE PUBLI-CITÉ
5, rue de Montreuil, Paris-7.
Secrétaire 38 ans, dynamique
et méthodique, 15 ans expé-
rience pressés dans abonnement
et publicité, très bonne pratique
de l'informatique, bonnes no-
tions de comptabilité. Cherche
emploi stable dans presse ou
publité. Paris. Tél. 39-87-
46-07 ou écrire au n° 6 911
LE MONDE PUBLI-CITÉ
5, rue de Montreuil, Paris-7.

هذه امة الاصل

Economie

Nouveau plan de sauvetage pour l'économie mexicaine

(Suite de la première page.)

Compte tenu de deux autres prêts d'un volume total de 700 millions de dollars prévus dans les prochaines semaines, notamment en faveur de l'agriculture, c'est un total de 2 milliards de dollars que la Banque mondiale engagera au Mexique. Cette enveloppe inhabituelle est assortie d'une sorte « d'assurance-croissance » constituant une réelle innovation. Au cas où, tout en respectant ses engagements économiques, le gouvernement mexicain ne parviendrait pas à assurer une expansion de 3,5 % en 1987, la Banque mondiale ajouterait 500 millions de dollars pour financer des investissements publics « hautement prioritaires ».

Au chapitre des nouveautés, le FMI n'est pas en reste puisque, au-delà du crédit de 1,4 milliard de dollars de tirages spéciaux (DTS) (1) inclus dans l'accord de principe de Washington, le Fonds a décidé lui aussi de faire un pas pour aider Mexico à gérer à moyen terme une économie instable, car trop dépendante du pétrole.

Renversant la tradition de la « facilité pétrolière » créée pour venir en aide aux importateurs de pétrole victimes de la flambée des cours, le FMI est prêt à participer à un mécanisme de compensation des pertes de recettes d'un exportateur

de taille : au cas où le baril tomberait à moins de 9 dollars durant un trimestre, les Mexicains devraient éponger leur manque à gagner. Une telle hypothèse, si elle se réalisait durant les dix-huit mois couverts par l'accord de principe, représenterait un apport financier supplémentaire de quelque 2,5 milliards de dollars, dont le FMI prendrait en charge environ 800 millions de DTS. Le financement du solde resterait à répartir entre les autres créanciers de Mexico.

Pour les banques, tout au moins, les créanciers ne manifestent aucun enthousiasme, même si la stabilité du système financier international les pousse à faire contre mauvaise fortune bon cœur et à envisager, après des discussions techniques qui s'annoncent délicates, à participer, eux aussi, une partie du chemin. Car, comme durant l'été chaud de la crise de la dette, en 1982, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Jacques de Larosière, a pris soin d'indiquer que, en l'absence d'une solide participation bancaire, évaluée à 6 milliards de dollars sur dix-huit mois, tout le montage laborieusement réalisé avec le gouvernement mexicain resterait lettre morte.

Au Fonds, on se veut rassurant : « Il est demandé aux banques

d'accroître de 3 % seulement leur engagement annuel sur le Mexique. En 1982, elles avaient accepté une augmentation de 7 % ». Un argument qui fait soupçonner le monde bancaire français, dont l'exposition globale « représente déjà près de 6 milliards de dollars » comme le rappelle l'un de ses représentants. Que dire des Américains, qui concourent 31 % de la dette extérieure du Mexique, voire du Japon (près de 15 %) ou de la Grande-Bretagne (10,4 %), contre les 7 % de la France ?

Après un premier tour de table, la semaine dernière à New-York, les dirigeants des principales banques impliquées se retrouveront début août pour faire le point. Un point difficile. Pour des raisons politiques autant que financières, les États-Unis ne peuvent laisser leur voisin du sud du Rio Grande sombrer dans le déshéolisme. D'ores et déjà, la banque américaine d'import-export, Export Bank, s'est déclarée prête à garantir pour près de 1 milliard de dollars de prêts commerciaux au Mexique.

Cet exemple pourrait être suivi par d'autres pays industriels, et, compte tenu d'éventuels réajustements des crédits garantis par les États dans le cadre du Club de Paris, devraient compléter une opération évaluée au total à 12 milliards de dollars sur dix-huit mois. A condition, bien évidemment, que les banques créancières apportent la moitié des financements espérés. Encouragés par les nouveaux engagements de la Banque mondiale, comme par le feu vert du FMI, seront-elles convaincues du bien-fondé du programme économique mis au point par le gouvernement de M. de La Madrid avec le FMI ?

« Beaucoup a été fait pour resserrer la politique monétaire, inverser

la tendance à la fuite des capitaux, admettre les règles du jeu international pour l'entrée au GATT signés le 25 juillet par le Mexique. Mais tant de promesses n'ont pas été tenues... Nous restons quelque peu sceptiques ». Ces propos d'un banquier américain ne l'empêcheront sans doute pas de participer à l'opération, qui devrait prendre vraiment forme en septembre. Ils marquent malgré tout les limites de l'exercice. Les banques créancières sont pressées de voir les Mexicains faire sauter les verrous d'un nationalisme ombrageux. Trop pressées peut-être, craint un expert international.

Outre un climat politique tendu par une conjonction de motifs implicites dépassant les chiffres des économistes — sans doute une chute de 5 % du produit national brut cette année, — toute réforme en profondeur prendra du temps. Le FMI lui-même semble le reconnaître, qui a admis une réduction « limitée » à 3 points du déficit public, encore estimée à 10 % du produit national brut l'an prochain. Cet effort passe par une réforme fiscale ardue, des privatisations plus systématiques d'un secteur nationalisé pléthorique et déficitaire, une ouverture des frontières aux produits et aux entreprises étrangères, qui rompt trop brutalement avec les traditions pour être indolore. Cette part gouvernementale du pari mexicain n'est pas la moindre. Le ministre des finances, M. Gustavo Petricoli, entend le rappeler à ses interlocuteurs au cours des semaines à venir. Il lui restera à les convaincre qu'il est possible d'obtenir de premiers résultats en... dix-huit mois.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 DTS = 1,19 dollar.

ENTREPRISES

Le marché indien convoité par Pepsi-Cola

Selon le quotidien *Indian Express*, le groupe américain PepsiCo s'apprête à créer une société commune dans le Pendjab avec le groupe indien Tata et la Société des industries agro-alimentaires du Pendjab, contrôlée par le gouvernement de cet Etat. Le marché des 750 millions d'Indiens est convoité par les grands du cola : il y a dix ans, Coca-Cola en avait été évincé par le gouvernement de droite nationaliste (Janata Party). Il y a moins d'un an, PepsiCo avait échoué dans une précédente tentative d'implantation, car la firme avait refusé de livrer la formule secrète de sa boisson, comme le désirait le gouvernement indien au nom des transferts de technologie. Le ministre de l'industrie a informé le Sénat indien que le gouvernement étudiait ce nouveau projet de coopération industrielle entre PepsiCo et Tata. Il a indiqué que la question de la livraison du secret de fabrication de Pepsi-Cola n'était pas « claire ».

Jeans : Lee rachète Wrangler

Le premier groupe américain de confection, Vanity Fair Corporation, qui produit les jeans Lee, vient de racheter son concurrent Blues Bel Holdings, deuxième fabricant de jeans (sous la marque Wrangler) et de vêtements de sport, pour environ 800 millions de dollars, dont 414 millions de dollars de dettes d'une de ses filiales (Blue Bell Inc.). Un prix de rachat important pour le groupe VF Corporation, dont le bénéfice après impôts est de 135 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars.

Cette fusion, annoncée le 27 juillet, pourrait reléguer au second rang le jean de Levi Strauss, dont la part du marché américain, estimée aujourd'hui à 30 %, est en baisse. La fusion Lee-Wrangler est la conséquence du rétrécissement du marché du jean aux États-Unis qui est tombé de 589 millions de pièces en 1981 à 500 millions en 1984.

Feu vert pour le rachat de Triumph-Adler par Olivetti

L'Office fédéral ouest-allemand des cartels a donné son autorisation au rachat par Olivetti de Triumph-Adler, filiale à 98,4 % de Volkswagen. Le constructeur d'automobiles obtiendra en échange 5 % du capital d'Olivetti. Triumph-Adler, spécialisée dans les machines à écrire (30 % du marché en RFA) et les équipements bureautiques, a réalisé un chiffre d'affaires de 1 milliard de deutschemarks en 1985, avec des pertes de 70 millions de deutschemarks. Ses filiales américaines Triumph-Adler, North America, et Partec Computer resteront propriété de Volkswagen.

Kodak va faire du PET en Grande-Bretagne

La multinationale américaine Eastman Kodak se lance dans la fabrication de PET (polyéthylène téréphthalate) en Grande-Bretagne. Elle va y construire une unité de 50 000 tonnes par an pour un coût de 75 millions de dollars. L'objectif poursuivi par le groupe, numéro un aux États-Unis, est de concurrencer en Europe les groupes britanniques ICI (70 % du marché) et néerlandais AKZO. Pour contrer l'offensive, ICI a déjà augmenté sa production de 30 000 à 65 000 tonnes par an et pris les dispositions pour la porter à 100 000 tonnes par an fin 1987. Le PET est une matière plastique principalement employée dans la fabrication d'emballages pour les produits liquides (eaux minérales, boissons gazeuses, lait, vins, parfums). La croissance double tous les dix ans. En Europe, elle dépassera 110 000 tonnes pour l'année 1986 (70 000 tonnes en 1984). Selon les prévisions, elle atteindra 150 000 tonnes en 1988 et 190 000 tonnes en 1990.

Radar : M. Biderman à nouveau débouté

Le tribunal de commerce de Paris a débouté à nouveau M. Biderman et l'association des petits porteurs de Radar, qui plaident la nullité de l'OPA de Primistères sur cette même société Radar. Il s'est déclaré d'abord incompétent sur le plan de la procédure, renvoyant au tribunal administratif. Ensuite, sur le fond, il a jugé qu'en dépit des accords particuliers conclus entre Primistères et les grands actionnaires de Radar les Galeries Lafayette essentiellement, l'information fournie par ces derniers était incomplète, qu'un surplus des accords était licite.

Horlogerie

Le Clip après la Swatch

Le succès industriel tient à peu de chose. Une idée simple soutenue par un marketing intelligent fait parfois plus dans ce domaine que les recherches technologiques les plus coûteuses. Grâce à la Swatch, cette montre bon marché mise au point sur un coin de table par un ingénieur d'ETA (groupe suisse SMH ex-ASUAG-SSIH), l'industrie horlogère helvétique a réussi à surmonter la crise qui avait bien failli l'enterrer. En 1985, avec ce produit « tout bête », dont huit millions d'exemplaires ont été vendus dans le monde, ses exportations ont augmenté de 41 % environ. C'est la montre à la mode.

Fort de cette expérience, M. Michel Jordi, du canton de Soleure, vient de lancer la montre-clip, qui se pince sur un vêtement et se porte partout... sauf au poignet. Le Clip colle au goût du jour (vingt-trois modèles pour l'instant). Son prix est faible (entre 200 et 250 F). Dès le premier

mois (11 juin-11 juillet), soixante-dix mille pièces ont été vendues en Suisse. L'objectif des deux cent mille à trois cent mille Clips pour 1986 est révisé. Le créateur le fixe maintenant à cinq cent mille. Pour 1987, il table sur deux millions de pièces environ. Pour ne pas se faire copier, M. Jordi attaque les marchés étrangers et commence par la France. Le 5 août ce sera le tour de la Grande-Bretagne. Pour monter son affaire, M. Jordi a réuni quatre de ses amis et trouvé, par leur intermédiaire, un financement bancaire de 5 millions de francs suisses (20 millions de francs français). Ronda, le fabricant suisse de mouvements anonymes, lui fournit les modules et procède au montage sur les boîtiers-clips achetés à un transformateur genevois de matériaux plastiques. Comme pour la Swatch, l'idée était simple. Il suffisait d'y penser.

A. D.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Présélection des candidatures

- OBJET :** Le Gouvernement tunisien compte élaborer des études en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire et souhaite la participation des Bureaux d'études spécialisés à leur confection, et ce dans le cadre de consultations restreintes. Le présent appel d'offres a pour objet la présélection des Bureaux d'études sur la base de leurs références et de leur expérience dans les domaines précités.
- NATURE ET OBJET DES ETUDES :** Les études susvisées porteront sur l'élaboration des documents suivants :
 - Schéma d'aménagement régional : Définissant la stratégie de développement au niveau régional en se basant sur un inventaire des ressources et des moyens d'action pour leurs exploitations rationnelles ; Déterminant l'urbanisme régional ainsi que les priorités de développement sectorielles et spatiales en fonction des spécificités de l'entité étudiée. Établissant un programme d'action et de mise en œuvre à court, moyen et long terme.
 - Schémas de développement et d'aménagement urbains : Définissant une image globale de la ville pour le moyen et long terme et les zones d'extension prioritaires ; Établissant un programme d'action des différents intervenants au niveau urbain et des moyens nécessaires pour sa mise en œuvre.
 - Plans d'aménagement : Constituant avec leur règlement des documents juridiques opposables aux tiers ; Visant l'organisation et l'aménagement de l'espace urbain étudié ; Définissant le droit d'utilisation des sols et la programmation des équipements publics à court et moyen terme.
 - Plans sectoriels : Plans détaillés couvrant des zones sensibles exprimant dans des secteurs particuliers les volontés d'aménagement urbain, la conception des espaces verts, l'organisation des volumes construits, la qualité architecturale.
- CONTENU DES DOSSIERS :** Les dossiers fournis par les bureaux d'études comprendront :
 - L'adresse du siège social ;
 - La composition détaillée du bureau d'études avec les profils des spécialistes y exerçant. A noter que les études devront être obligatoirement réalisées en arabe ou en français.
 - Les références dans les domaines d'intervention sus-cités avec description des principales études exécutées, leur date de parution et le nom du maître d'ouvrage (joindre s'il y a lieu attestation des maîtres d'ouvrage).
 - Le choix des domaines dans lesquels le bureau d'études compte intervenir (A, B, C et D du paragraphe II).
- DATE DE REMISE DES DOSSIERS :** Les dossiers de candidature devront parvenir au ministère de l'Intérieur, direction de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement avant le 30 septembre 1986, délai de rigueur.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 1

- OBJET :** Dans le cadre du projet de renforcement de l'enseignement scientifique et technique, le présent AOI a pour objet la fourniture et la mise en œuvre de l'installation des équipements destinés à :
 - 2 lycées techniques
 - 10 lycées d'enseignement technique
 pour les spécialités suivantes :

SPECIALITES	LOTS N°
10 Sciences physiques	15 Appareillage
	16 Matériel d'électronique
	17 Verrerie
	18 Matériel de chimie
11 Électronique	19 Matériel de démonstration (sauf spécialisés)
	20 Modules et composants (sauf spécialisés, laboratoire et atelier d'électronique)
	21 Appareils de mesure et matériel assimilé (sauf spécialisés, laboratoire et atelier d'électronique)
12 Électronique	22 Outillage (sauf atelier d'électronique)
	23 Bobinage (sauf atelier d'électronique)
	24 Pneumatique (sauf atelier d'électronique)
	25 Fabrication électronique (sauf atelier d'électronique)
	26 Modules et composants (sauf spécialisés, laboratoire et atelier)
	27 Appareils de mesure et matériel assimilé (sauf spécialisés, laboratoire et atelier)
13 Électronique R.T.V.	28 Appareils de mesure
	29 Composants
14 Mécanique générale	30 Outillage
	31 Machines-outils
	32 Traitements thermiques
	33 Essai des métaux
	34 Mécatronique
	35 Outillage
15 Construction métallique	36 Machines-outils
	37 Matériel de soudure
16 Bureau d'études	38 Appareils et matériels divers
17 Menuiserie	39 Machines-outils
18 Électrocinéma	40 Machine
	41 Appareillage
	42 Outillage
19 Mécanique auto-diesel	43 Appareillage
	44 Outillage
	45 Matériel d'injection diesel
20 Équipements divers	46 Matériel photo, son et audiovisuel
	47 Matériel dactylographie, édition, reprographie et tirage
- FINANCEMENT :** L'acquisition de ces équipements sera financée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement tunisien.
- CONDITION DE PARTICIPATION :** Le présent appel d'offres international est limité aux pays membres de la BAD.
- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :** Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le dossier d'appel d'offres afférent à chaque lot à compter de la publication du présent avis à l'adresse suivante : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, Service de l'équipement et du matériel, Bureau BAD - 2^e étage, Boulevard Bab Bhar - TUNIS - TUNISIE. Tél. n° 13004 MEDNAT TUNIS. Le dossier d'appel d'offres pour chaque lot ou groupe de lots ne sera remis que sur présentation d'un reçu attestant le virement d'une somme non remboursable de 30 dinars tunisiens par lot. Le règlement de cette somme sera effectué au compte courant bancaire n° 3516583 ouvert à la Banque de Tunisie - Agence Bab Bhar - Tunis.
- DEPOT ET OUVREMENT DES OFFRES :** Les fournisseurs pourront faire des offres pour un, plusieurs ou la totalité des lots. Les offres devront parvenir en trois exemplaires sous pli recommandé au plus tard le 2 octobre 1986, délai de rigueur dans une double enveloppe cachetée à la cire. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique au ministère de l'éducation nationale le 14 octobre 1986 à 10 heures.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 2

- OBJET :** Dans le cadre du projet de renforcement de l'enseignement scientifique et technique, le présent AOI a pour objet la fourniture d'équipements destinés à :
 - 150 ateliers d'initiation aux travaux manuels (ITM) dans les écoles primaires.
 - 348 Laboratoires de sciences expérimentales dans les établissements d'enseignement secondaire (LCS).
 pour les spécialités suivantes :

SPECIALITES	LOTS N°
1 Menuiserie	1 Machines-outils
2 Électricité	2 Outillage
3 Construction métallique	3 Appareils et outillage
4 Agriculture	4 Machines
5 Bâtiment	5 Outillage
6 Soudage	6 Matériel d'équipement
7 Apiculture	7 Matériel divers
8 Couture	8 Outillage
9 Sciences expérimentales	9 Équipement d'élevage
	10 Équipement d'apiculture
	11 Machines
	12 Matériel divers
	13 Matériel divers
	14 Verrerie
- FINANCEMENT :** L'acquisition de ces équipements sera financée conjointement par la Banque africaine de développement (BAD) et le gouvernement tunisien.
- CONDITIONS DE PARTICIPATION :** Le présent appel d'offres international est limité aux pays membres de la BAD.
- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES :** Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le dossier d'appel d'offres afférent à chaque lot à compter de la publication du présent avis à l'adresse suivante : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, Service de l'équipement et du matériel, Bureau BAD - 2^e étage, Boulevard Bab Bhar - TUNIS - TUNISIE. Tél. n° 13004 MEDNAT TUNIS. Le dossier d'appel d'offres pour chaque lot ou groupe de lots ne sera remis que sur présentation d'un reçu attestant le virement d'une somme non remboursable de 30 dinars tunisiens par lot. Le règlement de cette somme sera effectué au compte courant bancaire n° 3516583 ouvert à la Banque de Tunisie - Agence Bab Bhar - Tunis.
- DEPOT ET OUVREMENT DES OFFRES :** Les fournisseurs pourront faire des offres pour un, plusieurs ou la totalité des lots. Les offres devront parvenir en trois exemplaires sous pli recommandé au plus tard le 2 octobre 1986, délai de rigueur dans une double enveloppe cachetée à la cire. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique au ministère de l'éducation nationale le 16 octobre 1986 à 10 heures.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEVANLAY

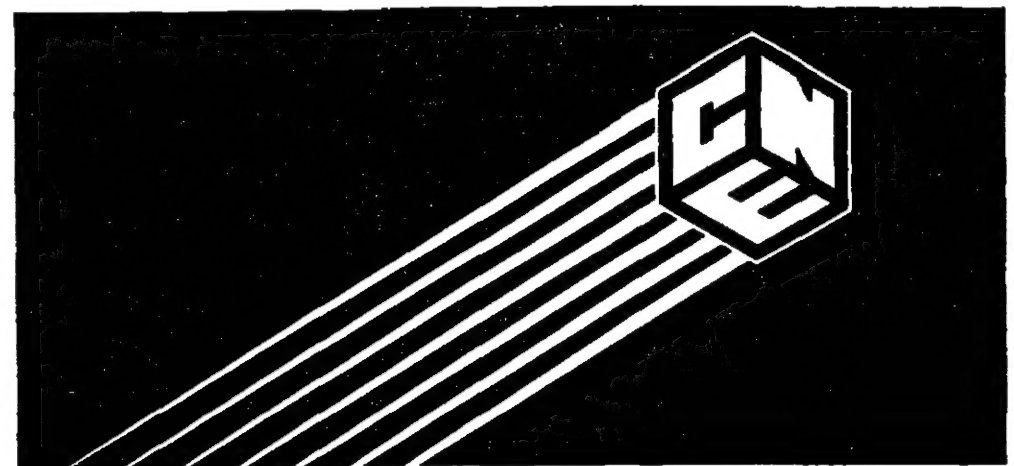
Chiffre d'affaires consolidé semestriel.

	Millions de francs	
	1 ^{er} semestre 1985	1 ^{er} semestre 1986
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	1 146,3	1 346,3

Sur le premier semestre, la croissance du chiffre d'affaires est de 17,4 %. Quant au résultat, il se confirme que sa progression est plus rapide que celle du chiffre d'affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE



EMPRUNT A TAUX FIXE

de 2,5 milliards de francs

Prix d'émission :
98,50 % soit 4,925 F par obligation.

Règlement des souscripteurs :
ce prix sera réglé le 11 août 1986.

Date de jouissance :
11 août 1986.

Intérêt annuel :
7,90 %, soit 395 F par obligation payable le 11 août de chaque année.

Taux de rendement actuariel brut :
8,10 %

Durée de l'emprunt :
12 ans

Amortissement normal :
les obligations seront amorties en totalité le 11 août 1998 au pair, soit 5.000 F.

Amortissement anticipé :
au gré de l'émetteur de tout ou partie des obligations à partir du 11 août 1986 aux conditions suivantes :
- remboursement au pair, soit 5.000 F par obligation ;
- le coupon d'intérêt venant à échéance à la date de remboursement anticipé sera porté de 395 F à :
588 F le 11 août 1993
554,50 F le 11 août 1994
518,50 F le 11 août 1995
480 F le 11 août 1996
439 F le 11 août 1997
Un avis au Journal Officiel sera publié 45 jours au moins avant la date choisie pour le remboursement.

Souscriptions :
les souscriptions sont reçues dans la limite des titres disponibles aux caisses désignées ci-dessous :
• Caisse Nationale de l'Énergie,
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
• Caisse d'Épargne,
• Caisse de Crédit Agricole Mutuel,
• Caisse de Crédit Mutuel,
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation :
les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle.
Une note d'information (visé COB n° 86-277 du 25 juillet 1986) peut être obtenue sans frais auprès de la C.N.E. et des établissements chargés du placement.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.
Avis publié au B.A.L.O. du 28 juillet 1986.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
18 BIS, RUE DE BERRI - 75008 PARIS - TEL. 43.59.46.48

Economie Marchés financiers

La Mutualité française veut faire respecter le label « mutuelle »

Les résultats d'un sondage Louis Harris sur les Français et les organismes assurant une couverture complémentaire pour la maladie, présentés le lundi 28 juillet à la presse, ont alarmé les responsables de la Fédération nationale de la Mutualité française. En effet, 85 % des personnes interrogées se déclarent affiliées à une mutuelle, alors qu'elles ne sont en réalité que 46 %. Cette confusion est entretenue par les compagnies d'assurance qui se qualifient souvent, ainsi au moins dans leurs titres, pour bénéficier de la bonne image de marque des mutuelles. Alors que les Français accordent le plus d'importance à la rapidité des remboursements, les mutuelles ont la réputation d'effectuer ces versements relativement vite (52 % des sondés le pensent, 17 % pensent de même pour les compagnies d'assurance) (1).

Les nouvelles dispositions applicables depuis le 25 juillet devraient permettre de clarifier la situation : seuls les organismes répondant aux conditions du code de la mutualité ont désormais le droit d'utiliser les termes « mutuel », « mutuelle », « mutualité » et « mutualiste » ; les autres doivent obligatoirement ajouter la mention « assurance ». La Mutualité française est prête à poursuivre en justice toute compagnie enfreignant cette loi, et veut lancer une campagne d'information.

(1) Sondage réalisé du 4 au 8 juillet auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Face à une demande croissante

L'agriculture biologique va être officiellement enseignée en France

L'agriculture biologique fait son entrée officielle dans le système éducatif français. Deux arrêtés du ministre de l'Agriculture, parus au Journal officiel du 25 juillet, annoncent la création d'un certificat de spécialisation en techniques d'agriculture biologique, ainsi que d'un certificat de spécialisation en conduite d'une exploitation en production agro-biologique. Les enseignements concernés sont délivrés dans les établissements agréés par le ministère de l'Agriculture. Le premier certificat s'adresse aux étudiants déjà titulaires d'un BTS ou d'un diplôme équivalent, qui, en tant que techniciens, animateurs ou formateurs, souhaitent acquérir la maîtrise des problèmes posés par la transition d'une agriculture conventionnelle vers un mode de production biologique. Le second s'adresse plus particulièrement aux futurs agriculteurs ou techniciens titulaires d'un BEPA, ou pouvant justifier d'au moins deux années d'activité professionnelle en rapport avec cette formation.

Dans un communiqué, le Comité interprofessionnel national de l'agriculture biologique (CINAB) reconnaît qu'« un grand pas en avant est franchi par les pouvoirs publics français en faveur d'une agriculture diversifiée, plus économe et moins polluante ». Il félicite M. François Guillaume et ses services « pour cette attitude réaliste et constructive ».

La reconnaissance de l'agriculture biologique en France est le fruit d'une lente construction. Apparus dans les années 50, cette agriculture, « s'appuyant sur des produits chimiques de synthèse » selon la définition large donnée par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980, serait aujourd'hui pratiquée par dix mille exploitants sur environ 100 000 hectares. Après la définition en 1980 d'une charte interprofessionnelle par les différentes familles correspondant aux différentes méthodes de l'agriculture biologique, les pouvoirs publics ont mis en place une commission d'homologation des cahiers des charges et ont fait adopter un logo commun, le 6 mars 1984. Dans une Europe agricole qui compte sous les excédents, les produits issus des fermes en biologie présentent une particularité : la demande excède l'offre. Longtemps les agriculteurs ont été déçus, jugeant obscurantisme ce qui s'est révélé en fait comme une agriculture savante. Toutefois, selon un sondage réalisé en 1979, 59 % des exploitants estimaient l'agriculture biologique « souhaitable ». Différentes études de marché montrent enfin que la demande va progresser tant en Europe qu'aux États-Unis.

J. G.

PARIS, 28 juillet

Peugeot remonte à 1 000 F

Redevenu plus hésitante à la veille du week-end, la Bourse de Paris est due lundi matin reportée de l'avant (+ 1,74 %). Elle devait confirmer ses meilleures dispositions durant la grande séance. Mais il fut longtemps impossible de mesurer son avance en raison d'un nouveau et énigmatique mouvement de la Bourse, qui, dès les premières heures de la journée, avait sérieusement perturbé l'acheminement des cours. L'événement de la séance fut le retour de Peugeot à 1 000 F pour la première fois depuis deux mois. Dès lors, le cours de la Bourse a précédé et encore gagné 5 %. A quelques exceptions près, toutes les grandes valeurs étaient là, entre autres L'Oréal, Prêt-à-Porter, Schneider, Roussel-Uclaf, Sanofi, CSF, Lorraine, Le BTP a été en pointe. Saut, ou à peu près, Compagnie Bancaire a été pris d'un léger malaise. Mais, sur la pression de la demande, le cours de Moulinex a été retardé. Bref, au « doigt mouillé », la hausse moyenne des valeurs françaises paraissait se situer entre 1,5 % et 1,5 %. En fin d'après-midi, le verdict tombait : + 1,4 %.

Décidément, l'informatic et la Bourse ne font pas bon ménage. L'indice CAC pour la séance de vendredi n'a même pas pu être calculé. Cela fait bon effet à l'étranger. « Changement de matériel », disait haut et fort un professionnel furieux.

Les commentateurs ont dit, eux, aller au charbon comme au bon vieux temps.

Les raisons de cette reprise ? Le dernier bulletin sur le samedi de Wall Street est rassurant. D'autre part, l'opinionisme pour ce troisième trimestre, affiché par les industriels que l'INSEE a interrogés, est apparu de bon aloi, de même que la détermination du premier ministre d'aller au bout de ses réformes. Peu à peu, le marché prend conscience que la reprise d'été n'est pas un leurre.

Le plus grand calme, en revanche, a régné au deuxième étage. Les cours se sont néanmoins mélangés sur le marché obligataire. « Il n'y a pas de vendeurs », faisait remarquer un spécialiste. Mais les acheteurs ne passent pas aux actes.

Le MATIF n'a pas été plus vigoureux.

NEW-YORK, 28 juillet

Rechute

Coup dur lundi à Wall Street. Sur la voie de la convalescence ces derniers jours, le marché a brutalement rechuté. Après avoir connu peu de progrès à l'ouverture, il a fait soudain volte-face pour revenir très vite en deçà du seuil des 1 800 points repassé le vendredi précédent. Sans terminer au plus bas (1 760,26 points), l'indice des industriels ne s'en est pas moins fortement érodé. A la clôture, il s'établissait à 1 773,90, cédant ainsi 36,14 points (- 2 %) d'une séance à l'autre. Le bilan de la journée a été tout aussi accablant. Sur 1 974 valeurs traitées, 1 250 ont baissé, 365 seulement ont monté et 359 n'ont pas varié.

La hausse surprise des taux d'intérêt est pour l'essentiel responsable de cette rechute. Elle a provoqué une hécatombe parmi les fonds d'État à long terme (1 dollar de baisse pour 1 000 dollars de valeur faciale). Raison de cette chute tenace : le Trésor américain s'apprête à lancer une opération de refinancement d'une vaste envergure (30 milliards de dollars). Beaucoup redoutent, de ce fait, un assèchement des liquidités.

« La Bourse va se redresser », entendait-on. Une chose au moins est certaine : le dérapage n'a pas donné lieu à une très forte activité. Seulement 127,59 millions de titres ont changé de mains, contre 132 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 25 juillet	Cours du 28 juillet
Alcoa	38 5/8	34 1/2
AT&T	34 1/8	32 1/4
Bearing	59 3/4	58 3/8
Chem. Manhattan Bank	40 1/2	39 1/8
East of New York	71 1/8	70 1/4
Eastman Kodak	55 3/4	55 3/8
Exxon	80 1/8	78 1/4
General Electric	57 1/2	56 1/4
Gold	74 1/2	72 7/8
General Motors	71 5/8	69 7/8
IBM	31 1/2	30 7/8
Lin. Int.	134 1/8	132 1/2
L.T.T.	53 1/2	53 7/8
Mobil Oil	31 1/8	30 3/8
Pfizer	37 1/8	36 1/4
Schlumberger	29 7/8	29 1/8
Texas	30 5/8	30
U.A.L. Inc.	20 1/2	20 1/4
Union Carbide	22 3/8	22 1/8
USX Corp.	17 1/4	17
Westinghouse	25 5/8	25 1/2
Xerox Corp.	63 3/4	62 3/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,86 F ↓

La baisse du dollar, amorcée en début de semaine, s'est poursuivie mardi 29 juillet, pour retrouver les bas niveaux atteints quinze jours auparavant. Les opérateurs attendent la publication de chiffres en provenance des États-Unis, notamment sur la balance commerciale.

FRANCFORT	28 juillet	29 juillet
Dollar (en DM)	2,1379	2,12
TOKYO	28 juillet	29 juillet
Dollar (en yen)	157,20	155,70

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 juillet)	7 1/4 %
New-York (28 juil.)	6 7/16 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	25 juillet	28 juillet
Valeurs françaises	143,7	145,3
Valeurs étrangères	103,6	103,6

C* des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 377,5 381,5

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles	1 810,84	1 773,90
---------------	----------	----------

LONDRES

(Indice Financial Times)

Industrielles	1 263,7	1 263,8
Mines d'or	196,7	199,3
Fonds d'État	85,19	85,28

TOKYO

(Indice Nikkei)

Nikkei Dow Jones	18 628,59	18 628,59
Indice général	1 452,82	1 456,40

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 juillet

COURS	ÉCHÉANCES			
	juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	111,25	112,10	112,20	112,20
Précédent	110,55	111,15	112,10	112,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BARCLAYS : NUMÉRO

TROIS AU KABUTO-CRO.

La compagnie financière britannique Barclays PLC va être cotée à la Bourse de Tokyo à partir du vendredi 1^{er} août. Elle sera ainsi la troisième société britannique cotée au Kabuto-Cro, après Cable and Wireless et British Telecommunications. Cette introduction portera à 29 le nombre de valeurs étrangères à la Bourse de Tokyo.

REUTER : HAUSSE DE

42 % DU BÉNÉFICE.

Le bénéfice net du premier semestre a augmenté de 42 %, pour atteindre 35,5 millions de livres (contre 25 millions). L'ensemble des revenus de l'agence s'est élevé à 268,2 millions de livres pour la période sous revue (contre 212,8 millions au premier semestre de l'an dernier), y compris 17,5 millions de livres (avec un bénéfice impossible de 3,4 millions de livres) pour la filiale américaine Rich Inc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

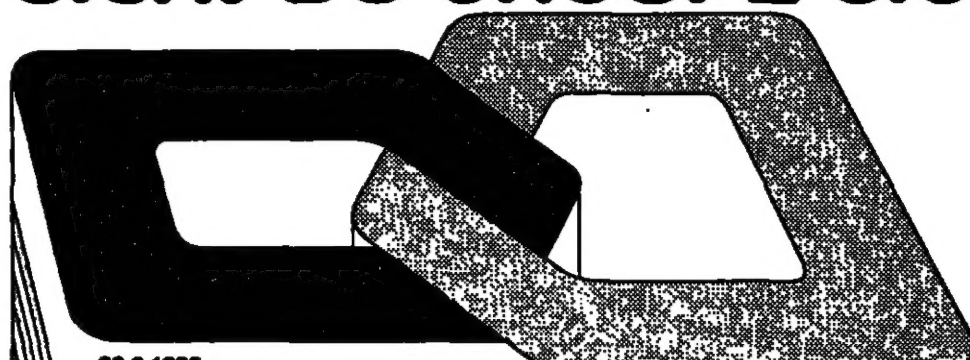
COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	6,850	6,870	+ 25	+ 37	+ 55	+ 88
3 cm.	4,938	4,927	- 78	- 59	- 166	- 138
Yen (100)	4,378	4,404	+ 78	+ 95	+ 171	+ 199
DM	3,238	3,267	+ 58	+ 71	+ 120	+ 148
Mark	2,806	2,778	+ 31	+ 38	+ 69	+ 83
FR (100)	15,656	15,656	- 59	+ 13	- 187	+ 22
ES	4,028	4,027	+ 59	+ 76	+ 137	+ 163
L (1 000)	4,715	4,715	- 181	- 182	- 364	- 315
F.	10,198	10,191	- 244	- 286	- 582	- 451

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 3/8	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8	6 1/2	6 5/8
DM	4 3/4	5	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
FR (100)	6 5/8	7 1/8	5 5/8	5 3/4	5 5/8	5 11/16	5 7/16	5 9/16
ES	1	1 3/4	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
L (1 000)	9 1/2	11 1/2	11 1/8	11 5/8	11 1/8	11 5/8	11 1/8	11 5/8
F.	9 5/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16
R. Swap	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/4	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SICAV DU GROUPE CIC



30.6.1986

SICAV ACTIONS

	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé	Performances (cours inclus) par rapport au 31.12.85
SMI (diversifié)	25.6.79	1 414	1 108,36	52,44	+ 57,53
CRÉDINTER (international)	28.9.70	516	432,58	13,02	+ 69,37
UNI-JAPON (valeurs japonaises)	3.12.73	1 375	1 336,30	32,42	+ 101,02
SICAVIMMO (valeurs immobilières)	15.2.71	1 118	758,45	28,79	+ 131,31
FRANCIC (actions françaises)	25.6.79	3 189	357,23	13,53	+ 127,22
TECHNOIC (haute technologie)	16.1.84	101	1 164,85	68,20	-
JAPACIC (valeurs japonaises, japonaises et du Pacifique)	12.8.84	477	160,82	2,86	-

SICAV OBLIGATIONS

	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé	Performances (cours inclus) par rapport au 31.12.85
RENTACIC (rente française)	2.12.68	1 090	108,05	8,56	+ 64,18
EUROICIC (obligations étrangères)	22.8.80	232	9 769,30	559,59	+ 68,18
ECUCIC (couverture en Ecu)	10.7.85	66	1 168,57	-	-
AURÉCIC (valeurs liées à l'or)	16.12.85	683	1 166,49	-	-
JEUNE PARGNE (diversifié)	17.3.86	86	215,08	-	-

SICAV COURT TERME

	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé	Performances (cours inclus) par rapport au 31.12.85
SECURICIC (régularité, très court terme)	6.8.85	2 133	10 947,16	1 semestre	+ 3,86 %
MONECIC (régularité)	1.4.82	3 236	5 968,42	1 mois	+ 7,98 %
ASSOCIC (régularité, court terme)	6.8.85	3 998	1 238,85	3 à 6 mois	+ 11,12 %
EPARCIC (moyen terme, coupon réduit)	3.7.84	1 790	2 816,89	6 mois à 2 ans	+ 14,33 %

Indice moyen des Sicav actions du Groupe CIC

base 100 au 31.12.1985 : 168,73

Réduction des droits d'entrée

Souscrits, Sicav à très forte proportion de réminiscence : le droit d'entrée de 0,10 % n'est désormais plus exigible pour les souscriptions supérieures à 1 000 000 de francs.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous au gérant de la banque du Groupe CIC le plus proche de votre domicile ou retenez ce coupon à

Caisse d'Épargne (D.E.F. 01), rue de la Victoire

92 207, 75452 Paris Cedex 02, Tél. (1) 42.80.83.20



groupe cic

Veuillez inscrire votre contribution au site de la Caisse d'Épargne

مكتبة الامم المتحدة

PAGE 2

[illegible]

ÉTRANGER

3 Après le discours de M. Gorbatchev à Vichy.
4 Pérou : la première année du gouvernement d'Alan García a été partiellement positive.
5 Chypre oubliée, point de vue de M. Jean Cotsiadis.
6 La sommet de l'OUA.

POLITIQUE

7 Le vote sur les conditions des opérations de privatisation à l'Assemblée nationale.
8 Un entretien avec M. Yvon Briant (CNIP).

DÉBATS

2 Des universités plus autonomes.

SOCIÉTÉ

9 Les mésaventures du docteur Robert Gale.
— Les retombées de Tchernobyl en Suède.
— Point de vue : « Pauvre droit d'asile », par Denis Langlois.
10 Échecs : première partie nulle au championnat du monde.

CULTURE

12 Le quarantième Festival d'Avignon : le charme des interdits, Jean Babilée, danseur baroudeur.
13 Les meubles d'avant-garde de la Ville de Paris.

ÉCONOMIE

20 Le Brésil et l'Argentine signent les premiers accords d'intégration économique.
21 Affaires : le « Clip » après la « Swatch ».
22-23 Marché financier.

SERVICES

Radio-télévision 15
Annonces classées 18 à 20
Météorologie 15
Mots croisés 16
Loto sportif 15
Cartes 16
Mode 16
Programmes des spectacles 14

Après Beyrouth-Est

Une voiture piégée explose à Beyrouth-Ouest

Beyrouth (AFP). — Une voiture piégée a explosé ce mardi 29 juillet à onze heures locales (dix heures à Paris), dans le quartier musulman de Barbi, à proximité de la ligne de démarcation entre les quartiers musulmans et chrétiens de la capitale. Cette zone connaît d'ordinaire une forte affluence puisque s'y regroupent les personnes qui veulent passer d'un secteur à l'autre. Selon un premier bilan, l'explosion aurait fait au moins dix-sept morts et cent quatre-vingt blessés. Elle intervient vingt-quatre heures après l'attentat à la voiture piégée qui a fait, lundi, trente-deux morts et cent quarante-cinq blessés dans le quartier chrétien d'Alm Remmaneh, dans la banlieue de Beyrouth. La milice chrétienne des Forces libanaises (FL) a rendu la Syrie responsable de cet attentat.

Dans un communiqué publié en soirée après une réunion extraordinaire présidée par M. Samir Geagea, chef du comité exécutif des FL, elle estime qu'il s'agit d'une tentative de détourner l'attention de l'échec de l'extension à la banlieue sud (chite) de Beyrouth du plan de sécurité. Ce plan est appliqué dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, avec la participation depuis le 4 juillet dernier de forces d'élite syriennes.

Les personnalités politiques et religieuses, musulmanes et chrétiennes, ont unanimement condamné cet « acte criminel ».

A Washington, M. Larry Speakes, porte-parole du président Reagan, a réaffirmé, lundi, la politique américaine de refus de négocier avec les terroristes pour obtenir la libération d'otages. Toutefois, des responsables américains qui ont requis l'anonymat ont indiqué que le directeur des services de renseignement américains (CIA), M. William Casey, avait effectué récemment une visite secrète en Syrie pour tenter d'obtenir la libération des Américains détenus au Liban.

Le quotidien *San Francisco Examiner*, citant une source proche de la CIA, avait auparavant affirmé qu'une visite de M. Casey à Damas au cours des trois dernières semaines avait contribué à la libération du Père Martin Lawrence Jenko.

Les responsables américains ont précisé que M. Casey s'était rendu en Syrie afin de rencontrer certaines personnes ayant des contacts avec les ravisseurs du Père Jenko et d'au moins trois autres Américains détenus au Liban. (AFP.)

La France condamne l'attentat de Beyrouth. « Nous sommes atterrés par cet attentat que nous condamnons », a déclaré lundi le porte-parole du ministère des affaires étrangères, qui a déploré les pertes en vies humaines entraînées par cette action.

La conférence de l'OPEP à Genève

Bruits de guerre autour du brut

La conférence des pays producteurs de pétrole s'est ouverte le 28 juillet à Genève. Les experts sont pessimistes sur son issue. La guerre entre l'Irak et l'Iran plane sur des débats autant politiques qu'économiques.

GENÈVE
de notre envoyée spéciale

La déception dominait à Genève lundi 28 juillet à l'issue de la première journée de la réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). « Avec des prix aussi bas, je pensais que tout le monde serait prêt à accepter n'importe quoi pour assainir le marché. Il n'en est rien. Tout est toujours aussi bloqué », assurait un délégué latino-américain, tandis que le président de l'OPEP, M. Lukman, ministre nigérien, reconnaissait : « Je ne dans pas exactement de joie ».

L'ombre de la guerre du Golfe continue d'empoisonner les débats, bloquant toute solution susceptible de redresser le marché. Directement, car les deux belligérères, l'Irak et l'Iran, font de la distribution de quotas de production pays par pays un problème de principe, chacun refusant toute solution qui avantagerait son adversaire. Ainsi, le ministre irakien a eu une déclaration officielle de M. Saddam Hussein réclamant désormais un quota au moins égal à celui de l'Iran. De son côté, la délégation iranienne a soutenu que, sur des bases historiques, la part de sa production devrait être double de celle de Bagdad. Téhéran a, en outre, menacé, si aucun accord n'était conclu à Genève, de doubler son rythme d'extraction des gisements d'un nouveau terminal d'exportation, c'est-à-dire en novembre prochain.

Le conflit du Golfe pèse aussi indirectement et de façon plus subtile sur la position adoptée par la plupart des autres États riverains, Arabie saoudite en tête. A mesure que la situation du marché se détériore et que l'OPEP s'affaiblit, il devient de plus en plus évident que la plupart des observateurs que la stratégie poursuivie par le royaume wahabite obéit à des motifs politiques autant qu'économiques. Les Saoudiens n'ont en effet jusqu'ici manifesté aucun signe montrant une volonté réelle d'aboutir. Au contraire, le ministre du pétrole, M. Yamani, a réaffirmé au cours de la séance d'ouverture un quota de 5 millions de barils par jour pour son pays, supérieur de plus de 10 % au précédent, arguant que, sur des bases historiques, la part normale de l'Arabie saoudite devrait être de 6 millions de barils par jour.

En outre, les Saoudiens paraissent convaincus, assure-t-on de plusieurs sources, que les prix du brut resteront extrêmement déprimés en fonction de cette prévision. Ainsi le royaume aurait-il décidé récemment, contrairement à toutes ses habitudes, de vendre son pétrole à des sociétés n'ayant pas de capacités de raffinage. Il aurait également autorisé les sociétés d'État saoudiennes à vendre directement du brut, sans passer par la compagnie pétrolière Petromin afin de financer leur budget. Toutes ces décisions indiquent à l'évidence que le royaume n'est pas encore prêt à réduire massivement sa production, comme il le serait nécessaire, afin de redresser les cours.

« Le problème est politique. L'Arabie saoudite a encore les moyens de faire remonter les prix. Elle ne le veut pas. Peut-être pour continuer de priver l'Iran de ressources et hâter une fin de la guerre ».

● Trois incarcérations après le meurtre d'un médecin dans le Nord. — Frédéric Aubry, vingt-neuf ans, meurtrier présumé du docteur Vancovzele, tué ce sept juillet, vendredi 25 juillet, à Maréville, près de Maubuge (Nord), a été inculpé à Avesnes-sur-Helpe d'assassinat avant d'être écroué à Valenciennes (le Monde du 29 juillet). De son côté, la maîtresse du meurtrier, Mme Michèle Vancovzele, quarante-cinq ans, a été inculpée de complicité d'assassinat et également incarcérée à la prison de Valenciennes, ainsi qu'un ami de Frédéric Aubry, Jean-Paul Lissard, vingt-huit ans, qui avait conduit le meurtrier en voiture non loin du domicile du médecin.

favorable à l'Irak », assurait à Genève un important négociant international de pétrole brut.

Selon une étude de la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, la guerre des prix, depuis décembre, a en effet coûté plus cher à l'Irak qu'à l'Iran. Bagdad a pu partiellement compenser la baisse des prix par une augmentation de ses exportations. Ainsi, d'une année sur l'autre, l'Irak aurait vu ses recettes pétrolières fondre de 42,1 % (soit une perte de 14,8 millions de dollars par jour), tandis que l'Irak n'aurait perdu que 25,9 % de ses revenus pétroliers (soit 9 millions de dollars par jour). Désormais, selon la même source, Bagdad exporterait 23 % de plus que l'Irak, ce qui lui assurerait des revenus supérieurs à ceux de son adversaire : 25,8 millions de dollars par jour contre 20,3 millions.

La poursuite, voire l'aggravation de la guerre des prix, favorise donc clairement l'Irak, soutenu par tous les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Koweït. Elle coûte moins cher à Riyad qu'aux autres pays producteurs. Selon la même étude, le royaume saoudien gagnerait même actuellement 10 % à 15 % de plus que l'an dernier à la même époque, grâce au triplement de sa production, malgré une chute des prix de 28 dollars à 7 dollars par baril.

VERONIQUE MAURIS.

Sur le vif

Petites menottes

Vous avez vu ce qui est arrivé à ce collègue vaudois ? Rien, justement, et pourtant ! Écoutez ça : à la suite d'un pari avec un fin, il s'est baladé, seul, en plein midi et en plein Lausanne, menottes aux poings, sans que personne lui dise rien. Il poussait du coude ou du genou les portes des restaurants, des cafés, des boutiques. Les vendeurs s'empressaient. Une serveuse lui a obligamment dénoué sa cravate. Au moment de payer, il s'excusait : « Désolé, je peux pas plonger la main dans ma poche, servez-vous. » Et les autres s'excusaient, sans même lever le sourcil, souriants, gentils : « Permettez, merci, à votre service. »

La seule à réagir un tant soit peu : une passante à qui il demandait du feu. Elle a simplement rétorqué : « Y'a qu'à pas fumer ! » Sans plus. Au bout de trois heures, il en a eu marre et il est entré chez un serrurier : « Est-ce que vous pourriez avoir l'amabilité de me délivrer ? » Le mec s'est contenté de scier la chaîne qui l'enfermait. Et puis, bon, il a quand même fini par alerter la police.

Très significatif, non ? C'est pourtant des bons citoyens, les Suisses, attachés à leur personne et à leurs biens comme tout un chacun. La sécurité, faut qu'on

nous l'assure, on arrête pas de braquer après, mais pour se protéger, à part quelques fous de la gâchette, on ne rivera pas le petit doigt. Moi, ce qui me frappe dans cette histoire — elle aurait pu se passer aussi bien à Paris à Londres ou à Berlin — c'est l'indifférence totale des gens. Dans les deux sens. Hier, une copine du service littéraire arrive en larmes au journal. Elle venait de se faire arracher les colliers de quatre sous qu'elle portait au cou en plein au milieu du troupeau imperturbable des bovins qui descendaient à Chausse-d'Arin pour aller au bœuf. Ici, même topo : « Pourquoi tu chiales, qu'est-ce que t'es ? » « Ah ! C'est que ça ! » « T'avais qu'à pas les porter, aussi, tes fausses perles, t'es trop bête ! »

Moi, ça me donne une idée. Vous savez ce qu'ils devraient faire nos Pépés, P & P, Pandraud et Pasqua ? Les voyous, les voleurs, les malfrats, on les enferme pas, on les relâche. Menottes aux poings. D'abord ça limitera les dégâts. Ensuite ça rassurera des voix. C'est vrai, c'est plutôt rassurant, un mec qui vous dit : « Pourriez-vous m'aider à sortir mon fingue, j'ai envie de vous braquer. » On peut toujours refuser.

CLAUDE SARRAUTE.

Les « pompiers du ciel » reportent leur préavis de grève

En raison de l'accueil positif réservé à ses revendications par la direction de la sécurité civile et compte tenu de la situation préoccupante sur le front des incendies, l'intersyndicale des personnels navigants et techniciens au sol de la base de Marignane (Bouches-du-Rhône) a décidé de reporter au lundi 4 août le préavis de grève qu'elle avait déposé pour le mardi 29 juillet (le Monde du 23 juillet).

NICE
de notre correspondant régional

Les « pompiers du ciel », qui avaient exprimé leur « ras-le-bol » après l'accident du DC-6 survenu le 19 juillet dans les Pyrénées-Orientales (quatre morts), ont enfin été entendus. Dans un long télégramme adressé le samedi 26 juillet au commandant de la base de Marignane, M. Jean-Paul Proust, directeur de la défense et de la sécurité civile, leur a fait connaître un ensemble de dispositions prises par M. Pasqua et qui répondent à la plupart de leurs revendications. Ces dispositions portent sur la réorganisation des moyens aériens de la sécurité civile, à l'exclusion de toute critique sur le personnel d'encadrement de Marignane.

M. Proust précise que la nouvelle organisation de la base, qui sera mise en place après la saison des feux, « sera fondée sur l'unité de commandement au niveau de Marignane ». Désormais, le commandant de la base des « bombardiers d'eau » assurera « l'ensemble des fonctions opérationnelles, techniques et logistiques, dont certaines étaient précédemment exercées par les bureaux parisiens du groupement aérien ». Il sera directement responsable devant le directeur de la défense et de la sécurité civile, alors qu'il était soumis, auparavant, à l'autorité du chef du groupement aérien.

GUY PORTE.

● Deux enfants interpellés pour avoir allumé un incendie. — Deux garçons de six ans, ont été interpellés par la police, le lundi 28 juillet, à Nice. Ils avaient allumé, « pour jouer », avec un briquet à gaz, un incendie qui a détruit une dizaine d'hectares, aux portes de Nice, et mobilisé deux cents pompiers et deux Canadair. Après avoir été admonestés, ils ont été remis à leurs parents qui devront répondre de leur acte.

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1986 a été tiré à 467 799 exemplaires

Après le discours de M. Gorbatchev

M. Marchais : « Un effort »

M. Georges Marchais, qui était, lundi 28 juillet, à 13 heures, l'invité de TF 1, a donné son sentiment sur l'annonce du retrait de l'Afghanistan de six régiments soviétiques avant la fin de 1986, en disant qu'il s'agit d'un geste qui s'inscrit dans la politique définie par l'URSS ces dernières années. Rappelant que lors de l'entretien qu'il avait eu en 1985 avec M. Gorbatchev, celui-ci avait indiqué qu'il « souhaitait au plus vite un règlement politique de ce conflit », le secrétaire général du PCF a ajouté : « Il s'agit de sa part d'un effort pour essayer de faire progresser la négociation qui a lieu actuellement à Genève entre le gouvernement afghan et le gouvernement pakistanais par l'entremise du secrétaire général de l'ONU. »

Grave menace sur l'équipe cycliste Peugeot

Un communiqué publié en date du 28 juillet indique que la direction des cycles Peugeot est prête à retirer son soutien à l'équipe cycliste professionnelle qu'elle commande si elle ne dispose pas à brève échéance de nouveaux appuis financiers (le Monde du 28 juillet).

Les dirigeants de la célèbre firme font remarquer que la compétition cycliste de haut niveau nécessite des investissements de plus en plus importants, compte tenu de l'inflation des budgets. Ils recherchent actuellement d'autres commanditaires importants « quitte à ce que le nom de Peugeot perde de son importance sur le légendaire maillot blanc à damiers ».

Si ces sponsors n'étaient pas trouvés avant l'échéance des contrats qui lient les coureurs à l'équipe Peugeot, c'est-à-dire d'ici à deux mois, précise encore le communiqué, le cycle Peugeot déciderait alors de quitter la compétition professionnelle, se contentant de soutenir les groupes amateurs.

Un an exactement après le retrait de l'équipe Renault-Gitane, la crise affectant le groupe Peugeot-Shell-Talbot avait fait peser une lourde menace sur l'avenir du cyclisme. Peugeot, dont le nom est lié à la compétition cycliste depuis le début du siècle, est la dernière formation engagée par une marque de cycle. Dirigée par M. Roger Lajay et M. Serge Bencherie, elle réunit notamment Pascal Simon, ancien maillot jaune du Tour de France, Bruno Wojtinek, Gilbert Duclos-Lassalle et Ronan Penec, révélation du tour 1986. Après une période de disette, elle avait obtenu cette année des résultats encourageants.

J. A.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 juillet

Repli

De nouveaux problèmes informationnels ont sérieusement perturbé l'acheminement des cours mardi matin 29 juillet à la Bourse de Paris. D'après les renseignements recueillis, les valeurs françaises ont en moyenne baissé de 1 %. Les plus éprouvées ont été SEB (-4,6 %), Eurocom (-4,2 %), Générale des eaux (-2,7 %), CSF et Compagnie bancaire (-2,5 %), Bouygues (-2,2 %), Pernod-Ricard, Michelin et Sanofi (-1,9 %), Bouygues (-1,5 %), La Redoute (-1,4 %), L'Oréal (-1,3 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	480	448	446
Agropar	1745	1740	1735
Alcatel	778	778	770
Alstom	347	344	346
Banque Paribas	1239	1238	1216
Bouygues	2046	2030	2030
B.P.A.	1310	1278	1280
B.S.F.	389	4000	3886
Carrefour	3365	3355	3330
Compagnie S.A.	1321	1320	1300
Elf-Médoc	580	578	572
Elf	1570	1570	1559
Elf-Rhône	1216	1178	1182
EU-Agropar	280	278	278
Eurol	2940	2920	2920
Lafarge-Capelle	1400	1385	1388
Michelin	3338	3280	3305
Midi Cal	1658	1650	1650
Midi-Hormes	2300	2280	2276
Navig. Méditerranée	1151	1148	1140
Oréal	3850	3800	3798
Pernod-Ricard	1025	1005	1000
Peugeot S.A.	1000	985	980
Sanofi	744	730	730
Saur	532	525	522
Télécom	3250	3250	3250
Thomson-C.S.F.	1648	1610	1615
T.S.T.	381	378	380
U.T.A.	3150	3150	3150
Veolia	472	472	471

(OUVERT EN AOÛT)
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-51.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

Rémy DÉCORATION

SOLDES D'ÉTÉ
du 29 juillet au 6 septembre

BIBLIOTHÈQUES, Marjorie, Chêne Louis XV, XVI, XVII, Directoire, L. Philippe
LE MEUBLE RÉGIONAL RUSTIQUE
Noyer de France, Chêne, Merisier
SALONS CUIR ET STYLE
SALLES À MANGER et CHAMBRES
tous styles, toutes essences de bois.
Tout est réalisé d'après des documents anciens en toutes dimensions
dans les laques et patines anciennes
et toujours

de commodes
et de coiffeuses.

RÉMY
80-82, Fg St Antoine - 43.43.65.58

AVANT
FERMETURE ANNUELLE

**JEUDI
DERNIER
JOUR**

POUR CHOISIR CHEZ
CAPELOU

LITÉS
CONVERTIBLES
ÉLÉMENTS-BOIS

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS-11^e - M^o PARMENTIER

Le contrôle des
M. Reagan
de l'attitude d

La

Régine

هذه امه الاصل